

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES DROITS DE L'HOMME
ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

SERVICE DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION



CDMSI(2012)Misc11Rev2

**Etude sur l'harmonisation des législations et pratiques relatives à
la diffamation
avec la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits
de l'homme en matière de liberté d'expression, notamment sous
l'angle du principe de la proportionnalité**

Document préparé par la Division des Médias

TABLE DES MATIERES

I.	INTRODUCTION	5
II.	TOUR D’HORIZON	7
III.	JURISPRUDENCE DE LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L’HOMMES RELATIVE A LA DIFFAMATION.....	9
IV.	AUTRES NORMES DU CONSEIL DE L’EUROPE	23
V.	NORMES INTERNATIONALES ET EVOLUTIONS	31
VI.	POSITION DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES	35
VII.	CONCLUSIONS.....	37
	ANNEXE.....	39
	INFORMATIONS DETAILLEES SUR LES DISPOSITIONS LEGALES ET LES PRATIQUES CONCERNANT LA DIFFAMATION DANS LES ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L’EUROPE	

I. INTRODUCTION

Le présent document préparé par le secrétariat du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) constitue une mise à jour et révision du document de travail préparé par le Secrétariat du Comité directeur sur les médias et les nouveaux services de communication (CDMC) et publié le 15 mars 2006.¹ Il étudie notamment la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (« la Cour ») en matière de liberté d'expression dans le cadre des affaires de diffamation, et passe en revue les normes du Conseil de l'Europe relatives à la diffamation et d'autres normes internationales sur le sujet. L'étude contient des informations sur les dispositions juridiques relatives à la diffamation dans les différents Etats membres du Conseil de l'Europe. Il tente aussi d'identifier les tendances en matière d'évolution de la réglementation sur la diffamation, à la fois dans les systèmes juridiques nationaux et en droit international.

Les dispositions relatives à la diffamation ont pour objet de protéger la réputation d'une personne contre le préjudice causé par la diffusion à des tiers d'informations ou d'opinions la concernant. Les dispositions en question peuvent également viser à protéger les symboles particuliers de l'Etat (drapeau ou hymne nationaux, par exemple). Ces dispositions, qui peuvent être aussi bien pénales que civiles, portent sur la diffamation orale ou écrite. Parmi d'autres expressions utilisées pour déterminer l'infraction à laquelle il est fait référence dans ce document sous le terme général de la « diffamation » dans le cadre législatif des Etats membres, figurent l'insulte, l'injure, l'atteinte à l'honneur et à la dignité, les propos calomnieux, etc. En dépit des différences théoriques qui peuvent exister entre la diffamation (affirmation inexacte de faits) et l'injure (propos blessant, désobligeant et/ou contraire à la vérité), la distinction n'est pas toujours claire dans la pratique ; les législations relatives à la diffamation sont souvent appliquées à l'injure en raison du caractère flou de leur libellé ou de l'interprétation qui en est donnée.²

¹ Il s'agit du document « CDMC (2005)007 version finale », du « Comité directeur sur les médias et les nouveaux services de communication ».

Dans le Rapport (Doc. 11305) du 25 juin 2007, intitulé « vers une dépénalisation de la diffamation » de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est référé à ce document. Le rapport en question a constitué à son tour le fondement de la Résolution de l'Assemblée parlementaire n° 1577 (2007), qui porte le même intitulé.

Dans sa déclaration sur des mesures visant à favoriser le respect de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme (adoptée le 13 janvier 2010, lors de la 1074^e réunion des Délégués des Ministres), le Comité des Ministres a invité le Secrétaire Général à prendre des dispositions pour améliorer la collecte et le partage des informations, et pour renforcer la coordination entre les secrétariats des différents organes et institutions du Conseil de l'Europe, sans préjudice de leurs mandats respectifs et de l'indépendance desdits organes et institutions.

Le 1^{er} janvier 2012, le Comité directeur sur les médias et les nouveaux services de communication (CDMC) a été remplacé par le nouveau Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI).

Parmi les principales missions du CDMSI, figure sa contribution à la mise en œuvre de la Déclaration du 13 janvier 2010.

² Ruth Walden, *Insult laws: an insult to press freedom* (2000) p 7.

Cette étude contient dans son annexe des informations sur les législations des 47 pays membres du Conseil de l'Europe en matière de diffamation.³

L'objectif de cette étude est d'exposer la situation des législations en matière de diffamation dans les pays membres du Conseil de l'Europe, faire une analyse globale de ces législations et de leur application à la lumière de la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des Droits de l'Homme. L'étude vise par ailleurs à rassembler des informations sur les tendances internationales relatives à la dépénalisation de la diffamation.

³ La diffamation des religions ou le blasphème, qui figure comme infraction dans la législation de nombreux pays, n'est pas l'objet d'étude dans ce document. A ce sujet, voir la Résolution 1510 (2206) et la Recommandation 1805 (2007) de l'Assemblée parlementaire, le rapport de la Commission de Venise sur les relations entre liberté d'expression et liberté de religion: [http://www.venice.coe.int/docs/2008/CDL-AD\(2008\)026-f.pdf](http://www.venice.coe.int/docs/2008/CDL-AD(2008)026-f.pdf), ainsi que le point de vue du Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe : http://www.coe.int/t/commissioner/Viewpoints/070611_fr.asp.

Pour la position du Comité des Droits de l'Homme des Nation Unies, consulter (paragraphe 48) : http://www2.ohchr.org/english/bodies/hrc/docs/CCPR.C.GC.34_fr.doc

De même, les dispositions régissant du discours de haine, de l'incitation à la haine et/ou à la violence, qui tracent la limite de la « diffamation ordinaire », ne relèvent pas du cadre de cette étude. Une référence est faite aux travaux de divers organes du Conseil de l'Europe sur ces deux sujets au chapitre IV ci-dessous.

II. TOUR D'HORIZON DES LEGISLATIONS EN MATIERE DE DIFFAMATION DANS LES ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE ET DE LEUR APPLICATION

Des dispositions pénales en matière de diffamation continuent de figurer dans les législations de la majorité des Etats membres du Conseil de l'Europe. Les peines d'emprisonnement s'échelonnent de trois mois à sept ans mais, en règle générale, elles se situent entre un et deux ans.

Dans la pratique, dans la grande majorité de ces Etats, les sanctions pénales ne sont que rarement appliquées à la diffamation.

Toutefois, dans plusieurs Etats, des poursuites pénales continuent d'être régulièrement engagées, en particulier contre des journalistes. Enfin, des professionnels des médias continuent à être condamnés à des peines privatives de liberté dans quelques pays.

Dans près d'un quart des pays membres, la diffamation a été totalement dépénalisée ou un processus de dépénalisation a été lancé. En effet, au cours de ces dernières années, plusieurs Etats membres du Conseil de l'Europe (dans la majorité, des Etats qui ont adhéré à l'Organisation relativement récemment, mais aussi des Etats qui sont d'anciens membres) ont engagé des réformes de leur législation relative à la diffamation aux fins de la dépénaliser ou d'adoucir les sanctions pénales. La question reste à l'étude dans un certain nombre d'autres Etats membres. En définitive, il semblerait que près de la moitié des Etats membres du Conseil de l'Europe aient pris des mesures concrètes ou envisagent d'en prendre pour dépénaliser la diffamation ou alléger les peines infligées en la matière.

Enfin, dans certains pays, après débat parlementaire et en l'absence d'une majorité, les autorités ont pris position contre une dépénalisation. Dans deux pays qui ont déjà dépénalisé la diffamation, une récente évolution tendant vers une « re-pénalisation » est en cours.

Il convient tout d'abord de constater la dépénalisation de la diffamation, non seulement par des pays dits des « nouvelles démocraties », mais aussi par des membres anciens du Conseil de l'Europe.

Si l'on ne saurait parler d'une dépénalisation massive (seuls dix des quarante-sept pays membres ont totalement dépénalisé la diffamation à ce jour), une tendance claire est à noter : l'abolition des peines restrictives de liberté et l'allègement des peines en général.

Même si le débat de la dépénalisation a été ouvert presque dans tous les pays membres lors de la dernière décennie, force est de constater que dans leur majorité ces pays persistent à considérer la diffamation comme un délit pénal.

Parmi les pays qui ont partiellement dépénalisé la diffamation, celle-ci reste un délit pénal s'agissant des corps constitués ou de certaines personnalités tels les chefs d'Etat, voire des symboles tels le drapeau ou l'hymne national.

Enfin, on peut noter une remise en cause inquiétante récente des acquis en matière de dépénalisation de la diffamation dans certains pays.

Les sanctions prévues en cas de diffamation des hommes politiques ou des fonctionnaires sont presque toujours plus lourdes ; dans certains Etats, les sanctions pénales ne sont applicables qu'à la diffamation d'un chef d'Etat ou d'autorités étrangères et, dans d'autres, elles s'appliquent uniquement à la diffamation des autorités de l'Etat.

Dans plusieurs Etats, les dispositions pénales sanctionnent des offenses aux symboles nationaux.

Selon les informations disponibles, dans un tiers au moins des Etats membres du Conseil de l'Europe, la loi prévoit expressément que la vérité, l'intérêt général et, dans certains cas, la bonne foi peuvent être invoqués comme moyens de défense en cas d'accusation de diffamation ; ces dispositions juridiques mentionnent parfois les journalistes.

Dans certains pays, notamment dans ceux qui ont dépénalisé la diffamation, les journalistes doivent souvent faire face à une action civile qui, dans certains cas, débouche sur l'octroi de dommages et intérêts très élevés ou disproportionnés.

On pourrait ajouter qu'il ressort des rapports fournis que, compte tenu de la position ou de l'approche juridiques suivies dans la pratique en matière de diffamation dans plusieurs Etats membres du Conseil de l'Europe, les journalistes n'ont pas l'impression de pouvoir informer librement sur certains faits ou exprimer librement leur opinion dans les médias ou de pouvoir le faire sans prendre de risques.

Dans certains pays les journalistes relatent en particulier un phénomène de harcèlement judiciaire ou une autocensure provoquée par l'abus des législations anti-diffamation. Ils soulignent par ailleurs que la dépénalisation de la diffamation n'a pas suffi -ou ne suffira pas- en elle-même à résoudre ce problème : d'une part, les montants excessifs alloués par des tribunaux dans les procédures civiles en diffamation et, d'autre part, l'insuffisance des garanties procédurales devant les juridictions civiles continuent à être de sérieuses entraves à la liberté d'expression et la liberté de la presse.

III. JURISPRUDENCE DE LA COUR EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME RELATIVE A LA DIFFAMATION

1. Remarques préliminaires

L'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme intitulé « liberté d'expression » se lit comme suit :

1. Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les Etats de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.

2. L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

La protection de la réputation et des droits d'autrui est le motif, en d'autres termes le « but légitime », le plus fréquemment avancé dans la majorité des pays par les autorités nationales pour restreindre la liberté d'expression⁴.

La Cour a développé un riche corpus de règles jurisprudentielles pour protéger la liberté d'expression, mettant l'accent sur la communication d'information et de débats relatifs à des questions d'intérêt général. La liberté d'expression et le libre jeu du débat politique sont « *au coeur même de la notion de société démocratique qui domine la Convention toute entière* ».

La Cour examine les affaires de diffamation en se livrant à une analyse textuelle et contextuelle des circonstances de l'affaire qui lui est soumise. Pour ce faire, au fil de sa jurisprudence, la Cour a affiné les critères de son analyse à toutes les étapes de l'examen, à savoir, l'existence d'une ingérence et les tests de prévisibilité, de légitimité et de nécessité de l'ingérence dans une société démocratique. Dans la quasi-totalité des cas, c'est ce dernier test de la « nécessité » qui est décisif dans le jugement de la Cour. Ce test comporte en lui des notions autonomes qui ne figurent pas dans le texte de la Convention mais qui ont été élaborées dans la jurisprudence de la Cour. Parmi elles, on peut citer « l'existence d'un besoin social impérieux », « la marge d'appréciation des Etats », « l'impact potentiel des propos incriminés », le plus important étant la notion de « la proportionnalité de l'ingérence par rapport au but légitime visé ».

Dans la partie ci-dessous, les bases fondamentales de l'examen de la Cour, dans toutes ses étapes, seront étudiées avec des citations de principes de la jurisprudence à l'appui, sans prétendre à une exhaustivité.

⁴ Pour des statistiques CEDH des violations par article, voir http://www.echr.coe.int/NR/rdonlyres/37EC6A43-A7E7-4732-A5F1-E705900AC611/0/TABLEAU_VIOLATIONS_FR_2011V2.pdf

Il s'agit en effet de l'examen auquel les juridictions internes devraient se livrer et ceci doit se refléter dans leur motivation (une motivation pertinente et suffisante) ⁵ pour être conforme à la jurisprudence de la Cour dans les affaires de diffamation.

2. Principes généraux et limites imposables à la liberté d'expression en matière de diffamation

A. Les étapes de l'examen

a. Existence d'une ingérence dans l'exercice du droit à la liberté d'expression

La jurisprudence de la Cour a sensiblement évolué au cours de la dernière décennie dans cette première étape de son examen. Pour constater une ingérence dans le droit à la liberté d'expression, la Cour ne recherche plus l'existence d'une condamnation ou l'exécution d'une sanction. En partant de la notion d' « effet dissuasif » (« chilling effect »), la Cour estime que même lorsqu'il s'agit d'un sursis à l'exécution d'une condamnation, voire d'un sursis au jugement, le simple fait d'avoir fait l'objet d'une poursuite peut signifier avoir subi une ingérence dans le droit à la liberté d'expression. Cet effet s'accroît d'ailleurs lorsqu'il s'agit de professionnels de médias ou de personnes dont l'exercice de la profession est intimement lié à la divulgation d'informations ou à l'expression de leurs opinions (avocats, femmes et hommes politiques, écrivains, éditeurs, etc..) ⁶

Dans la droite ligne de cette évolution jurisprudentielle, la Cour a récemment conclu à l'existence d'une ingérence dans une affaire où le requérant n'avait même pas fait l'objet de poursuites proprement judiciaires. Un risque réel d'être poursuivi en vertu d'une loi qui était rédigée et interprétée par les juridictions internes de manière vague, dans les circonstances particulières de l'affaire, ont motivé la Cour à constater d'abord une ingérence, ensuite une violation du droit à la liberté d'expression du requérant. ⁷

b. Prévisibilité des normes restrictives de la liberté d'expression

La Cour rappelle également que « la portée de la notion de prévisibilité dépend dans une large mesure du contenu du texte dont il s'agit, du domaine qu'il couvre ainsi que du nombre et de la qualité de ses destinataires. La prévisibilité de la loi ne s'oppose pas à ce que la personne concernée soit amenée à recourir à des conseils éclairés pour évaluer, à un degré raisonnable dans les circonstances de la cause, les conséquences pouvant résulter d'un acte déterminé. Il en va spécialement ainsi des professionnels, habitués à devoir faire preuve d'une grande prudence dans l'exercice de leur métier ; aussi peut-on attendre d'eux qu'ils mettent un soin particulier à évaluer les risques qu'il comporte » ⁸

Dans un récent arrêt, la Cour a limité son examen au test de la qualité de la loi et a constaté une violation de l'article 10 de la Convention du fait que la loi était rédigée de manière trop générale pour que les citoyens puissent réguler leur conduite. ⁹

⁵ Voir, par exemple, Brunet Lecomte et Lyon Mag c. France, n° 17265/05, 6 mai 2010.

⁶ Par exemple, Erdogdu c. Turquie, n° 25723/94, 15 juin 2000.

⁷ Altug Taner Akcam c. Turquie, n° 27520/07, 25 octobre 2001.

⁸ Chauvy et autres c. France, no 64915/01, CEDH 2004-VI, 29 juin 2004.

⁹ Altug Taner Akcam c. Turquie, n° 27520/07, 25 octobre 2001. Voir également l'affaire communiquée, Jürgen Hösl-Daum et autres c. Pologne (n° 10613/07),

c. La légitimité du but poursuivi dans l'ingérence

Si « la protection de la réputation et les droits d'autrui » est le but légitime le plus souvent cité par les gouvernements défendeurs parmi ceux énumérés au second paragraphe de l'article 10, dans les affaires de diffamation, d'autres but légitimes, tels que « la défense de l'ordre », « la prévention du crime » ou « la protection de la santé ou de la morale » peuvent également entrer en ligne de compte selon la qualification faite du discours en cause par les juridictions internes. Il est toutefois nécessaire de souligner que l'intérêt qui est protégé par les dispositions contre la diffamation est par définition « la réputation » ou « les droits » d'autrui.

d. Proportionnalité de l'ingérence au but légitime poursuivi

La proportionnalité est une notion complexe avec des composantes multiples, dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Dans cette étude, l'accent sera mis sur la nature et la sévérité des sanctions, sans pour autant négliger les autres composantes.

i. Nature et sévérité des sanctions

Dans un certain nombre de ses arrêts, la Cour a conclu que l'ingérence, sous quelle forme et quel degré de sévérité qu'elle soit, était disproportionnée au but visé.¹⁰

Dans d'autres, la Cour a estimé que : *“la nature et la lourdeur des peines infligées sont aussi des éléments à prendre en considération lorsqu'il s'agit de mesurer la proportionnalité de l'ingérence par rapport aux buts qu'elle poursuit”*.¹¹

On peut considérer, à la lecture de la jurisprudence de la Cour, les paliers suivants pour mesurer la sévérité d'une sanction : sanction pénale avec restriction de liberté, sanction pénale pécuniaire, sanctions civiles et autres.

Sanctions pénales

En matière de diffamation « simple » (c'est-à-dire, s'agissant de propos dépourvus d'éléments de discours de haine ou d'incitation à la violence), le seul fait qu'une sanction soit de nature pénale a été souligné par la Cour comme ayant en soi un effet dissuasif disproportionné¹². Par ailleurs, la Cour s'est déjà référée, dans certains de ses arrêts, à des travaux du Conseil de l'Europe relatifs à la dépénalisation de la diffamation.¹³

De plus, la Cour a fortement insisté sur l'effet négatif des sanctions pénales elles-mêmes, notamment pour ce que peut représenter le fait d'avoir un casier judiciaire pour l'avenir d'une personne.¹⁴

Quant à une sanction pénale avec restriction de liberté, celle-ci est *a fortiori* une grave limitation de la liberté d'expression. En fait, la Cour n'a apparemment jamais reconnu le bien-

¹⁰ Par exemple, *Dammann c. Suisse*, n° 77551/01, 25 avril 2006.

¹¹ *Okçuoglu c. Turquie* (1999), § 49

¹² Voir, par exemple, *Cumpănă et Mazăre c. Roumanie*, n°[GC], no 33348/96, 17 décembre 2004 ; *Azevedo c. Portugal*, n° 20620/04, 27 mars 2008.

¹³ Par exemple, *Otegi Mondragon c. Espagne*, n° 2034/07, 15 mars 2011.

¹⁴ *Scharsach et News Verlagsgesellschaft c. Autriche* (2003), §32

fondé ou accepté l'imposition d'une peine de prison dans des affaires de diffamation (qui, par définition, ne comportent pas d'incitation à la violence ou la diffusion d'un discours de haine). Elle a affirmé que *“si la fixation des peines est en principe l’apanage des juridictions nationales, la Cour considère qu’une peine de prison infligée pour une infraction commise dans le domaine de la presse n’est compatible avec la liberté d’expression journalistique garantie par l’article 10 de la Convention que dans des circonstances exceptionnelles, notamment lorsque d’autres droits fondamentaux ont été gravement atteints, comme ce serait le cas, par exemple, en cas de diffusion d’un discours de haine ou d’incitation à la violence”*.¹⁵

La Cour a affirmé avec force *“qu’il faut se garder de décourager les citoyens, par peur de sanctions pénales ou autres, de se prononcer sur [des problèmes d’intérêt public].”*¹⁶ En vertu de quoi, comme mentionné précédemment, elle a déclaré que *“la position dominante que [le gouvernement] occupe lui commande de témoigner de la retenue dans l’usage de la voie pénale, surtout s’il a d’autres moyens de répondre aux attaques et critiques injustifiées de ses adversaires ou des médias”*.¹⁷

De surcroît, même si elles sont assorties d'un sursis à exécution, les peines pénales peuvent influencer de manière durable sur l'exercice par les journalistes de leur travail légitime.

Dans l'arrêt *Sener c. Turquie*, la Cour précise ce point en ces termes : *“La Cour de sûreté de l’Etat d’Istanbul a sursi au prononcé d’une condamnation finale de la requérante à la condition qu’elle ne commette pas, en sa qualité d’éditrice, de nouvelle infraction dans un délai de trois ans à compter du prononcé de ce jugement. Si la requérante omet de se conformer à cette condition, elle sera ipso facto condamnée pour l’infraction initiale. En d’autres termes, la décision concernée ne l’a pas privée de sa qualité de “victime”. Au contraire, la suspension conditionnelle du prononcé de la peine a eu pour effet de limiter l’activité de la requérante en sa qualité d’éditrice et de réduire son aptitude à offrir à l’opinion publique des points de vue qui ont leur place dans un débat public dont on ne saurait nier qu’il existe.”*¹⁸

Sanctions civiles

Dans le cadre des procédures civiles, la réparation risque de comporter un aspect de sanction si les sommes allouées sont disproportionnées. La Cour a également souligné le poids de considérations d’ordre punitif dans la motivation d’un jugement d’indemnisation civile¹⁹.

En matière civile, la Cour européenne des droits de l'homme *“admet que les lois nationales relatives au calcul des dommages et intérêts pour atteinte à la réputation doivent permettre de tenir compte de l’infinie variété des situations de fait qui peuvent se présenter. Un degré considérable de flexibilité peut être nécessaire pour que les jurys puissent allouer des indemnités adaptées aux faits de chaque espèce.”* Une *“indemnité*

¹⁵ *Cumpănă et Mazăre c. Roumanie*, n°[GC], no 33348/96, 17 décembre 2004

¹⁶ *Barfod c. Danemark*, n° 11508/85, 22 février 1989

¹⁷ *Castells c. Espagne*, n°11798/85, 23 avril 1992

¹⁸ *Şener c. Turquie*, n° 35839/97, 18 juillet 2000

¹⁹ *Pakdemirli c. Turquie*, n° 35839/97, 22 février 2005.

d'une ampleur disproportionnée” (1,5 millions de livres sterling au titre des dommages et intérêts) a cependant été considérée comme une violation des droits garantis au requérant par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme ; la Cour a également attiré l'attention sur *"l'absence à l'époque de sauvegardes adéquates et effectives"* contre des indemnités d'une ampleur disproportionnée.²⁰

L'approche adoptée par la Cour en la matière est confirmée par des arrêts plus récents. La Cour a, en particulier, montré qu'elle était disposée à contrôler la manière dont est fixé le montant des dommages et intérêts et à écarter ceux pour lesquels *“les raisons invoquées par les juridictions internes ne semblent pas suffisamment convaincantes pour justifier le montant relativement élevé des indemnités allouées aux demandeurs”*.²¹

Autres sanctions

D'autres mesures punitives peuvent entraîner la saisie du matériel et la cessation forcée des activités.

La Cour a jugé que les mesures visant à la confiscation ou la saisie du matériel appartenant à un journal constituent une ingérence disproportionnée dans la liberté d'expression. Elle a aussi conclu à la violation de l'article 10, paragraphe 2, en raison de la saisie de trois éditions consécutives d'une revue bimensuelle.²²

Elle s'est également penchée sur le cas d'expressions émises dans le contexte des relations entre employeur et travailleur, et des sanctions disciplinaires qui en ont résulté²³.

ii. Autres considérations pertinentes dans la proportionnalité de l'ingérence

L'analyse de la proportionnalité réclame souvent la mise en balance de divers intérêts concurrents dans les circonstances particulières d'une affaire de diffamation. Par ailleurs, parmi les facteurs qui peuvent entrer en ligne de compte dans l'analyse, l'on peut citer :

- le respect de toutes garanties procédurales, dont le droit de la défense, les délais de prescription applicables aux actions en diffamation, l'*exceptio veritatis* et la charge de la preuve, la présomption de bonne foi (pour plus de détails, voir dans la partie « droits et devoirs des journalistes » ci-dessous),
- le caractère de censure d'une ingérence (mesure qui intervient avant la diffusion d'un texte) ;
- l'effet dissuasif particulièrement fort d'une mesure dans les circonstances concrètes d'une affaire,
- le fait que l'information en cause soit déjà du domaine public ou pas, etc...

²⁰ Tolstoy Miloslavsky c. Royaume Uni, n°18139/91, 13 Juillet 1995.

²¹ Maronek c. Slovaquie, 32686/96, 19 Avril 2001

²² Öztürk c. Turquie [GC], no 22479/93, CEDH 1999-VI

²³ Palomo Sanchez et autres c. Espagne (GC), n°s 28955/06, 28957/06, 28959/06 et 28964/06, 12 septembre 2011 ; à comparer avec Fuentes Bobo c. Espagne, n° 39293/98, 29 février 2000. Pour un cas de signalement, voir Heinisch c. Allemagne, n° 28274/08, 21 Juillet 2011.

Une évolution importante dans la jurisprudence de la Cour en matière du droit à la liberté d'expression est l'élaboration d'un volet procédural à ce droit. La Cour a mis l'accent sur les exigences du procès équitable tel que garanti à l'article 6 de la Convention pour en faire, nommément, une partie intégrante de l'article 10. Ainsi, dans de récentes affaires, la Cour a limité son examen aux obligations procédurales de l'Etat sans examiner la substance de l'affaire avant de conclure à une violation de l'article 10.²⁴

iii. Mesures particulières : droit de réponse, publication d'un rectificatif, d'une rétractation, des excuses

La Cour a considéré le droit de réponse ou l'imposition à publier un rectificatif de différentes manières selon les circonstances de l'espèce.

Elle a estimé que le droit de réponse relevait de la protection de la réputation, qui est un élément du droit à la vie privée garanti par l'article 8 de la Convention²⁵. Elle a par ailleurs noté que la publication du droit de réponse avait également trait à la liberté d'expression garantie par l'article 10 de la Convention.²⁶ A cet égard, la Cour estimait que « *le droit de réponse, en tant qu'élément important de la liberté d'expression, entr[ait] dans le champ d'application de l'article 10 de la Convention. Cela découl[ait] de la nécessité non seulement de permettre la contestation d'informations fausses, mais aussi d'assurer une pluralité d'opinions, en particulier dans des domaines d'intérêt général* ».

La Cour a toutefois rappelé que les restrictions et limitations du second paragraphe de l'article 10 s'appliquent pareillement à l'exercice de ce droit : « *Il convient de garder à l'esprit que l'obligation incombant à l'Etat de garantir la liberté d'expression de l'individu ne donne pas aux particuliers ou aux organisations un droit illimité d'accéder aux médias afin de promouvoir leurs opinions (...)* »²⁷, en faisant valoir le pouvoir « rédactionnel » discrétionnaire des médias pour décider de publier ou non des articles, commentaires ou lettres émanant de particuliers.

Selon la Cour, c'est seulement dans des circonstances exceptionnelles que l'on peut « *légitimement exiger d'un journal qu'il publie une rétractation, des excuses ou encore une décision de justice rendue dans une affaire de diffamation* »²⁸.

Une injonction de publier un rectificatif à la suite d'une procédure civile a pu ainsi passer pour une mesure disproportionnée²⁹.

²⁴ Voir arrêts CEDH *Lombardi Vallauri c. Italie*, n°39128/05, 20 octobre 2009; *Nur Radyo et Televizyon Yayinciligi A.S. c. Turquie* (n°2) n°42284/05, 12 octobre 2010.

Avant cette dernière évolution, la Cour avait déjà conclu à la violation de l'article 10 de la Convention lorsque la portée d'une mesure limitant la liberté d'expression était vague ou qu'une telle mesure était motivée par un raisonnement insuffisamment détaillé et que son application n'avait pas fait l'objet d'un contrôle juridictionnel adéquat (voir, *Association Ekin c. France*, n°39288/98, CEDH 2001-VIII, § 58, et *Saygılı et Seyman c. Turquie*, n°51041/99, 27 juin 2006, §§ 24-25). Par ailleurs, elle avait déjà inclus, dans son raisonnement sur la proportionnalité d'une ingérence, des éléments relatifs à l'équité de la procédure (voir *Kyprianou c. Chypre (GC)* ; n° 73797/01, 15 décembre 2005 ; *Boldea c. Roumanie*, n°19997/02, 15 février 2007).

²⁵ *Gourguénidzé c. Géorgie*, no 71678/01, 17 octobre 2006.

²⁶ *Melnitchouk c. Ukraine* (déc.), no 28743/03, CEDH 2005-IX.

²⁷ *idem*

²⁸ *idem*

²⁹ *Karsai c. Hongrie*, n° 5380/07, 1er décembre 2009.

e. Caractère pertinent et suffisant de la motivation des juridictions nationales

Une absence de motivation de la part des juridictions nationales pour justifier une ingérence dans le droit à la liberté d'expression a pu entraîner la violation de l'article 10 de la Convention.³⁰

Toutefois, le plus souvent, c'est le caractère non-pertinent et/ou insuffisant d'une motivation qui est souligné dans les arrêts qui concluent à une violation de l'article 10.

B. Les bases de l'examen de la Cour et les principes fondamentaux élaborés dans la jurisprudence

a. Le contenu des propos considérés diffamatoires

La Cour européenne des droits de l'homme a, dans une abondante jurisprudence, clairement indiqué que dans le contexte du "*débat politique portant sur des questions d'intérêt général, [...] les restrictions à la liberté d'expression appellent une interprétation étroite*".³¹

L'Etat jouit d'une marge d'appréciation restreinte s'agissant de débats qui relèvent de l'intérêt public.

Il y a lieu de souligner à cet égard que les questions d'intérêt général ne se limitent pas, selon la Cour, au débat politique. En effet la Cour considère que "*rien dans sa jurisprudence ne permet de distinguer [...] entre le débat politique et la discussion d'autres problèmes d'intérêt général*" et que s'agissant de questions d'une telle importance, une limitation à la liberté d'expression "*doit remplir les exigences du paragraphe 2 (art. 10-2)*"³²

En revanche, l'Etat se voit accorder une large marge d'appréciation pour limiter les propos critiques lorsque ceux-ci incitent à l'usage de la violence à l'égard d'un individu ou d'un représentant de l'Etat ou d'une partie de la population : "*il reste certes loisible aux autorités compétentes de l'Etat d'adopter, en leur qualité de garantes de l'ordre public, des mesures mêmes pénales, destinées à réagir de manière adéquate et non excessive à de pareils propos (arrêt Incal c. Turquie arrêt du 9 juin 1998, Recueil 1998-IV, p. 1567, § 54). Enfin, là où les propos litigieux incitent à l'usage de la violence à l'égard d'un individu, d'un représentant de l'Etat ou d'une partie de la population, les autorités nationales jouissent d'une marge d'appréciation plus large dans l'examen de la nécessité d'une ingérence dans l'exercice de la liberté d'expression*".³³

³⁰ Boldea c. Roumanie, n°19997/02, 15 février 2007

³¹ Lopes Gomes da Silva c. Portugal n° 37698/97, 28 Septembre 2000

³² A cet égard, voir parmi les débats considérés d'intérêt public, l'arrêt Mamère c. France, 12697/03, 7 novembre 2006 (la santé publique), Dink c. Turquie, n°s 2668/07, 6102/08, 30079/08, 7072/09 et 7124/09, 14 septembre 2010 ; Chauvy et autres c. France, no 64915/01, 29 juin 2004 (les faits historiques) ; Editions Plon c. France, n° 58148/00, (le secret médical dans le contexte de l'aptitude à la candidature à la magistrature suprême d'un président de la République). 18 mai 2004. ; Axel Springer AG c. Allemagne, n° 39954/08, 7 février 2012 (contexte d'une procédure pénale contre une personne de notoriété publique), Kayasu c. Turquie, 64119/00 et 76292/01, 13 novembre 2008 (débat historique, politique et juridique).

Voir également les débats concernant des questions relatives au sport ou aux artistes de la scène (Nikowitz et Verlagsgruppe News GmbH c. Autriche, no 5266/03, 22 février 2007 ; Colaço Mestre et SIC – Sociedade Independente de Comunicação, S.A. c. Portugal, nos 11182/03 et 11319/03, 26 avril 2007 ; et Sapan c. Turquie, no 44102/04, § 34, 8 juin 2010).

³³ Okçuoglu c. Turquie [GC], n° 24246/94, CEDH 1999-IV, 8 Juillet 1999

Enfin, non seulement le contenu, mais aussi le choix du mode d'expression est protégé par l'article 10 de la Convention : « *La Cour rappelle qu'il ne lui appartient pas, ni aux juridictions nationales d'ailleurs, de se substituer à la presse pour dire quelle technique de compte rendu les journalistes doivent adopter. Outre la substance des idées et informations exprimées, l'article 10 protège leur mode d'expression* ». ³⁴

b. Le contexte

i. Les personnes visées dans les propos considérés diffamatoires

Le Gouvernement

La Cour a maintenu que *“les limites de la critique admissible sont plus larges à l'égard du gouvernement que d'un simple particulier, ou même d'un homme politique. Dans un système démocratique, ses actions ou omissions doivent se trouver placées sous le contrôle attentif non seulement des pouvoirs législatif et judiciaire mais aussi de la presse et de l'opinion publique”*. ³⁵

S'agissant d'engager des procédures judiciaires du fait de la diffusion d'informations ou l'expression d'opinions sur le gouvernement, la Cour européenne des droits de l'homme constate que *“ la position dominante que [le gouvernement] occupe lui commande de témoigner de la retenue dans l'usage de la voie pénale, surtout s'il a d'autres moyens de répondre aux attaques et critiques injustifiées de ses adversaires ou des médias.”*³⁶

Les hommes et femmes politiques

Dans un arrêt qui fait date (Lingens c. Autriche), la Cour précise bien que *“la liberté de la presse fournit à l'opinion publique l'un des meilleurs moyens de connaître et juger les idées et attitudes des dirigeants. [...] Les limites de la critique admissible sont plus larges à l'égard d'un homme politique, visé en cette qualité, que d'un simple particulier : à la différence du second, le premier s'expose inévitablement et consciemment à un contrôle attentif de ses faits et gestes tant par les journalistes que par la masse des citoyens; il doit, par conséquent, montrer une plus grande tolérance.”*³⁷

Ceci dit, la Cour a admis que les personnalités politiques conservaient comme tout citoyen un droit à une protection adéquate de leur vie privée. A titre d'exemple, elle a jugé que les critiques formulées à l'encontre d'une personnalité publique portant sur la vie privée de l'intéressé n'étaient pas *“justifié[es] par l'intérêt du public ni que ces expressions aient porté sur une question d'importance générale”*³⁸.

³⁴ Karataş c. Turquie [GC], n° 23168/94, CEDH 1999 IV, 8 juillet 1999

³⁵ Castells c. Espagne n° 11798/85, 23 Avril 1992

³⁶ Castells c. Espagne n° 11798/85, 23 Avril 1992, Tusalp c. Turquie, 32131/08 et 41617/08, 21 février 2012 ; Cihan Öztürk c. Turquie, n° 17095/03, 9 Juin 2009.

³⁷ Lingens c. Autriche, n° 9815/82, 8 Juillet 1986,; Vides Aizsardzības Klubs c. Lettonie, n° 57829/00, § 40, 27 mai 2004 ; Lopes Gomes da Silva c. Portugal, n° 37698/97, § 30, CEDH 2000-X .

³⁸ Tammer c. Estonie, n° 41205/98, 6 février 2001

Les fonctionnaires

Quant aux fonctionnaires, « *les limites de la critique admissible peuvent dans certains cas être plus larges pour eux agissant dans l'exercice de leurs pouvoirs que pour de simples particuliers. Cependant, on ne saurait dire que les fonctionnaires s'exposent sciemment à un contrôle attentif de leurs faits et gestes exactement comme c'est le cas des hommes politiques et devraient dès lors être traités sur un pied d'égalité avec ces derniers lorsqu'il s'agit de critiques de leur comportement. Les fonctionnaires doivent, pour s'acquitter de leurs fonctions, bénéficier de la confiance du public sans être indûment perturbés et il peut dès lors s'avérer nécessaire de les protéger contre des attaques verbales et offensantes lorsqu'ils sont en service* ». ³⁹

Toutefois, des prérogatives accordées par la loi à certaines personnes -par exemple, des chefs d'Etat- pour rétrécir les limites de la critique admissible ne sont pas compatibles avec le droit garanti à l'article 10⁴⁰.

ii. Autres éléments contextuels

Parmi d'autres éléments contextuels qui ont pu entrer en ligne de compte dans l'analyse de la Cour, on peut citer la possibilité du requérant de reformuler, de parfaire ou de retirer ses déclarations avant qu'elles ne soient rendues publiques (par exemple, le fait qu'il s'agisse d'assertions orales prononcées lors d'émissions en direct ou de déclarations écrites)⁴¹, ou l'impact potentiel des déclarations en cause (les qualifications du public auquel elles sont destinées, les caractéristiques du moyen médiatique utilisé -les médias audiovisuels ou l'internet sont réputés avoir des effets plus immédiats et puissants que la presse écrite-, l'heure d'une émission, le tirage d'un journal, etc.)...

c. Droits, devoirs et responsabilités des journalistes ⁴²

Il incombe à la presse de communiquer des informations et des idées sur des questions d'intérêt public. « *A sa fonction qui consiste à en diffuser, s'ajoute le droit, pour le public, d'en recevoir. S'il en était autrement, la presse ne pourrait jouer son rôle indispensable de 'chien de garde' dans une société démocratique* ». ⁴³

« La Cour observe qu'elle doit faire preuve de la plus grande prudence lorsqu'elle est appelée à examiner, sous l'angle de l'article 10, des mesures ou des sanctions imposées à la presse qui

³⁹ Janowski c. Pologne, [GC] n° 25716/94), 21 janvier 1999 ; Mamère c. France, n° 12697/03, 7 novembre 2006 ; pour le contexte judiciaire, voir Poyraz c. Turquie, n° 15966/06, 7 décembre 2010.

⁴⁰ Colombani c. France, n° 51279/99, 25 juin 2002 ; Pakdemirli c. Turquie, 35839/97, 22 février 2005. ; Otegi Mondragon c. Espagne, n° 2034/07, 15 mars 2011.

⁴¹ Nilsen et Johnsen c. Norvège, [GC], n° 23118/93, 25 novembre 1999.

⁴² Si cette étude évoque « le journaliste » comme auteur de propos accusés diffamatoires, les « citoyens ordinaires » sont bien entendu également concernés en tant que justiciables. La question de l'applicabilité des principes relatifs aux droits et devoirs spécifiques concernant les journalistes dans la nouvelle conception de médias (Voir les « critères et indicateurs des médias » dans Recommandation CM/Rec(2011)7 du Comité des Ministres aux Etats membres sur une nouvelle conception des médias) demeure une question qui n'a pas été encore examinée dans la jurisprudence de la Cour.

⁴³ Voir, par exemple, Riolo c. Italie, n° 42211/07, 17 juillet 2008.

sont de nature à la dissuader de participer à la discussion de problèmes d'un intérêt général légitime ⁴⁴».

En outre, la Cour rappelle que « *toute mesure limitant l'accès à des informations que le public a le droit de recevoir doit être justifiée par des raisons particulièrement impérieuses* » ⁴⁵

Le champ d'application de l'article 10 aux informations ne se limite pas à l'actualité : « *Grâce à leur accessibilité ainsi qu'à leur capacité à conserver et à diffuser de grandes quantités de données, les sites Internet contribuent grandement à améliorer l'accès du public à l'actualité et, de manière générale, à faciliter la communication de l'information. La constitution d'archives sur Internet représentant un aspect essentiel du rôle joué par les sites Internet, la Cour considère qu'elle relève du champ d'application de l'article 10* » ⁴⁶

Le rôle que jouent les journalistes dans une société démocratique leur confère donc une protection accrue au titre de l'article 10 de la Convention.

Il conviendrait de mentionner en passant le corollaire du devoir d'informer des journalistes: le droit de ne pas révéler leurs sources d'information. En effet, « *la Cour a jugé constitutifs d'atteintes à la liberté d'expression des journalistes divers actes d'autorités publiques qui avaient contraint des journalistes à renoncer à leur privilège de non-divulgateur et à fournir des informations sur leurs sources ou à donner accès à des informations journalistiques* » ⁴⁷.

Il est à noter que l'article 10 est le seul article de la Convention européenne des droits de l'homme qui prévoit, dans son second paragraphe, que l'exercice des libertés qu'il garantit comporte des devoirs et des responsabilités. En effet, « *la presse est tenue au respect de ses devoirs et responsabilités dans l'exercice de sa liberté d'expression. Ceux-ci revêtent une importance particulière dans le cas où les informations diffusées par la presse risquent d'avoir de graves répercussions sur la réputation et les droits de particuliers. En outre, la protection que l'article 10 offre aux journalistes est subordonnée à la condition qu'ils agissent de bonne foi de manière à fournir des informations exactes et dignes de crédit dans le respect des principes d'un journalisme responsable* ». ⁴⁸

Présomption de bonne foi, degré de vérifications nécessaires sur l'exactitude de l'information, déontologie journalistique

En rendant compte de faits, les journalistes doivent agir « *de bonne foi, sur la base de faits exacts et [fournir] des informations "fiabiles et précises" dans le respect de l'éthique journalistique* ». ⁴⁹ Ceci dit, « *lorsque la presse contribue au débat public sur des questions suscitant une préoccupation légitime, elle doit en principe pouvoir s'appuyer sur des rapports officiels sans avoir à entreprendre des recherches indépendantes* ». ⁵⁰

⁴⁴ Bladet Tromsø et Stensaas c. Norvège [GC], no 21980/93, § 64, CEDH 1999-III

⁴⁵ Voir Timpul Info-Magazin et Anghel c. Moldova, no 42864/05, § 31, 27 novembre 2007.

⁴⁶ Times Newspapers Ltd c. Royaume-Uni (n°1 et 2), n° 3002/03 et 23676/03, 10 mars 2009.

⁴⁷ Pour plus de détails, voir Sanoma Uitgevers B.V. c. Pays-Bas, n° 38224/03, 14 septembre 2010.

⁴⁸ Times Newspapers Ltd c. Royaume-Uni (n°1 et 2), n° 3002/03 et 23676/03, 10 mars 2009 ; Fressoz et Roire c. France [GC], no 29183/95, CEDH 1999 I ; et Bladet Tromsø et Stensaas c. Norvège (GC), 20 mai 1999.

⁴⁹ Fressoz et Roire c. France (1999), § 54 ; Voir aussi dans ce contexte Goodwin c. Royaume Uni (1996), et Schwabe c. Autriche (1992)

⁵⁰ Colombani et autres c. France (2002), § 65

La Cour définit l'information comme étant « *un bien périssable* » et « *en retarder la publication, même pour une brève période, risque fort de la priver de toute valeur et de tout intérêt. Dès lors, on ne saurait a priori exiger d'un journaliste qu'il diffère une publication sur un sujet d'intérêt général, si ce n'est pour respecter des impératifs d'intérêt public ou la protection des droits d'autrui* »⁵¹.

Exceptio veritatis et charge de la preuve

De surcroît, les journalistes devraient « *être en mesure de faire valoir l'exceptio veritatis, c'est-à-dire prouver la véracité de leurs allégations afin de s'exonérer de leur responsabilité pénale* ».⁵²

Aux yeux de la Cour, « *il y a lieu de distinguer avec soin entre faits et jugements de valeurs. Si la matérialité des premiers peut se prouver, les seconds ne se prêtent pas à une démonstration de leur exactitude* ».⁵³

S'agissant des jugements de valeur, la Cour a rejeté l'idée qu'un journaliste ne puisse formuler des jugements de valeur critiques qu'à la condition de pouvoir en démontrer la véracité.⁵⁴ Plus particulièrement, « *lorsqu'une déclaration équivaut à un jugement de valeur, la proportionnalité de l'ingérence dépend de l'existence d'une base factuelle pour la déclaration incriminée* ».⁵⁵ En d'autres termes, le seuil fixé par la Cour s'agissant des faits exigés pour justifier une opinion est très bas ; une opinion « *peut cependant se révéler excessive, notamment en l'absence de toute base factuelle* ».⁵⁶

Maintien d'une distance entre le journaliste et l'information

Des éléments de contradiction sont nécessaires pour se départir de l'idée de groupements racistes, terroristes etc., lorsque le journaliste leur « *fournit une tribune* »⁵⁷.

Toutefois, *sanctionner un journaliste pour avoir aidé à la diffusion de déclarations émises par un tiers lors d'un entretien entraverait gravement la contribution de la presse aux discussions de problèmes d'intérêt général et ne saurait se concevoir sans raisons particulièrement sérieuses. Le fait d'exiger de manière générale que les journalistes se distancient systématiquement et formellement du contenu d'une citation qui pourrait insulter des tiers, les provoquer ou porter atteinte à leur honneur ne se concilie pas avec le rôle qu'à la presse d'informer sur des faits ou des opinions et des idées qui ont cours à un moment donné.*⁵⁸

⁵¹ Stoll c. Suisse, n° 69698/01, 10 décembre 2007 ; Editions Plon c. France, n° 58148/00, 18 mai 2004.

⁵² Colombani et autres c. France (2002), § 66

⁵³ Lingens c. Autriche (1986), § 46

⁵⁴ Dalban c. Roumanie (1999), § 49

⁵⁵ Jerusalem c. Autriche (2001), § 43

⁵⁶ De Haes et Gijssels c. Belgique (1997), § 47 ; voir également, pour la charge de la preuve, McVicar c. Royaume-Uni, n° 46311/99, 7 mai 2002 ; Europapress Holding d.O.O. c. Croatie ; n° 25333/06, 22 octobre 2009.

⁵⁷ Jersild c. Danemark, n° 15890/89, 23 septembre 1994.

⁵⁸ Voir, parmi beaucoup d'autres, Pedersen et Baadsgaard c. Danemark (GC), n° 49017/99, 17 décembre 2004 ; Brunet-Lecomte et autres c. France, n° 42117/04, 5 février 2009.

3. Récapitulatif

Dans sa jurisprudence en matière du droit à la liberté d'expression en général et de la diffamation en particulier, la Cour européenne des Droits de l'Homme fonde sa position sur la notion de démocratie. Sans donner une définition précise de la notion de démocratie, la Cour évoque le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture, ses aspects constitutifs sans lesquels il n'est pas de "société démocratique". Il découle de sa jurisprudence que la réalisation d'une société démocratique dépend avant tout de l'existence d'un débat public ouvert. La jurisprudence de la Cour montre que la marge de manœuvre dont disposent les Etats pour limiter la liberté d'expression et d'information sur les questions d'intérêt général, dont les questions politiques, est très réduite.

Par ailleurs, il résulte de la jurisprudence de la Cour que toute disposition juridique qui, au moyen de peines spéciales (ou plus lourdes), offrirait aux hommes politiques, aux membres du gouvernement et aux hauts fonctionnaires une protection renforcée contre la diffamation sont incompatibles avec l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.

En outre, de l'arrêt *Lingens* (1986) aux arrêts *Otegi Mondragon* (2012) ou *Tusalp* (2012), la Cour a appliqué avec cohérence la notion du seuil élevé de tolérance aux critiques à l'égard des hommes politiques, des membres du gouvernement, des chefs d'Etat.

La Cour européenne des droits de l'homme n'a pas proscrit les dispositions pénales relatives à la diffamation. Toutefois, elle a clairement critiqué l'application de sanctions pénales en réponse à des actes considérés diffamatoires. La position de la Cour à cet égard repose sur l'importance qu'elle attache à ne pas décourager les citoyens en général, et les journalistes en particulier, par peur de sanctions pénales ou autres, de se prononcer sur des problèmes d'intérêt public.

La Cour a critiqué le recours excessif aux dispositions pénales, constatant que même l'application d'une sanction pénale légère avait des répercussions importantes sur l'aptitude des journalistes à accomplir leurs devoirs ; dans ce contexte la simple existence de dispositions de droit pénal relatives à la diffamation est susceptible d'avoir un effet dissuasif donc d'influer sur la liberté d'expression et d'information.

Le critère de proportionnalité et d'adéquation de la restriction incriminée s'applique de la même manière aux dispositions de droit civil et aux actions en dommages et intérêts pour le préjudice subi du fait de la diffamation.

Selon la Cour, les sanctions civiles, lorsqu'elles sont de nature punitive de par leur lourdeur ou lorsqu'elles interviennent à la fin d'une procédure qui ne respecte pas les garanties procédurales de l'article 6 de la Convention forment également de sérieux obstacles à l'exercice du droit à la liberté d'expression.

Dans la jurisprudence de la Cour en matière de diffamation, les constats de violation découlent à la fois du cadre normatif et de l'application de ces normes par les juridictions internes.

Dans ce contexte, non seulement la loi doit offrir des garanties adéquates et effectives contre des sanctions ou des indemnités d'ampleur disproportionnée, mais aussi le juge qui applique la

loi doit exposer dans sa motivation qu'il a tenu compte des critères et principes détaillés au chapitre 2 ci-dessus, à chaque fois qu'ils sont pertinents dans les circonstances d'une affaire.

IV. AUTRES NORMES DU CONSEIL DE L'EUROPE

1. Le Comité des Ministres

Le 12 février 2004, la plus haute autorité décisionnelle du Conseil de l'Europe – le Comité des Ministres – a adopté la « Déclaration sur la liberté du discours politique dans les médias » qui traite de la liberté du discours politique, de la démocratie pluraliste et du droit des médias de diffuser des informations négatives et des opinions critiques sur les personnalités politiques et les fonctionnaires. Cette déclaration qui a été élaborée par le Comité directeur sur les moyens de communication de masse s'adresse aux Etats membres du Conseil de l'Europe. Le Comité des Ministres rappelle le droit fondamental des médias de diffuser des informations négatives et des opinions critiques dans le cadre du débat politique et le droit du public d'en recevoir et réaffirme avec force les principes qui découlent de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

Le Comité des Ministres avait auparavant adopté la Recommandation n° R(97) 20 sur le « discours de haine » qui contient les principes suivants :

(1) Une responsabilité particulière incombe aux gouvernements des Etats membres, aux autorités et institutions publiques aux niveaux national, régional et local, ainsi qu'aux fonctionnaires, qui devraient s'abstenir d'effectuer des déclarations, en particulier à travers les media, pouvant raisonnablement être prises pour un discours de haine ou comme un discours pouvant faire l'effet d'accréditer, de propager ou de promouvoir la haine raciale, la xénophobie, l'antisémitisme ou d'autres formes de discrimination ou de haine fondées sur l'intolérance. Ces expressions doivent être prohibées et condamnées publiquement en toute occasion.

(2) Les gouvernements des Etats membres devraient établir ou maintenir un cadre juridique complet et adéquat, composé de dispositions civiles, pénales et administratives portant sur le discours de haine. Ce cadre devrait permettre aux autorités administratives et judiciaires de concilier dans chaque cas le respect de la liberté d'expression avec le respect de la dignité humaine et la protection de la réputation ou des droits d'autrui (...)

(3) Les gouvernements des Etats membres devraient veiller à ce que, dans le cadre juridique mentionné au principe 2, toute ingérence des autorités publiques dans la liberté d'expression soit étroitement limitée et appliquée de façon non arbitraire conformément au droit, sur la base de critères objectifs. En outre, conformément au principe fondamental de l'Etat de droit, toute limitation ou ingérence dans la liberté d'expression doit faire l'objet d'un contrôle judiciaire indépendant. Cette exigence est particulièrement importante dans des cas où la liberté d'expression doit être conciliée avec le respect de la dignité humaine et la protection de la réputation ou des droits d'autrui.

(4) Le droit et la pratique internes devraient permettre aux tribunaux de tenir compte du fait que des expressions concrètes de discours de haine peuvent être tellement insultantes pour des individus ou des groupes qu'elles ne bénéficient pas du degré de protection que l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme accorde aux autres formes d'expression. Tel est le cas lorsque le discours de haine vise à la destruction des autres droits et libertés protégés par la Convention, ou à des limitations plus amples que celles prévues dans cet instrument.

(5) *Le droit et la pratique internes devraient permettre que, dans les limites de leurs compétences, les représentants du ministère public ou d'autres autorités ayant des compétences similaires examinent particulièrement les cas relatifs au discours de haine. A cet égard, ils devraient notamment examiner soigneusement le droit à la liberté d'expression du prévenu, dans la mesure où l'imposition de sanctions pénales constitue généralement une ingérence sérieuse dans cette liberté. En fixant des sanctions à l'égard des personnes condamnées pour des délits relatifs au discours de haine, les autorités judiciaires compétentes devraient respecter strictement le principe de proportionnalité.*

(6) *Le droit et la pratique internes dans le domaine du discours de haine devraient tenir dûment compte du rôle que les media jouent pour communiquer des informations et des idées exposant, analysant et expliquant les exemples concrets de discours de haine et le phénomène général qui sous-tend ce discours, ainsi que le droit du public à recevoir ces informations et idées. A cette fin, le droit et la pratique internes devraient établir une claire distinction entre, d'une part, la responsabilité de l'auteur des expressions de discours de haine et, d'autre part, la responsabilité éventuelle des media et des professionnels des media qui contribuent à leur diffusion dans le cadre de leur mission de communiquer des informations et des idées sur des questions d'intérêt public.*

Plus récemment, dans la Recommandation aux Etats membres sur une nouvelle conception des médias (CM/Rec(2011)7) adoptée le 21 septembre 2011, le Comité des Ministres a souligné ce qui suit :

« La législation relative à la diffamation peut être utilisée de manière abusive pour faire pression sur les médias, ou comme moyen d'exercer des représailles à leur encontre. Elle peut avoir un fort effet dissuasif. Selon la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, il faut être tolérant vis-à-vis des expressions (ou du contenu) qui peuvent perturber, choquer ou offenser. Sous réserve de respecter les droits de propriété intellectuelle correspondants, les médias devraient pouvoir s'appuyer sans risque sur de précédents articles ou matériels publiés par d'autres médias. Toutefois, dans le nouvel écosystème, il convient de prêter attention à l'impact cumulatif ou multiplié et à l'éventuelle nécessité d'établir les responsabilités de chacun en cas de préjudice (par exemple le préjudice résultant de la première diffusion d'un contenu par un média, par comparaison avec celui qui est occasionné lorsque le même contenu est diffusé par d'autres médias, y compris les médias traditionnels : l'impact est alors accru).

Tous les médias du nouvel écosystème devraient être autorisés à recourir aux moyens de défense que sont la véracité et la précision de l'information, la bonne foi ou l'intérêt public (notamment en ce qui concerne la surveillance de la conduite des personnalités politiques ou publiques et des responsables publics, ainsi que les questions a priori couvertes par le secret d'Etat ou par des règles de confidentialité au sein d'une entreprise). Les médias devraient avoir l'assurance que, lors de l'analyse du contenu, les faits seront traités différemment de l'opinion (cette dernière permettant une plus grande liberté). Les médias devraient également pouvoir invoquer la liberté de caricature et le droit à l'exagération. »

Enfin, dans sa déclaration du 4 juillet 2012 sur l'utilité de normes internationales relatives à la recherche opportuniste de juridiction dans les cas de diffamation (libel tourism) afin d'assurer la liberté d'expression, le Comité des Ministres a notamment souligné la nécessité

d'augmenter la prévisibilité et la sécurité juridiques sur le droit applicable en matière de diffamation.⁵⁹

Dans ce contexte, la Recommandation R (74) 26 sur le droit de réponse du Comité des Ministres précise :

« 1. En ce qui concerne les informations relatives aux individus publiées par un moyen de communication, l'individu concerné disposera d'une possibilité réelle d'obtenir la rectification, sans délai excessif, des faits inexacts le concernant et pour la rectification desquels il peut justifier d'un intérêt, cette rectification bénéficiant, autant que possible, de la même importance que la publication initiale.

2. En ce qui concerne les informations relatives aux individus publiées dans les moyens de communication, l'individu concerné disposera d'un recours effectif contre la publication des faits et des opinions, qui constituent :

i. une ingérence dans sa vie privée sauf si un intérêt public légitime et primordial le justifie, si l'individu a consenti expressément ou tacitement à la publication ou si la publication est conforme en l'occurrence à une pratique généralement admise et qui n'est pas contraire à la loi;

ii. une atteinte à sa dignité, à son honneur ou à sa réputation, à moins que l'information ne soit publiée avec le consentement exprès ou tacite de l'individu concerné, ou que la publication ne soit justifiée par un intérêt public primordial et légitime et qu'il s'agisse d'une critique loyale basée sur des faits exacts.

3. Aucun des principes qui précèdent ne peut être interprété comme justifiant la censure. »

2. L'Assemblée parlementaire

En 1993, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a réaffirmé les principes fondamentaux relatifs à la diffamation élaborés par la Cour européenne des droits de l'homme relativement aux droits et aux responsabilités des journalistes (Résolution 1003(1993) relative à l'éthique du journalisme).

Par la suite, l'Assemblée parlementaire a adopté deux Recommandations sur la liberté d'expression et d'information dans les médias en Europe : les Recommandations 1506(2001) et 1589(2003). Dans la Recommandation 1506 (2001), l'Assemblée parlementaire recommande également au Comité des Ministres d'encourager les Etats membres du Conseil de l'Europe à se conformer aux normes établies par le Conseil de l'Europe relatives à la protection de la liberté d'expression et, en particulier, à *« rendre publics les résultats de sa procédure de suivi concernant la liberté d'expression personnelle et éditoriale, de formuler, à la lumière de ces résultats, des recommandations concrètes à l'intention des différents Etats membres et de faire obligation à ces Etats de rendre publiquement des comptes sur la mise en œuvre de ces recommandations »* et *« de faire en sorte que l'expertise apportée par le Conseil de l'Europe dans le domaine de la législation relative aux médias soit dûment prise en compte*

⁵⁹[https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=Decl\(04.07.2012\)&Language=lanFrench&Ver=original&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864](https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?Ref=Decl(04.07.2012)&Language=lanFrench&Ver=original&Site=CM&BackColorInternet=DBDCF2&BackColorIntranet=FDC864&BackColorLogged=FDC864)

par les Etats membres, en particulier pour les mesures visant à contrecarrer les tentatives de mainmise politique sur les médias ».

Dans sa Recommandation 1589 (2003), l'Assemblée parlementaire se réfère, en ces termes, aux actions en diffamation qu'elle assimile à une forme de harcèlement juridique contre les médias et les journalistes : *« d'autres formes de harcèlement juridique, comme les procès en diffamation ou les amendes exagérément élevées qui conduisent les organes de presse au bord de la disparition, continuent de proliférer dans plusieurs pays. De tels cas ont été signalés récemment en Azerbaïdjan, au Bélarus, en Croatie, en Russie et en Ukraine. Une douzaine de procès ont été intentés contre Presspublica, l'éditeur de l'un des principaux quotidiens polonais, Rzeczpospolita. L'intimidation des médias prend aussi la forme de 'descentes' de police, de contrôles fiscaux et d'autres formes de pressions économiques. »*

L'Assemblée parlementaire souligne également que *« la législation relative aux médias dans certains de ces pays [d'Europe occidentale] est dépassée (par exemple la loi française sur la presse date de 1881) et, bien que les dispositions restrictives ne soient plus appliquées, elles offrent aux nouvelles démocraties une bonne excuse pour refuser de démocratiser leur propre législation relative aux médias. »* Elle demande au Comité des Ministres de prendre des mesures pour encourager, au besoin, les Etats européens à *“réviser leur législation relative aux médias, conformément aux normes et aux recommandations du Conseil de l'Europe, et à veiller à ce qu'elle soit dûment mise en œuvre”* et à *“incorporer dans leur droit interne la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme dans le domaine de la liberté d'expression et à assurer la formation appropriée des juges ».*

En examinant les développements survenus dans certains Etats membres du Conseil de l'Europe dans le domaine de la mise en œuvre des normes du Conseil de l'Europe, l'Assemblée parlementaire est encore allée plus loin. Dans le cadre de son suivi sur nombre de pays, elle a adopté des résolutions encourageant les pays concernés à abroger ou à revoir en profondeur la législation pénale relative à la diffamation et de réformer la législation civile s'y rapportant, pour empêcher toute application abusive. Elle a clairement indiqué que les délits de diffamation, d'insulte ou d'outrage aux corps constitués ne devraient plus être passibles de peines d'emprisonnement.

Dans sa Résolution n° 1577(2007) intitulée *« Vers une dépénalisation de la diffamation »*, l'Assemblée exhorte les Etats membres à recourir aux législations avec la plus grande modération et exige des garanties procédurales permettant notamment à tous ceux qui sont poursuivis pour diffamation d'apporter la preuve de la véracité de leurs déclarations et de s'exonérer ainsi d'une éventuelle responsabilité pénale. Elle souligne par ailleurs que des déclarations ou allégations présentant un intérêt public, même quand elles se révèlent inexactes, ne devraient pas être passibles de sanctions, à condition qu'elles aient été faites sans connaissance de leur inexactitude, sans intention de nuire et que leur véracité ait été vérifiée avec la diligence nécessaire.

L'Assemblée déplore, un usage abusif fait, dans certains pays membres, des poursuites pour diffamation dans ce qui pourrait s'apparenter à des tentatives des autorités de réduire les médias critiques au silence. L'Assemblée invite les Etats *« à abolir sans attendre les peines d'emprisonnement pour diffamation; à garantir qu'il n'y a pas de recours abusif aux poursuites pénales et à garantir l'indépendance du ministère public dans ces cas; à définir plus précisément dans leur législation le concept de diffamation, dans le but d'éviter une*

application arbitraire de la loi, et de garantir que le droit civil apporte une protection effective de la dignité de la personne affectée par la diffamation (...).

Dans cette même Résolution, l'Assemblée invite les *Etats* « à ériger en infractions pénales l'incitation publique à la violence, à la haine ou à la discrimination, les menaces à l'égard d'une personne ou d'un ensemble de personnes, en raison de leur race, leur couleur, leur langue, leur religion, leur nationalité ou leur origine nationale ou ethnique, dès lors qu'il s'agit de comportements intentionnels, conformément à la Recommandation de politique générale n° 7 de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) ; à ériger en infractions pénales passibles d'emprisonnement uniquement l'appel à la violence, le discours de haine ainsi que le discours négationniste et à bannir de leur législation relative à la diffamation toute protection renforcée des personnalités publiques, conformément à la jurisprudence de la Cour (...) ».

Par conséquent, l'Assemblée considère que « les peines carcérales pour diffamation devraient être abrogées sans plus de délai. Elle exhorte notamment les Etats dont les législations prévoient encore des peines de prison – bien que celles-ci ne soient pas infligées en pratique – à les abroger sans délai, pour ne donner aucune excuse, quoique injustifiée, à certains Etats qui continuent d'y recourir, entraînant ainsi une dégradation des libertés publiques.

L'Assemblée dénonce également le recours abusif à des dommages et intérêts démesurés en matière de diffamation et rappelle qu'une indemnité d'une ampleur disproportionnée peut aussi violer l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme ».

Dans sa Recommandation 1814(2007), l'Assemblée parlementaire, se référant à sa [Résolution 1577](#) (2007), invite le Comité des Ministres à exhorter tous les Etats membres à « examiner leur législation en vigueur relative à la diffamation et à procéder, si nécessaire, à des amendements afin de la mettre en conformité avec la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, en vue d'éliminer tout risque d'abus ou de poursuites injustifiées ».

L'Assemblée prie instamment le Comité des Ministres de charger son comité intergouvernemental compétent d'élaborer, à la suite de ses importants travaux sur la question et à la lumière de la jurisprudence de la Cour, un projet de recommandation à l'attention des Etats membres définissant des règles précises en matière de diffamation en vue d'éradiquer l'usage abusif des poursuites pénales.

Le Comité des Ministres, dans sa réponse du 11 juin 2008 à la Recommandation 1814(2007) de l'Assemblée parlementaire, déclare partager l'opinion de l'Assemblée et appelle les Etats membres à adopter « une démarche volontariste sur la question de la diffamation, en examinant leur législation interne [...] à la lumière des normes élaborées par la Cour et, s'il y a lieu, en mettant leur droit pénal, administratif et civil en conformité avec ces normes ».

L'Assemblée Parlementaire a adopté des « indicateurs pour le médias dans une démocratie » dans sa Résolution 1636 (2008) qui contient le paragraphe suivant :

« 8.2. Les hauts représentants d'Etat ne doivent pas jouir d'une meilleure protection contre la critique et les attaques verbales que les personnes ordinaires, par exemple dans le cadre d'un droit pénal prévoyant des peines plus lourdes. Dans ce contexte, les journalistes ne devraient pas être emprisonnés, ni les médias fermés ».

Dans sa Recommandation 1897 (2010) sur le respect de la liberté des médias, l'Assemblée affirme :

« 7. L'Assemblée se félicite des amendements à l'article 301 du Code pénal turc mais déplore que la Turquie n'ait ni aboli l'article 301, ni achevé l'enquête sur le meurtre de Hrant Dink commis à Istanbul le 19 janvier 2007, en particulier parce que les forces de police et de sécurité auraient failli à leur devoir. Des charges pénales ont été retenues contre un grand nombre de journalistes en vertu de l'article 301, qui, à peine modifié, reste contraire à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme.⁶⁰

8. Se référant à sa Résolution 1577 (2007) «Vers une dépénalisation de la diffamation», l'Assemblée réaffirme que la législation contre la diffamation et l'insulte ne doit pas être utilisée pour réduire au silence les discours critiques et la satire dans les médias. La réputation d'une nation, de militaires, de personnalités historiques ou d'une religion ne peut pas et ne doit pas être protégée par des législations sur la diffamation ou sur l'insulte. Les gouvernements et les parlements doivent clairement et ouvertement rejeter les notions erronées d'intérêt national invoquées pour empêcher les journalistes de faire leur travail. Le nationalisme ne doit plus jamais être invoqué comme prétexte pour assassiner des journalistes ou les priver de leurs droits ou liberté.

(...)

11. L'Assemblée recommande donc au Comité des Ministres:(...)

11.4. d'exhorter les gouvernements de tous les Etats membres, en particulier ceux de l'Azerbaïdjan, de la Fédération de Russie et de la Turquie, à réviser leur législation sur la diffamation et l'insulte et leur application pratique, conformément à la Résolution 1577 (2007) de l'Assemblée ».

3. Le Commissaire aux Droits de l'Homme

Le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe a affirmé dans l'introduction de l'ouvrage *Human rights and a changing media landscape*, publié en décembre 2011, qu'il considère que la diffamation devrait être dépénalisée et que les amendes d'un montant déraisonnable devraient être évitées dans les affaires relatives aux médias. Dès 2007, le Commissaire s'était référé, dans son rapport annuel d'activités, aux travaux de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe ainsi que de l'OSCE à l'égard de la dépénalisation de la diffamation et avait proposé que le chemin de la dépénalisation passe par un débat sur le rôle des « mécanismes d'autorégulation » au sein des médias. Il soulignait alors que « *des résultats prometteurs [avaient] été enregistrés dans des pays où les représentants des médias ont développé des codes d'éthique et élaboré des procédures spécifiques pour l'application des normes professionnelles, par exemple, à travers les conseils de presse ou les médiateurs de presse* ». Le Commissaire soulignait également la nécessité d'introduire de manière plus systématique le système d'« éditeurs responsables » dans lequel la responsabilité juridique incombe à une autorité clairement définie au sein de l'entreprise médiatique. Un tel système aurait pour effet de protéger le journaliste du risque de devoir payer des dommages-intérêts lors d'une procédure civile. Depuis lors, le Commissaire a réaffirmé son souhait de voir la

⁶⁰ Voir également l'arrêt CEDH Altug Taner Akçam c. Turquie (n° 27520/07) du 25 octobre 2011.

dépénalisation de la diffamation progresser. Dans son rapport annuel d'activités 2011, il a ainsi clairement indiqué que la pénalisation de la diffamation contribue à mettre à mal la liberté des médias. Dans plusieurs rapports par pays, il a invité les personnalités publiques à s'abstenir d'engager des actions en diffamation qui se révèlent terriblement dissuasives pour la liberté des médias et insisté sur la nécessité de dépénaliser la diffamation et d'éviter d'infliger des amendes excessivement élevées dans les affaires relatives aux médias engagées au civil.

4. La Commission européenne pour la Démocratie par le Droit (Commission de Venise)

Dans son rapport adopté les 17-18 octobre 2008, intitulé « Rapport sur les relations entre la liberté d'expression et liberté de religion : réglementation et répression du blasphème, de l'injure à caractère religieux et de l'incitation à la haine religieuse », la Commission de Venise souligne que *« dans une véritable démocratie, la possibilité d'imposer des restrictions à la liberté d'expression ne doit pas être utilisée comme moyen de préserver la société contre des points de vue divergents, voire extrêmes. La protection de valeurs fondamentales et inaliénables telles que la liberté d'expression et de religion, et parallèlement la protection de la société et des individus contre la discrimination, doit passer en premier lieu par l'instauration et la protection d'un débat public ouvert. Les seules idées dont la publication ou la proclamation doivent être interdites sont celles dont l'incompatibilité fondamentale avec les principes démocratiques provient de ce qu'elles incitent à la haine »*.

5. La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance («ECRI »)

Dans ses divers rapports de monitoring par pays, l'ECRI a souligné, pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale, l'importance d'ériger en infraction pénale la diffusion ou la distribution publiques, dans un but raciste, d'écrits, d'images ou d'autres supports contenant des manifestations d'incitation à la violence, à la haine ou à la discrimination, des injures ou de la diffamation, ou des menaces à l'égard d'une personne ou d'un ensemble de personnes en raison de leur race, leur couleur, leur langue, leur religion, leur nationalité ou leur origine nationale ou ethnique⁶¹.

⁶¹ Voir également la Recommandation de politique générale n° 7 de l'ECRI sur la législation nationale pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale.

V. NORMES INTERNATIONALES ET EVOLUTIONS

1. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations-Unies

L'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations unies (PIDCP), adopté en 1966 et qui a été ratifié par tous les Etats membres du Conseil de l'Europe, est libellé comme suit:

- 1. Nul ne peut être inquiété pour ses opinions.*
- 2. Toute personne a droit à la liberté d'expression ; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considération de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de son choix.*
- 3. L'exercice des libertés prévues au paragraphe 2 du présent article comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires :*
 - (a) Au respect des droits ou de la réputation d'autrui ;*
 - (b) A la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.*

Le Comité des droits de l'homme des Nations-Unies a en charge d'examiner les rapports présentés par les Etats parties conformément à l'article 40 du Pacte et les communications étatiques et individuelles présentées au titre du Protocole facultatif se rapportant au PIDCP. Le Comité des droits de l'homme interprète et explicite, par ailleurs, les dispositions du PIDCP en adoptant des observations et autres communiqués.

Dans cette perspective, le Comité des droits de l'homme s'est dit préoccupé par la possibilité qui existe dans de nombreux pays, de sanctionner la diffamation par des mesures privatives de liberté⁶². Dans plusieurs observations finales sur les rapports présentés par les Etats parties, le Comité s'est, par ailleurs, montré critique envers l'application à des journalistes, de dispositions de droit pénal pour cause de diffamation.

A titre d'exemple et s'agissant d'Etats en particulier, le Comité s'est dit préoccupé "*par des cas de harcèlement et de violence physique sur la personne de journalistes ainsi que par les menaces d'action en diffamation dont ils font l'objet et par le fait que l'Etat partie n'a fourni aucune information à ce propos*"⁶³ ou par "*le nombre élevé de poursuites engagées contre des journalistes pour des infractions liées aux médias, en particulier à la suite de plaintes en diffamation déposées par des personnalités publiques qui ont l'impression d'être diffamées en raison de leurs fonctions*".⁶⁴ S'agissant de ce dernier point, le Comité ajoute que "*l'Etat partie, dans son application des textes législatifs sur la diffamation criminelle, devrait prendre en considération, d'une part, le principe selon lequel les limites des critiques acceptables sont plus larges pour les personnalités publiques que pour les particuliers, et,*

⁶² Rapport du rapporteur spécial, M. Abid Hussain, sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression présenté conformément à la résolution de la Commission 1999/36, E/CN.4/2000/63, 18 janvier 2000.

⁶³ Observations finales du Comité des droits de l'homme : Albanie. 02/12/2004. CCPR/CO/82/ALB

⁶⁴ Observations finales du Comité des droits de l'homme : Serbie et Monténégro. 12/08/2004. CCPR/CO/81/SEMO

d'autre part, les dispositions du paragraphe 3 de l'article 19 du Pacte, qui n'autorisent pas les restrictions de la liberté d'expression à des fins politiques."

Plus particulièrement, le Comité des droits de l'homme a demandé que soit aboli le délit de "diffamation contre l'Etat".⁶⁵

2. Le Rapporteur spécial des Nations-Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

Dès son rapport de 1999⁶⁶, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression de la Commission des droits de l'homme des Nations unies consacre de longs développements à la diffamation pénale. Il relève que, dans de nombreux cas, les actions intentées en diffamation ou pour atteinte à l'honneur et à la réputation, voire la menace de telles actions, ont eu, ou peuvent avoir, un impact direct et délétère sur la liberté d'expression, l'accès à l'information et le libre échange des idées et énonce les normes minimales en la matière.

Dans des rapports ultérieurs, il *"s'est à la fois étonné et alarmé du nombre de communications reçues l'an passé signalant des inculpations de professionnels des médias (éditeurs, directeurs de publication et journalistes) pour diffamation."* Il a aussi souligné que *"le climat créé par de telles poursuites est tel que les écrivains, les directeurs de publication et les éditeurs hésitent à signaler et à rendre publiques des affaires d'intérêt public en considération tant des lourds dommages et intérêts accordés dans ce genre d'affaire que des coûts élevés afférents à la défense"*.

De plus, le rapporteur spécial a catégoriquement affirmé que *"les lois pénales relatives à la diffamation font peser sur la liberté d'expression une lourde menace eu égard aux sanctions dont la condamnation est souvent assortie"*, recommandant à tous les Etats parties d'abroger les dispositions pénales de la législation relative à la diffamation et de les remplacer, si besoin est, par des dispositions civiles.⁶⁷

3. L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (« OSCE »)

L'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) a maintes fois invité les Etats participants à *"abroger là où elles existent les lois qui prévoient des sanctions pénales pour la diffamation de personnalités publiques ou qui sanctionnent la diffamation de l'Etat, de ses organes ou d'officiels en tant que tels"*.⁶⁸

Dans sa déclaration lors de la quatrième session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (25 février 2005), le représentant de l'Organisation pour la liberté des médias a indiqué que, selon les informations recueillies par son bureau, *"dans la région de l'OSCE, au*

⁶⁵ Observations finales du Comité des droits de l'homme : Serbie et Monténégro. 12/08/2004. CCPR/CO/81/SEMO

⁶⁶ Rapport du rapporteur spécial, M. Abid Hussain, sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, E/CN.4/1999/64 29 janvier 1999

⁶⁷ Rapport du rapporteur spécial, M. Abid Hussain, sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression présenté conformément à la résolution de la Commission 1999/36, E/CN.4/2000/63 18 janvier 2000.

⁶⁸ Déclaration de Varsovie, 1997; Déclaration de Bucarest, 2000; Déclaration de Paris, 2001

moins 30 000 personnes [des journalistes et des non-journalistes] ont été condamnées au pénal pour diffamation et insultes en l'espace de deux ans et demi”.

Il a appelé au soutien de sa *“campagne contre les législations pénales relatives à la diffamation et aux insultes et les dommages et intérêts civils disproportionnés”*, affirmant que *“les lois pénales relatives à la diffamation restent le principal instrument d'oppression qui est constamment utilisé à l'encontre des journalistes et des éditeurs, dans la région de l'OSCE”*.

Le représentant de l'OSCE a, en particulier, invité les *“membres de l'Union européenne à abroger toutes leurs lois pénales relatives à la diffamation et aux insultes”* étant donné que, *“même si elles sont rarement, voire jamais, appliquées, le simple fait qu'elles existent permet aux nouvelles démocraties d'invoquer ce fait pour justifier l'existence, dans leur droit interne de législations analogues et de les appliquer. Il faut les priver de la possibilité de montrer du doigt les démocraties établies.”*⁶⁹

Du point de vue pratique, le Représentant pour la liberté des médias de l'OSCE a laissé entendre que le *“dé-emprisonnement”* de la diffamation pouvait être considéré comme une étape intermédiaire sur le chemin qui mène à la *“dépénalisation”* et à l’*“adoucissement”* des législations pénales et civiles relatives à la diffamation.⁷⁰

Dans cette perspective, il s'est félicité du mouvement de dépénalisation qui s'est manifesté dans certains Etats. Il a en outre précisé que son *“optimisme était accru par les résultats de la vaste étude menée sur les dispositions relatives à la diffamation et la pratique judiciaire dans la région de l'OSCE. Elle a mis à jour quelques tendances remarquables [...] En premier lieu, près de 70 pour cent des Etats participants de l'OSCE se sont rendus compte que l'application de leur législation obsolète sur la diffamation allait à l'encontre de la liberté de parole. Au cours des dix dernières années, ils se sont engagés, à des degrés divers, dans des réformes visant à libéraliser leur législation. [...] En second lieu, la libéralisation se poursuit, 14 Etats participant de l'OSCE au moins ayant actuellement prévu d'apporter des modifications aux dispositions pénales existantes. En troisième lieu, seuls dix pays sur les cinquante-cinq que compte la région de l' OSCE ont reconnu avoir effectivement appliqué des peines de prison pour fait de diffamation. Cela montre que, dans la plupart des pays de l'OSCE, les tribunaux se conforment à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. La Cour européenne s'est toujours prononcée contre l'emprisonnement jugeant disproportionnée de sanctionner la diffamation et les insultes par pareille peine.”*

Le Représentant estime néanmoins qu'il est compréhensible que l'abolition des législations relatives à la diffamation soit un processus de longue haleine.

En outre, l'actuelle Représentante de l'OSCE a soutenu, en 2012, les projets de loi sur la diffamation et félicité les pays qui ont procédé à la dépénalisation de la diffamation.⁷¹

⁶⁹ 4ème session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, 25 février 2005.

⁷⁰ Ending the chilling effect. Working to repeal criminal libel and insult laws. OSCE Vienna 2004, p. 9

⁷¹ <http://www.osce.org/baku/77483>; <http://www.osce.org/fom/90392>; <http://www.osce.org/fom/85154>

VI. POSITION DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES INTERNATIONALES

Les organisations non-gouvernementales internationales spécialisées dans la liberté des médias coopèrent très activement avec des partenaires intergouvernementaux dans l'objectif d'obtenir l'abrogation des lois pénales relatives à la diffamation.

Ces organisations expriment dans leurs communiqués leur opposition par principe à toutes les législations qui érigent la diffamation en infraction pénale, en soulignant l'abus systématique de ces législations dans certains pays pour harceler, intimider et sanctionner les médias critiques contre les gouvernements. Elles mettent par ailleurs en avant l'effet d'autocensure que l'existence de ces législations provoque chez les journalistes.

Elles alertent l'opinion publique non seulement sur des situations d'abus de législations pénales, mais aussi sur les applications disproportionnées des sanctions civiles en matière de diffamation.

Dans l'ensemble, la position défendue par les ONG internationales concorde avec celle adoptée par les organes spécialisés des organisations internationales et régionales.

VII. CONCLUSIONS

Le consensus est général parmi les différents organes spécialisés des organisations internationales et régionales sur le fait que non seulement l'application de sanctions pénales, mais aussi le simple fait qu'il soit possible d'appliquer de telles sanctions, ont des effets indésirables importants sur la liberté d'expression et d'information. Ce phénomène est décrit comme « harcèlement judiciaire ».

De plus, il est considéré qu'il est toujours disproportionné d'appliquer des sanctions privatives de liberté pour fait de diffamation. Le propos vaut *mutatis mutandis* dans le cas de dommages et intérêts alloués en matière civile s'ils présentent un aspect de sanction. La préoccupation est générale en ce qui concerne le recours abusif qui est fait, dans la pratique, aux lois relatives à la diffamation.

Les organes spécialisés des organisations internationales ou régionales ont de plus en plus souvent recommandé que, dans les pays démocratiques, la diffamation ne relève plus du droit pénal mais de dispositions civiles dépourvues de toute dimension punitive.

Cette tendance réaffirmée depuis à maintes reprises est illustrée dans la déclaration du 25 mars 2010 remise au Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies, intitulée « les 10 principaux obstacles à la liberté d'expression à surmonter au cours de la prochaine décennie »⁷². Cette déclaration mentionne l'abus des législations relatives à la diffamation, comme étant l'une des menaces traditionnelles qui pèsent sur la liberté d'expression et indique que les lois pénalisant la diffamation sont problématiques dans leur ensemble.

Les principes qui découlent de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme ainsi que les standards adoptés dans divers instruments du Conseil de l'Europe vont pleinement dans le sens des constats de cette déclaration.

Des données collectées sur les aux législations anti-diffamation dans les pays membres du Conseil de l'Europe présentent une situation qui évolue en permanence. Au-delà de ces données concernant les cadres législatifs, certains phénomènes sont à signaler dans le tableau actuel relatif à la dépénalisation de la diffamation.

Dans nombre de pays où des dispositions en matière de diffamation figurent dans les législations pénales, celles-ci ne sont pas, ou ne sont que très rarement appliquées.

En revanche, dans certains pays où la diffamation a été dépénalisée, on note une forte augmentation du nombre de procédures civiles et des montants excessifs alloués au titre de dommages et intérêts, dépassant souvent les montants d'amendes infligées au pénal.

Dans certains pays, des journalistes affirment que la pénalisation offre des garanties en matière de procès équitable que la procédure civile n'offre pas pour la presse. Ils craignent

⁷² Déclaration établie conjointement par le Rapporteur spécial des Nations-Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Représentant de l'OSCE sur la liberté des médias, la Rapporteuse spéciale de l'Organisation des Etats américains chargée de la liberté d'expression et la Rapporteuse spéciale sur la liberté d'expression et l'accès à l'information de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

donc des effets pervers d'une dépénalisation qui les priverait de garde-fous nécessaires propres à protéger leurs droits.

Le tableau des normes et des pratiques en matière de diffamation dans l'ensemble des pays membres du Conseil de l'Europe reflète donc une situation hétérogène où la valeur indicatrice de la dépénalisation de la diffamation par rapport à la situation réelle quant au « harcèlement judiciaire des journalistes par le moyen des poursuites en diffamation » est plutôt limitée.

Ce fait met en avant, au-delà de la nécessité de la dépénalisation de la diffamation, l'importance primordiale de la mise en œuvre du principe de proportionnalité, tel que conçu dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Il faut d'abord se rappeler que ce principe est applicable autant aux sanctions pénales qu'aux autres formes d'ingérence (sanctions civiles, administratives ou toute autre mesure restrictive). Ensuite, la mise en œuvre du principe de proportionnalité, qui est bien plus subtile qu'une simple estimation sur la nature et la lourdeur des peines, comporte une composante majeure : le respect du procès équitable (voir la partie III ci-dessus).

L'harmonisation des normes et des pratiques en matière de diffamation avec la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme est un travail à multiples dimensions, qui implique des efforts de divers acteurs : le législateur, le juge et les médias.

Ce travail engage le législateur à tenir compte du consensus relatif à la dépénalisation de la diffamation au sein des organisations internationales et à veiller à la qualité de la loi régissant la diffamation, de manière à ce que le citoyen puisse régler sa conduite en connaissance de cause. Les lois doivent en outre prévoir les garanties procédurales nécessaires de manière à protéger efficacement l'exercice du droit à la liberté d'expression.

En d'autres termes, « (...) *toute réglementation devrait satisfaire aux critères énoncés à l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et aux principes découlant de la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme* »⁷³.

Quant au juge, le travail d'harmonisation exige de lui une grande modération dans l'application des dispositions restrictives de la liberté d'expression et une stricte application du principe de proportionnalité.

Enfin, une réelle harmonisation ne saurait se concevoir sans un débat au sein des médias sur le rôle des « mécanismes d'autorégulation » en matière de diffamation.

⁷³ Recommandation CM/Rec(2011)7 du Comité des Ministres aux Etats membres sur une nouvelle conception des médias (par. 4) adoptée par le Comité des Ministres le 21 septembre 2011.

ANNEXE**INFORMATIONS DETAILLEES
SUR LES DISPOSITIONS LEGALES ET LES PRATIQUES
CONCERNANT LA DIFFAMATION
DANS LES ETATS MEMBRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Cette annexe est une compilation d'informations sur les législations en vigueur en septembre 2012, provenant de sources différentes : principalement du Greffe de la Cour européenne des Droits de l'Homme, d'autres Directions du Conseil de l'Europe et des informations fournies par les membres du CDMSI concernant leurs pays respectifs. Ce texte reproduit les informations dans leur forme brute, de teneur inégale pour chacun des pays, avec un petit résumé souligné en gras.

Des références à la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des Droits de l'Homme sont insérées dans les notes en bas de page.

Albanie

Les peines d'emprisonnement pour l'infraction pénale de diffamation ont été commuées en sanction pécuniaire par les derniers amendements législatifs de 2012 (loi n° 23/2012). La diffamation contre le Président ou des hauts fonctionnaires étrangers reste une infraction pénale passible de trois ans d'emprisonnement. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires ainsi qu'aux symboles de l'Etat, à son hymne national et à son drapeau.⁷⁴ En juin 2012, le Gouvernement albanais a exprimé sa volonté de dépénaliser la diffamation dans un avenir proche.

⁷⁴ Voir l'affaire communiquée par la CEDH le 31 mai 2010, Fredi Beleri et autres c. Albanie, n° 39468/09, où il est question de la diffamation de la République et de ses symboles.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

Albanian Criminal Defamation Law consists of 5 Articles of the Criminal Code. Arguably, another 3 Articles (227, 229 and 268) could be added to the corpus of Albanian defamation Law. Articles 119 (Insult) and 120 (libel) make up the core of Albanian Criminal Defamation Law.

Article 119 criminalises *insult* as follows:

"Intentionally insulting a person shall be a criminal contravention (petty offence) punishable by a fine between 50,000 and 1,000,000 leks.

The same offence, when committed publicly to the detriment of several people, or more than once, shall be a criminal contravention punishable by a fine between 50,000 and 3,000,000 leks."

Article 120 (*Libel*) reads as follows:

"Intentional dissemination of utterances and/or any other information, which are knowingly false, and which affect the honour and dignity of a person, shall be a criminal misdemeanour and is punishable by a fine between 50,000 and 1,500,000 leks.

The same offence, when committed publicly, shall be a criminal contravention punishable by a fine between 50,000 and 3,000,000 leks."

Article 239 *insulting a public official on duty*:

Insulting intentionally an official acting in the discharge of a state duty or public service, because of his state activity or service, constitutes criminal contravention and is sentenced to a fine or up to six months imprisonment.

When the same act is committed publicly, it constitutes a criminal contravention and is sentenced to a fine or up to one year imprisonment.

Article 240 *libelling of a public official on duty*:

Intentional defamation committed toward an official acting in the discharge of a state duty or public service, because of his state activity or service, constitutes criminal contravention and is sentenced to a fine or up to one year imprisonment.

When the same act is committed publicly, it constitutes criminal contravention and is sentenced to a fine or up to two years imprisonment.

Article 241 *defamation of the President of the Republic*:

Intentional defamation committed toward the President of the Republic is sentenced to a fine or up to three years imprisonment.

Some provisions in Albanian criminal law link defamation to official persons and objects:

Article 227 Insulting representatives of foreign countries:

Insulting prime ministers, cabinet members, parliamentarians or foreign states, diplomatic representatives, or recognized international bodies that are officially in the Republic of Albania, is sentenced to a fine or up to three years imprisonment.

Article 229 Insolent acts against the anthem and the flag:

Using words or committing acts which publicly insult the flag, emblem, anthem of foreign states and recognized international bodies, as well as taking away, breaking, irreparably damaging the flag or emblem, which are displayed in official institutions, constitutes criminal contravention and is sentenced to a fine or up to one year imprisonment.

Article 268 Defamation of the Republic and its symbols.

Defamation, made publicly or through publications or distribution of writings, of the Republic of Albania and her constitutional order, flag, emblem, anthem, martyrs of the nation or abolishing, damaging, destroying, making indistinct or unusable the flag or emblem of the Republic of Albania exposed by official institutions, constitutes criminal contravention and is sentenced to a fine or up to two years imprisonment.

Civil Code

Under Article 625 of the Albanian Civil Code, a person who has suffered ‘harm to the honour of his personality’ has a right to compensation.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

During 2003, several lawsuits had been reported against journalists and newspapers (IPI-AR, 2003; IHF-AR, 2004), while a number of defamation trials are ongoing. A19 expressed concern on a recent civil defamation case involving the owner and editor of the newspaper *Koha Jone* and the Prime Minister, denouncing the absence of proportionality, alleged procedural violations and the unduly harsh nature of the fine imposed, i.e. 2 million leke (approx. 20,000 USD). The newspaper had published an editorial alleging that the award of 6 months’ salary to public officials, including the Prime Minister, for work on the privatisation of Albania’s National Savings Bank, amounted to corruption (A19, Open Letter, 01.06.2004).

A working group established to amend defamation law in both the Criminal and Civil Codes presented its first draft in July 2004. A final draft is to be issued by September 2004 (see CEAD, Conference on Defamation, 28-29.03.2003; AMI, Albanian Media Newsletter, April 2004; SP, July 2004).

Andorre

La diffamation est une infraction pénale ; la peine maximale d'emprisonnement est de trois ans.

Information on relevant legal provisions on defamation

Constitution

La diffamation est traitée par la Constitution. Celle-ci garantit le droit à l'intimité, à l'honneur et à la propre image (Article 14).

Code Pénal

De même, elle est traitée par le Code pénal, dans le Titre III du Chapitre III, qui se réfère aux délits contre l'honneur des personnes.

Ainsi le Code pénal punit d'une peine maximale d'emprisonnement de deux ans et un mois l'auteur d'injures et de diffamations graves proférées publiquement ou publiées par écrit ou par un moyen de communication sociale (Article 200). En outre, il punit d'une peine maximale d'emprisonnement de trois ans quiconque, par écrit ou par un moyen de communication sociale, aura imputé à une autre personne la commission d'un délit (Article 201).

D'autre part, le Titre III Chapitre V du Code pénal définit les lois protégeant l'intimité des personnes. Il dispose que quiconque qui aura divulgué des éléments de la vie intime d'une personne dans le but de nuire ou de porter atteinte à sa réputation sera puni d'un emprisonnement d'une durée maximale de trois ans (Article 218). D'autre part, il affirme que ceux qui, pour porter atteinte à l'intimité d'une personne, se seront emparés de documents ou les auront divulgués, seront punis d'un emprisonnement d'une durée maximale de trois ans (Article 220).

Enfin, il indique que lorsque les délits visés dans ce chapitre auront été commis à travers l'impression ou un quelconque moyen qui en facilite la publication, l'auteur et le directeur en seront responsables pénalement (Article 221).

Enfin, le Titre V, Chapitre II du Code pénal, se réfère aux délits contre l'honneur, la dignité et la liberté des personnes, et dispose que l'auteur d'injures ou de diffamations graves ou de calomnies non exprimées publiquement ni publiées par écrit ni par un moyen de communication sociale, sera puni d'un emprisonnement d'une durée maximale d'un an (Article 312). De plus, il punit la divulgation de toute information personnelle confidentielle, tant officielle que professionnelle, avec un emprisonnement d'une durée maximale d'un an (Article 314).

Arménie

En Arménie, la diffamation n'est plus une infraction pénale depuis mai 2010. Un grand nombre de poursuites au civil, avec des condamnations de journalistes à payer des indemnités exorbitantes est toutefois signalé.⁷⁵

Information on relevant legal provisions on defamation

Press Law

1991 Law of the Press, Art. 7: Prohibits the use of the mass media for encroaching upon the personal lives of citizens, their honour or dignity.

Civil Code

Article 19

Protection of Honour, Dignity, and Business Reputation

1. A citizen has the right to demand in court the retraction of communications impugning on his honour, dignity or business reputation, unless the person who disseminated such communications proves that they correspond to reality.

On demand of interested persons, the protection of honour and dignity of a citizen is permitted also after his death.

2. If the communications impugning the honour, dignity or business reputation of a citizen were distributed in media of mass information, they must be retracted in the same media of mass information.

If the aforementioned communications are contained in a document emanating from an organisation, such a document is subject to replacement or recall. The procedure for retraction in other cases shall be established by the court.

3. A citizen with respect to whom a medium of mass information has published communications infringing on his rights or interests protected by statute has the right to publication of his answer in the same medium of mass information.

4. A citizen with respect to whom communications have been disseminated impugning his honour, dignity or business reputation, has the right together with the retraction of such information also to demand compensation for the damages caused by their dissemination.

5. If it is impossible to identify the person who disseminated communications impugning the honour, dignity or business reputation of a citizen, the person with respect to whom such information was disseminated has the right to apply to court with a request for the recognition of the communications that were disseminated as not corresponding to reality.

6. The rules of the present article on the protection of the business reputation of a citizen shall be applied correspondingly to the protection of the legal reputation of a legal person.

⁷⁵ <http://www.osce.org/fom/84878>

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

In his report following his visit to Armenia from 18 to 21 January 2011, Thomas Hammarberg, the Commissioner for Human Rights of the Council of Europe, welcomes the fact that the National Assembly adopted on 18 May 2010 amendments to the Armenian Criminal and Civil Codes, decriminalising libel and insult. However, civil society actors have pointed out to the Commissioner that this was only a partial decriminalisation as, for example, the application of the criminal provisions on “false crime reporting” (Section 333 of the Armenian Criminal Code) still leaves open the possibility of undue restrictions of freedom of expression. There are also concerns related to the introduction of amendments to the Armenian Civil Code which foresee high monetary fines for insult and defamation through civil suits, which can be imposed upon media outlets.³⁴ NGOs have also referred to an increase in the number of lawsuits against Armenian media outlets for infringing upon a person’s honour, dignity and business reputation, as well as the high amounts of compensation ordered by courts in this context, which could jeopardise the very tenability of the media outlet concerned.

Autriche

La diffamation est une infraction pénale. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires. La loi énonce qu'un intérêt général essentiel peut être invoqué comme moyen de défense par les journalistes poursuivis pour diffamation.⁷⁶

Information on relevant legal provisions on defamation

Both *civil and criminal liability* are provided for by the law.

Defence. Under Article 29 of the **Media Act** (1981), the strict burden of proof of the truth (in criminal cases) has been relieved; under the 1981 Media Act, journalists are not guilty of libel if they are able to establish both that they observed journalistic care and that there was a major public interest in the publication.

Public Figures. The relevant provisions of the Criminal Law (Article 111 of the Penal Code) and of the civil law (Article 1330 of the Civil Code) apply to value judgements as well as to statements of fact. Following decisions of the European Court of Human Rights, the status of the insulted person is considered and the courts have shown readiness to require politicians to accept a greater degree of criticism and scrutiny regarding matters, which may affect their qualifications for public service than private persons.

⁷⁶ Voir arrêts CEDH *Standard Verlags GmbH c. Autriche* (n° 3), n° 34702/07, 10 janvier 2012; *Krone Verlag gmbH and Krone Multimedia GmbH c. Autriche*, n° 33497/07 et *Kurier Zeitungsverlags und Druckereio GmbH c. Autriche*, n°, 3401/07, 17 janvier 2012, *Verlagsgruppe News GmbH c. Autriche*, n° 76918/01, 20 octobre 2008.

Invasion of privacy. The 1981 Media Act introduced a separate cause of action for invasion of privacy: Article 7 provides that a media organ is obliged to grant compensation if matters concerning the private life of a person are presented in such a way as to degrade him or her in public opinion. Publication is permitted in any case where there is a "connection with public life". However, little use has so far been made of Article 7. It appears that reporting on matters of legitimate public interest is not inhibited by this provision.

Article 78 of the **Copyright Act** forbids the publication of pictures which violate legitimate interests of the person shown. A few courts have found that there was no violation in case of pictures of "public figures".

Criminal Code

The offence of "defamation" is regulated in Article 111 of the Criminal Code. It is committed if a person accuses another, in such a way that it may be perceived by a third person, of possessing a contemptible character or attitude or of dishonourable behaviour or of behaviour contrary to morality which is suited to make him contemptible or otherwise lower him in public esteem. This offence carries a higher punishment if committed in a printed document, by broadcasting or otherwise in such a way as to make the defamation accessible to a broad section of the public.

Article 113 prohibits a person from reproaching another for having committed a criminal offence in respect of which the sentence has already been served or provisionally suspended, or in respect of which the determination of the sentence has been provisionally adjourned. Reproach is only justified (pursuant to Article 114) if required by a legal duty, protected by a legal right, or compelled for special reasons. In the case of *Schwabe v. Austria*, the European Court of Human Rights ruled that a conviction under Article 113 violated Article 10 of the ECHR because the Austrian courts refused to consider it as a defence that the reproach was in the public interest (namely, that a politician's prior conviction for a driving accident which resulted in the death of a person could be relevant to his fitness for political office).

Moreover, the Criminal Code contains a provision on "slander and assault" (Article 115). This offence is committed if a person insults, mocks, mistreats or threatens with ill-treatment another one in public or in the presence of several other, unless the offender is liable to a more severe punishment under a different provision. The offence must take place in public or in the presence of several other persons and the offender must have taken his fact into account when committing the offence.

In addition, the Criminal Code contains a provision on "malicious falsehood" (Article 297). This offence is committed if a person falsely accuses a specific person or several other specific persons in such a way as to expose such person or persons to the risk of prosecution. The offender is not liable to punishment if he removes the risk of prosecution voluntarily and in due time.

Article 248 of the Criminal Code deals with the "disparagement of the State and its symbols". This offence is committed if the Republic of Austria or one of its constituent States is maliciously insulted or degraded in such a way that it is perceived by a broad section of the public. Similarly, a person commits this offence if he maliciously insults, degrades or disparages in the mentioned manner the flag of the Republic of Austria or one of its States shown on a public occasion or at a publicly accessible event, a national emblem attached by an Austrian authority, the federal anthem or a State anthem.

The offence of “prohibited publication (Article 301) is committed if, in contravention of a statutory prohibition, a statement on the content of a non-public hearing before a court of law or an administrative authority is published in a printed document, by broadcast or otherwise in such a way as to make the statement accessible to a broad section of the public.

Insults to Government institutions or officials. Certain public authorities and organisations (including the Federal Parliament and the national army) are protected against defamation by Article 116 of the Criminal Code. National courts have not used these provisions against the press.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

There is no information available about a possible change of Article 111 of the Penal Code.

On 13.11.2003, the ECtHR found Austria in violation of Article 10 ECHR in *Scharsach and News Verlagsgesellschaft mbH* case. The applicants were respectively a journalist and the owner and publisher of a weekly newspaper who, in 1995, published an article criticising members of a political party and mentioning a number of them by name. The article alleged that those persons had not been able to dissociate themselves from the extreme right. One of the persons referred to in the article, at the time member of a Regional Parliament and now member of the Austrian Parliament, brought criminal proceedings against the applicants. The domestic courts held that the article insinuated that the person was engaged in neo-Nazi activities but had not proved that this was the case. Hence, they found the applicants guilty of defamation and ordered them to pay a fine. The ECtHR considered that the article had been written in a political context and observed that the limit of criticism was wider for a politician than for a private individual. The Court decided that the article was not to be regarded as a statement of fact, but as a judgment of value on an important subject of public interest and concluded that the interference with the applicants’ rights had been disproportionate to the aim pursued and was not “necessary in a democratic society” (ECtHR, Press Release, 13.11.2003).

Azerbaïdjan

La diffamation est une infraction pénale avec une peine maximale d'emprisonnement de cinq ans (en cas de diffamation du président). Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires. Des modifications des dispositions juridiques pertinentes sont à l'étude. Au cours de ces dernières années, des actions en diffamation ont été engagées contre les journalistes dans un nombre important d'affaires.⁷⁷

⁷⁷ Voir arrêts CEDH Mahmoudov et Agazade c. Azerbaïdjan, n° 35877/04, § 49, 18 décembre 2008 et Fatullayev c. Azerbaïdjan, 40984/07, le 18/03/2009 et le 04/10/2010, voir également le bilan d'action du Gouvernement à la suite de ces arrêts : DH-DD(2011)1078).

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

The Criminal Code from September 2000 contains three provisions on insults. While Article 147 provides for punishment of insults in the form of information that the author knew to be false, Article 148 sanctions insults, i.e. statements that undermine someone's reputation or dignity, even if the statement is true.

Article 323 provides for the punishment of anyone who discredits or undermines the reputation of the President of the Republic. The penalty may be up to two years of forced labour or imprisonment. For particularly serious crimes, the sentence is two to five years imprisonment.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

A19 criticises, *inter alia*, the existence of specific provisions to protect the "honour and dignity of the President" (Article 106 of the Constitution, Article 323 of the Criminal Code), the fact that defamation and insults are criminal offences (Articles 147 and 148 of the Criminal Code), the lack of any distinction between statements of facts and value judgments and the fact that the burden of proof rests solely on the defence. Similarly, the Civil Code makes provision for compensation for non-pecuniary damage, but sets no upper limit for this, a fact which may give rise to the imposition of fines which might jeopardise the very existence of certain media organisations. Furthermore, Article 50 of the Law on Mass Media provides for an additional penalty of journalists being stripped of their accreditation if they publish defamatory information (A19, Memorandum on Laws of the Republic of Azerbaijan Relating to the Protection of Reputation, 08.2004; A19, 10.06.2004). In September 2003, in a joint statement, the Secretary General of the CoE and the OSCE Representative on Freedom of the Media had already asked the Azerbaijani authorities to bring their legislation on libel into line with European standards. Subsequently, in the spring of 2004, a working group was set up, including journalists and MPs, to revise the relevant legislation (GT-SUIVI.AGO(2004)6 final).

In July 2004, the OSCE Mission in Baku expressed concern about the continuing use of defamation lawsuits against the media (OSCE Baku Office, Press Release, 22.07.2004, see also OSCE-FOM). According to IHF-AR, there were 40 prosecutions for defamation in 2003 against 18 media outlets, 11 of these against the radical opposition newspaper "Yeni Musavat", and 7 against a more moderate opposition newspaper, "Azadliq" (IHF-AR, 2004). Consequently, following the imposition of crippling fines, a number of opposition newspapers faced serious financial difficulties and had reduced their print run (HRW, 04.08.2004; see also RSF, 26.02.2004).

The following are extracts from Resolution 1614 (2008) of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe on the functioning of democratic institutions in Azerbaijan:

“19. As regards freedom of expression, the Azerbaijani authorities should:

19.1. initiate the legal reform aimed at decriminalising defamation and revise the relevant civil law provisions to ensure respect for the principle of proportionality, as recommended in [Resolution 1545](#)

(2007); in the meantime, a political moratorium should be reintroduced so as to put an end to the use of defamation lawsuits as a means of intimidating journalists ...”

The following are extracts from the report by the Council of Europe Commissioner for Human Rights, Mr Thomas Hammarberg, on his visit to Azerbaijan, from 3 to 7 September 2007 (CommDH(2008)2, 20 February 2008):

“B. A matter of urgency: the decriminalisation of defamation

69. At the time of the Commissioner's visit, it was reported that there were seven journalists in prison, out of whom four were for libel or defamation under Articles 147 and 148 of the Criminal Code. Both international monitoring bodies and local NGOs claimed that charging individuals for defamation was used as a means to avoid the dissemination of news that could be detrimental to high-ranking officials or to other influential people. According to the parliamentary assembly of the Council of Europe rapporteurs, the number of charges has grown in the last few years. Out of fear of imprisonment journalists are compelled to resort to self-censorship. In 2005, the President, Mr Ilham Aliyev had called for abandoning the use of criminal provisions in matters of defamation, but this was not respected. Some cases, which the Commissioner was informed about point to abusive or unfair imprisonment of journalists.

70. ... Indeed, many journalists remain incarcerated. Mr Eynulla Fatullayev, who was held at the pre-trial detention centres on the premises of the Ministry for National Security is still incarcerated. This journalist had criticised the authorities' and armed forces' conduct during the siege of Khojaly. His critical analysis of the handling of the crisis cost him a two and half year sentence for libel. Furthermore, in a concerning stacking of incriminations, he was sentenced on 30 October 2007 to an additional eight and a half years, this time on charges of terrorism and incitement to racial hatred. When this journalist met the Commissioner, he said that the fact that he had been jailed was evidence of political pressure on him as a journalist. After the decision on this second sentence, he reiterated this comment. The Commissioner mentioned his imprisonment for libel to the authorities and called for his immediate release. The Commissioner once again urges the authorities to release Mr Eynulla Fatullayev.

71. The authorities' response to questions regarding this issue is that actions against journalists are caused by their lack of professionalism, which leads them to writing in a non-responsible manner and ignoring their legal and ethical duties. There should indeed be proper training and education of journalists, who have a responsibility in the exercise of their profession and should follow a code of ethics in line with European standards. At the same time, officials should allow easy access to information and accept criticism inherent to their position of accountability in society.

72. Nevertheless, the fundamental issue here is whether people, in particular but not only journalists, should be deprived of liberty and other criminal law consequences on account of views expressed. The supplementary issue, as already dealt with, is whether, where it still exists as an offence under criminal law, as it is the case in Azerbaijan, the prosecution of defamation does not in fact lead to instances of abusive prosecution and/or excessive sentences. There is clearly a general trend to move towards a decriminalisation of defamation in Europe today. International standards allow the penalisation of defamation through criminal law but only in cases of hate speech directly intended at inciting violence. To corroborate the requirement of intention, there has to be a direct link between the intention and the likelihood of the violence. ... In most countries, the criminal route is not used: there is a moratorium on such laws. The criminalisation of defamation has a chilling effect on freedom of expression. The legal framework in Azerbaijan provides for a wide range of possibilities for criminalisation, notably for 'damage to honour and reputation'. Work on a draft law on defamation has been going on for more than a year, involving a working group of parliamentarians and media experts, with the support of the OSCE. Emphasis would be shifted from criminal law to civil law.

73. The Commissioner was encouraged by talks he had on this issue with the Minister of Justice. He recommends the launching of an open public debate that would help define a rights-based approach that would remove defamation from the criminal books and offer alternative protection to other rights and interests. Council of Europe experts could provide assistance in that respect. In order to support the holding of that debate, the President could reiterate his 2005 declaration on a moratorium on the use of the criminal provision. The Commissioner recommends, as a first step, the release of all those, who have been criminally prosecuted under the relevant provisions of the criminal code.”

Belgique

La diffamation est une infraction pénale. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires.

Information on relevant legal provisions on defamation

Code Pénal

Le chapitre V du titre VIII du livre II du Code Pénal a pour objet les infractions qui portent atteinte à l'intégrité morale des personnes. Les différents délits retenus dans ce chapitre du Code Pénal ont ceci de commun qu'ils portent atteinte à l'intégrité les uns des autres par certains éléments propres qui tiennent soit à la précision ou à la preuve du fait imputé, soit au mode d'expression ou à la publicité de l'imputation, soit à la relation existant entre la personne offensée et celle à qui l'imputation est adressée.

Dans le Code Pénal, les atteintes à l'honneur sont classées en : calomnie et diffamation (Art. 443, 444, 446, 447, 450 et 451), divulgation méchante (Art. 449), dénonciation calomnieuse à l'autorité et imputation calomnieuse contre un subordonné (Art. 445) et injure-délit (Art. 448). Pour compléter les dispositions des Articles 443 à 453, le Code Pénal réprime en son Article 561, nr. 7 toutes autres injures non prévues.

Les Articles 275 et s. du Code Pénal visent plus particulièrement les outrages s'adressant aux ministres, les membres des chambres législatives et les dépositaires de l'autorité ou de la force publique.

L'Article 447 du Code Pénal, incriminant les imputations calomnieuses à l'encontre de personnes publiques, a été complété afin de renforcer la protection des personnes soumises à de telles allégations. La modification intervenue s'appuie sur le constat que, dans la pratique, la fausseté des faits allégués ne peut souvent être établie par décision sur le fond de l'action publique (voir disciplinaire), la procédure concernée se clôturant par classement sans suite du parquet, ordonnance de non-lieu des juridictions d'instruction ou constat de la prescription de l'action publique. Le législateur a dès lors opté pour un ajout à l'Article 447 qui permet dorénavant de statuer sur l'action en calomnie, quand bien même les poursuites relatives au fait imputé n'auraient pu donner lieu à décision sur le fond.

Autres dispositions

A côté de ces principales dispositions, il existe dans la législation belge d'autres textes pour réprimer les faits injurieux ou offensants. Ils visent plus particulièrement les injures ou les offenses s'adressant à certaines personnes en raison de leur rang ou de leurs fonctions. Il s'agit notamment de la loi du 6 avril 1847 pour les offenses envers le Roi et les membres de la famille royale, la loi du 20 décembre 1852 pour les offenses envers les chefs de gouvernement étrangers, la loi du 12 mars 1858 pour les outrages envers les agents diplomatiques, l'arrêté royal du 19 juillet 1926, complété par l'arrêté royal nr. 36 du 3 décembre 1934, concernant l'atteinte au crédit de l'Etat ou à la stabilité de la monnaie, la loi du 10 janvier 1955 concernant la divulgation des inventions ou secrets de fabrique intéressant la défense du territoire ou la sûreté de l'Etat.

Bosnie et Herzégovine

La diffamation a été dépénalisée en 2002 mais le nombre d'actions civiles augmente rapidement.

Information on relevant legal provisions on defamation

Only civil liability is provided for by the law.

Pursuant to the Articles 213 to 220 of the **Criminal Code** of the Bosnia and Herzegovina Federation, and Articles 80 to 87 of the Penal law of the Republic of Srpska, prison sentences were determined for libel and defamation. Considering that the existence and implementation of these provisions had a discouraging effect on journalistic freedoms in Bosnia and Herzegovina, the High Representative for Bosnia and Herzegovina suspended these Articles at the beginning of August 1999. He also ordered the entities (Bosnia and Herzegovina Federation and Republic of Srpska) to adopt, in association with the Office of the High Representative, necessary laws in order to establish legal remedies for libel, defamation and blasphemy in civil suits, following the European Convention of Human Rights.

On 1 November 2002, the High Representative imposed the **Law on Protection Against Defamation** of the Federation of Bosnia and Herzegovina. The Law entered into force on an interim basis, until such time as the Parliament of the Federation of Bosnia and Herzegovina adopts the same in due form, without amendment and with no conditions attached.

This Law regulates civil liability for damage caused to the reputation of a natural or legal person by making or disseminating a statement of false fact identifying that legal or natural person to a third person. Compensation to victims has to be proportionate to the damage exerted to an individual's reputation

Simultaneously, the High Representative issued a decision to amend the Criminal Code of the Federation of Bosnia and Herzegovina (O.G. Federation of Bosnia and Herzegovina Nos 43/98, 2/99, 15/99 and 29/00) by repealing Chapter XX, Criminal Offences Against Honour and Reputation (Articles 213 through 220).

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

Decriminalisation of defamation and libel has reportedly ended most attempts at limiting freedom of expression through the use of relevant legislation (FH-NT, 2004). However, the number of civil cases is rising rapidly (SP-ML, February 2004; MO, 24.08.2004). Compensation granted has been between 1.000 and 7.000 KM but has on one occasion reached 20.000 KM.

Bulgarie

La diffamation est une infraction pénale. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires. La loi énonce que la vérité peut être invoquée comme moyen de défense en cas d'accusations de diffamation. La peine de prison pour diffamation a été supprimée en 2000⁷⁸.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

Art. 146: (1) “Anyone who, through word or deed, insults the honour or dignity of a person in his or her presence” shall be punished by a fine. (2) “If the person insulted returns the insult immediately, the court may set both free.”

Art. 147: (1) Criminal defamation, that is “making public infamous information about another person or attributing a crime to another person,” is punishable with a fine. (2) Truth is a defence.

Art. 148: (1) Public insult, that is “spread through printed material or in a different manner, of an official or representative of the public during or in connection with the fulfilment of his duties or function,” is punishable by a fine. (2) Defamation of public officials under the same circumstances and defamation “with severe consequences,” is punishable by a fine.

As part of the 1998 reform, the penalty was changed from imprisonment to criminal fines, which courts, in accordance with Article 78 a of the Penal Code, frequently change to administrative fines.

On 22 July 1999, Parliament amended the Criminal Code so as to eliminate imprisonment as a penalty for insult and defamation. Six months later, Parliament decided to replace prison sentences with fines of 5,000 to 30,000 revalued levas (c. \$2,500-\$15,000 U.S). However, President Petar Stoyanov vetoed those levels of fines, on the grounds that they were too high in the light of journalists’ salaries. As a result, insult and defamation remain criminal offences but are no longer punishable by prison sentences.

Article 147 of the 1968 Criminal Code, as in force since March 2000, provides as follows:

“1. Any person who disseminates an injurious statement of fact about another or imputes an offence to him or her shall be punished for defamation by a fine ranging from three to seven thousand levas, as well as by public reprimand.

2. The perpetrator shall not be punished if he or she proves the truth of the said statement or imputation.”

If the defamation is committed through the printed press, or if the defamed parties are public officials carrying out their duties, it is punishable by a fine ranging from BGN 5,000 to BGN 15,000, as well as by public reprimand (Article 148 §§ 1 (2) and (3) and 2, as in force since March 2000). Since March 2000 all instances of defamation are privately prosecutable offences (Article 161, as in force since March 2000). In 1998 Article 148 survived a challenge of unconstitutionality, with the Constitutional Court ruling that increased penalties where the defamed parties were public officials did not disproportionately restrict freedom of expression

⁷⁸ Pour plus de détails, voir l’arrêt CEDH Kasabova c. Bulgarie, n° 22385/03, §§ 35-39, 19 avril 2011.

(реш. № 20 от 14 юли 1998 г. по к. д. № 16 от 1998 г., обн., ДВ, бр. 83 от 21 юли 1998 г.).

The *mens rea* for the offence of defamation can only be direct intent or oblique intent (recklessness), not negligence (Article 11(4)). *Mens rea*, in the form of intent or negligence, is an essential element of any criminal offence (Article 9 § 1 and Article 11 §§ 1, 2 and 3).

1. In a judgment of 26 May 2000 (реш. № 111 от 26 май 2000 г. по н. д. № 23/2000 г., ВКС, II н. о.) the Supreme Court of Cassation held that provided that, prior to publication, journalists checked their information in line with the practice established in the profession or with the internal rules of the relevant medium, by using the sources available in practice, they could not be held to have acted wilfully or even negligently and were not guilty of defamation. It went on to say that, owing to the accessory nature of a civil-party claim, the general rule of tort law that fault was presumed was not applicable to the examination of tort claims in criminal defamation proceedings. In such proceedings, the rules governing fault as an element of the tort of defamation were those of the criminal law. The court also held that under Bulgarian law strict liability could not be applied in respect of defamation, and referred to the constitutional principle that public officials were subject to wider limits of acceptable criticism than private individuals.

Article 78a § 1, as in force at the relevant time, mandated the courts to replace convicted persons' criminal liability with an administrative punishment – a fine ranging from 500 to 1,000 leva – if (i) the offence of which they had been convicted was punishable by up to two years' imprisonment or a lesser penalty, in respect of an intentional offence, (ii) they had not previously been convicted of a publicly prosecutable offence and their criminal liability had not previously been replaced by an administrative punishment, and (iii) the pecuniary damage caused by the criminal act had been made good. The administrative fine could not be higher than the criminal fine envisaged for the offence (Article 78a § 5). Along with the fine the court could impose occupational disqualification of up to three years, if such a punishment was envisaged for the offence (Article 78a § 4).

According to the doctrine, to make out the defence of truth under Article 147 § 2, defendants do not need to prove that a complainant has been convicted by means of a final decision; the institution and outcome of criminal proceedings against the complainant are irrelevant (Раймундов, П., *Обида и клевета*, София, 2009 г., стр. 157-58).

Civil Code

Under civil law, both natural and legal persons may institute proceedings for insult, slander and libel. Natural persons can claim moral as well as material damages; legal persons can only claim material damages. The defendant bears the burden of proof on the issue of truth.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

In July 1998, the Constitutional Court rejected a motion of the members of Parliament for full decriminalization of defamation, arguing that there was a need for effective protection of human dignity in a democratic society and that human dignity was of central value and right in the Bulgarian constitution. The Constitutional justices justified the special protection afforded by the Penal Code to public officials and other government representatives with the explanation that "the criminal provision protects not only the individual but also the prestige of the relevant institution".

In an official statement, the Ministry of the Judiciary maintains that the Bulgarian defamation law is in conformity with the obligations following from the international human rights treaties ratified by the state and having become a part of its domestic legislation pursuant to Article 4 of the Constitution and more precisely with the provisions of the European Convention on Human Rights and Fundamental Freedoms.

According to the Bulgarian authorities, the amount of fines imposed upon journalists in libel cases seems to have decreased following amendments to the Criminal Code in 2000. Some courts continue to impose heavy sentences with disproportionate fines. (Several NGOs criticise this situation (Bulgarian Helsinki Committee, AR 2003 ; RSF-AR, 2004).

While, the number of defamation cases has increased between 2001 and 2003 (Bulgarian Helsinki Committee, AR 2003) the number of convicted journalists is relatively low. According to the Bulgarian Statistical Institute only eleven people were sentenced for libel in 2004. Seven people were sentenced under Article 148, paragraph 1 and one person under Article 148, paragraph 2. Information in the Country Reports on Human Rights Practices – 2004 (Bureau of Democracy, Human Rights and Labour, February, 28, 2005) shows that fines imposed can be considered reasonable and range from 2000 \$ (3000 leva) to 6670 \$ (10 000) leva for libel and 3335 \$ (5000 leva) to 10000 \$ (15000 leva) for slander.

RSF reports, in its Annual Report 2003, that Articles 146, 147 and 148 of the current Media Law, providing for fines, were used against journalists who criticised political figures for corruption (RSF-AR, 2003).

Croatie

La diffamation est une infraction pénale avec une peine maximale d'emprisonnement d'un an. La loi énonce que la vérité peut être invoquée comme moyen de défense. Le champ d'application de la responsabilité pénale a été réduit en 2004 afin d'exclure, dans certaines circonstances, les médias.

Le 26 octobre 2011, un nouveau code pénal a été voté, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Aussi bien ce dernier que le code pénal actuellement en vigueur envisagent les actes de diffamation comme infractions pénales. Toutefois, ces actes sont passibles seulement de peines d'amendes et ne peuvent être poursuivies que par le moyen de plaintes individuelles. L'article 203 du code pénal en vigueur exclue la responsabilité pénale des journalistes en cas de divulgation de contenus diffamatoires dans le contexte de fonctions publiques officielles, au motif que la diffamation ne saurait être considérée le seul but dans la divulgation de telles informations.⁷⁹

Information on relevant legal provisions on defamation

In Article 35, the **Constitution** of the Republic of Croatia explicitly guarantees to everyone respect for and the legal protection of their personal and family life (i.e. the privacy), dignity, reputation and honour.

⁷⁹ Voir arrêt CEDH *Europapress Holding d.o.o. c. Croatie*, n° 25333/06, 22 Octobre 2009.

Criminal Code

A private *criminal* law suit for alleged violation of reputation can be brought against the author of the defamatory information not only by natural persons (individuals), but also by legal persons (business enterprises, trade unions, political parties, various citizens' associations), even by bodies which do not have the status of legal persons (the so-called *ius standi in iudicio*), like the Government or Ministries. Only a factual allegation (never a value judgment), whose truth or falsity may be determined for all people mostly in the same manner, may be termed a defamatory allegation. The private plaintiff has to prove that **the only aim** of the factual allegation on the part of the accused was to harm the honour and reputation of the private plaintiff. (Criminal Code, Article 203, amended July 2004). This way the burden of proof for the criminal offence of defamation is placed on the private plaintiff.

Article 200 of the Criminal Code provides for a fine up to 150 daily incomes or by imprisonment not exceeding six months for whoever exposes or disseminates a matter which is false and can damage honour or reputation (paragraph 1), and if this has been done through the press, radio, television, in front of a number of persons, at a public assembly or in another way in which the defamation becomes accessible to a large number of persons (paragraph 2) – a fine up to 300 daily incomes or imprisonment not exceeding one year. Also, paragraph 3 prescribes that, if the defendant in pending criminal proceedings proves the truth of his allegation or the existence of justified reasons for belief in the veracity of the matter he has asserted or disseminated, he shall not be punished for defamation (but may be punished for insult in line with Article 199 or for reproaching someone with a criminal offence in line with Article 202).

Article 203 of the Criminal Code prescribes that there shall be no criminal offence of defamation if the allegation is realized and made accessible to other persons in *journalistic work* (as well as scientific or literary works, works of art or public information, political or other public or social activity etc., i. e. public defamation), *unless*, from the manner of expression and other circumstances, *it clearly follows that such conduct was only aimed at damaging the honour or reputation of another*. This leads the Croatian authorities to conclude that, publishing information of public interest or acting in public interest shall not be prosecuted as the criminal act of defamation.

Due to couple of recent (first degree) suspended sentences for public defamation, the Croatian authorities have prepared amendments to the Criminal Code. The so-called "public defamation" (through media or at a public assembly for instance) as an aggravated form of the offense have been deleted (Paragraph 2 of Article 200). Additionally, prison sentence for defamation (Paragraph 1 of Article 200) has been deleted and the perpetrator, according to this proposal, shall be punished only by fine. The amendments have been sent to the regular parliamentary procedure.

Civil Code

Civil law liability for defamation has been prescribed by means of liability for damage – the law entitles the injured party to compensation for pecuniary and non-pecuniary damage. The general piece of legislation regulating the liability for damage is **the Civil Obligations Act**.

The Civil Obligations Act valid until recently prescribed that in *civil* cases the financial compensation for *non-material* damages could be awarded only to natural persons (as a compensation for actual mental anguish and fear caused by the violation of one's reputation) and not to legal persons.

The new Civil Obligations Act (in force since 1 January 2006) introduces new elements in the concept of damage, namely the concept of non-pecuniary damage: it states that the violation of personality rights itself represents non-pecuniary damage. Both natural and legal persons are entitled to the protection of their personality rights. As compensation for non-pecuniary damage, the Act prescribes the right to the publication of a judgement or correction (Article 1099), the right to just monetary compensation and the conditions for the award of monetary compensation (Article 1110) and makes possible the submission of a request for the termination of the violation of personality rights and elimination of its consequences (Article 1048).

In addition to the Civil Obligations Act, civil law liability for defamation is also regulated by the **Media Act (2004)** which applies if the damage in question is caused by the publication of information in the media. Non-pecuniary damage, pursuant to this Act, is as a rule compensated by the publication of the correction of the information and of the apology from the publisher (or by monetary compensation in accordance with general legislation). The right to bring action for compensation for non-pecuniary damage is granted to a person who previously requested the publisher to publish a correction of the disputed information, or to apologize when the correction is not possible.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

With the Act on Amendments to the Criminal Code of July 2004 and the abolition of the provision concerning what is known as the "cascade liability" of editors-in-chief and other persons (Article 48), the Croatian legislation concerning defamation was modernized, and the possibility for the compensation of damage through a civil lawsuit in relation to the editor-in-chief and other persons remained outside the application of criminal law repression.

Several cases of suspended prison sentences in defamation cases have been signalled by IGOs and NGOs, such as that of a former editor of a bi-weekly magazine who was sentenced to 70 days imprisonment for refusal to pay a fine after having been condemned for libel; however, the journalist did not serve the prison term because the fine was paid by the Ministry of Justice (SP-ML, June 2004; OSCE, 13.07.2004; RSF, 15.07.2004; SEEMO, 20.07.2004; MO, 17.08.2004).

In 2004, out of 311 persons indicted for the criminal offence of defamation, 59 were found guilty. The Croatian authorities point out the fact that no journalist has ever served a prison sentence for defamation in Croatia.⁸⁰

⁸⁰ For more recent developments, see <http://www.osce.org/fom/90347>

Chypre

La diffamation a été dépénalisée en 2003, exception faite en cas de diffamation des chefs d'Etat et des autorités étrangères ainsi que de la garde nationale. L'insulte de la dernière est une infraction pénale avec une peine maximale d'emprisonnement de deux ans.⁸¹

Information on relevant legal provisions on defamation

Information on relevant legal provisions on defamation

On 18 June 2003, the criminal legislation for defamation, libel and insult was amended by Law 84(I)/2003 which repealed Criminal liability and imprisonment provisions for defamation, libel and insult in the Criminal Code (Cap. 154). Cypriot Defamation Law now falls within the sphere of civil law.

In the Criminal Code, however, there is a specific provision (section 68) which envisages criminal liability for insulting a foreign sovereign, ambassador or any other foreign state official. Further, section 50D of the code provides for criminal liability for insulting the National Guard. Such an offence is punishable with imprisonment not exceeding two years, or with a fine not exceeding 1,500 Cyprus pounds, or with both such penalties.

République tchèque

La diffamation est une infraction pénale avec une peine maximale d'emprisonnement de deux ans. La loi énonce que la vérité peut être invoquée comme moyen de défense.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

Art. 199: "Spreading false, alarming information," is punishable by up to one year imprisonment or a fine.

Art. 206: "Defamation, which consists of communicating false information that damages a person's standing within the community or causes other serious harm," is punishable by up to one year imprisonment. If the defamation is communicated through the mass media, the punishment is up to two years imprisonment.

Other provisions of the criminal code specify that the information disseminated has to be false and that the information was communicated with the intention of harm the claimant.

⁸¹ Voir l'arrêt CEDH *Alithia Publishing Company Ltd and Constantinides c. Chypre*, n° 17550/03, 22 mai 2008.

Defamation cases are only dealt with by criminal law, if it can be proven that the alleged defamation was so grave that civil law procedures are not adequate.

The criminal code also protects the reputation and standing of state bodies.

A provision of the Czech Criminal Code making defamation of the President punishable by up to two years in prison was repealed as from January 1998.

A similar provision criminalising defamation of the Government, Parliament and Constitutional Court was struck down by the Constitutional Court in 1994.

Civil Code

A person's reputation and human dignity are protected under civil law.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

The Constitutional Court has in the past made frequent reference to the case law of the European Court of Human Rights.

In 2004, 501 cases on alleged violations of a person's reputation under civil law were decided. They mostly involved cases brought against journalists by celebrities. In the same year, 24 cases of defamation under the criminal code were ruled in courts, of which 19 ended in the conviction of the defendant but none in imprisonment.

Parliament did not include defamation and insult of the state body in its draft for the new criminal code. However, the Constitutional and legal Committee during its discussion of the law, added the crime of defamation to the draft code, because it was doubted whether protection through civil law would provide sufficient protection. A final version of the criminal code has not been approved yet.

Danemark

La diffamation est une infraction pénale avec une peine maximale d'emprisonnement de deux ans. La loi énonce que l'intérêt général et la vérité peuvent être invoqués comme moyen de défense en cas d'accusations de diffamation.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

The Danish legal provisions on defamation appear in sections 267-273 of the Criminal Code. These offences are liable to private prosecution.

Section 267. “Any person who violates the personal honour of another by offensive words or conduct or by making or spreading allegations of an act likely to disparage him in the esteem of his fellow citizens, shall be liable to a fine or to imprisonment for any term not exceeding four months.”

Section 268. “If an allegation has been made or disseminated in spite of one's knowledge to the contrary, or if the author has had no reasonable ground to regard it as true, he shall be guilty of defamation and liable to imprisonment for any term not exceeding two years. If the allegation has not been made or disseminated publicly, the punishment may, in mitigating circumstances, be reduced to a fine.”

Section 269. “An allegation shall not be punishable if its truth has been established or if the author of the allegation in good faith has been under an obligation to speak or has acted in lawful protection of obvious public interest or of the interest of himself or of others.

(2) Punishment may be remitted where evidence is produced which justifies the grounds for regarding the allegation as true.”

Section 270. “Where the form in which the allegation is made is unduly offensive, the penalty described in Section 267(1) of this Act may be inflicted, even where the allegation is true; the same shall apply if the author had no reasonable grounds for making the insult.

(2) If the injured party demands punishment only under this section, the offender shall not be allowed to prove the truth of the accusation, unless this is clearly justified by considerations of public policy.”

Section 271. “In the case of an allegation of a punishable act, the person who made the allegation shall not be allowed to prove the committing of such an act if the accused has already been acquitted of it in the home country or abroad.

(2) Proof of conviction of a punishable act shall not exempt the author of the allegation from punishment if, having regard to the nature of the offence, the person convicted of it had a reasonable claim that the act in question should not now have been revealed.”

Section 272. “The penalty prescribed in Section 267 of this Act may be remitted if the act has been provoked by improper behaviour on the part of the injured person or if he is guilty of retaliation.”

Section 273. “If a defamatory allegation is unjustified, a statement to that effect shall, at the request of the injured party, be mentioned in the judgment.

(2) Any person who is found guilty of any defamatory allegation may, at the request of the injured party, be ordered to pay a sum fixed by the court to meet the cost of publishing, in one or several public papers, either the full report of the sentence of this together with the court's reasoning. This shall apply even though the judgment was merely one of annulment of the allegation under Subsection (1) above.”

Section 121 of the Criminal Code provides that a person who assaults a public servant with insults, abusive language or other offensive words or gestures is liable to a fine or a maximum sentence of 6 months imprisonment. It is the public prosecutor who initiates the proceedings. According to information provided by the Danish authorities, it appears from its wording that the scope of application of section 121 is not defamation as such, but rather verbal attacks on the categories of persons mentioned by means of insults, abusive language or other offensive words or gestures (e.g. spitting).

Furthermore, section 266 b) provides that “any person who, publicly or with the intention of wider dissemination, makes a statement or imparts other information by which a group of people are threatened, insulted or degraded on account of their race, colour, national or ethnic origin, religion or sexual inclination shall be liable to a fine or to imprisonment for a term not exceeding two years”. The Danish authorities specify that this provision deals with information by which certain groups of people threatened, insulted or degraded (so-called hate speech).

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

Section 267, paras. 2 and 3, and section 267a of the Criminal Code, which made specific mentioning of public officials, were revoked in 2004.

When Danish courts decide on a case concerning defamation, they examine the case in the light of the European Convention on Human Rights and they apply the test laid down in the case law of the European Court of Human Rights. The provisions on defamation are thus applied and sanctions measured out within in the limits set out by the European Court on Human Rights. The courts therefore very often specifically refer to the European Convention for Human Rights.

For example, in 2003, the Danish Supreme Court acquitted a defendant from the charge of defamation, making reference inter alia to Article 10 of the European Convention on Human Rights and specifically to judgment of 26 February 2002 from the European Court of Human Rights, *Unabhängige Initiative Informationsvielfalt v. Austria*. (*Ugeskrift for Retsvæsen*, 2003, pp. 2044)

Estonie

La diffamation a été dépénalisée en 2002, exception faite des cas suivants : la diffamation de personnes qui jouissent de l’immunité internationale de l’Etat (article 247), des autorités de l’Etat (article 275), des symboles officiels de la République estonienne (article 245), d’un juge ou d’une juridiction (article 305) ; la peine maximale d’emprisonnement étant de deux ans.⁸²

Information on relevant legal provisions on defamation

Estonian Constitution

Article 17

“No one’s honour or good name shall be defamed.”

⁸² Voir la requête communiquée par CEDH le 11 février 2011, *Delfi AS c. Estonie*, n° 64569/09, concernant la condamnation de l’opérateur d’un portail d’information sur internet, pour un commentaire posté par un utilisateur usant d’un pseudonyme.

Article 19

“(1) Everyone has the right to free self-realisation.

(2) Everyone shall honour and consider the rights and freedoms of others, and shall observe the law in exercising his or her rights and freedoms and in fulfilling his or her duties.”

Article 45

“(1) Everyone has the right to freely disseminate ideas, opinions, beliefs and other information by word, print, picture or other means. This right may be restricted by law to protect public order, morals, and the rights and freedoms, health, honour and the good name of others. This right may also be restricted by law for state and local government public servants, to protect a state or business secret or information received in confidence, which has become known to them by reason of their office, and the family and private life of others, as well as in the interests of justice.

(2) There is to be no censorship.”

Penal Code

The Penal code entered into force on 1 September 2002 decriminalised defamation, except as regards defamation towards the state and state authorities, which is punishable up to two years of imprisonment or fine.

§ 245. Defamation of official symbols of Republic of Estonia

“A person who tears down, damages, profanes or otherwise defames the national flag, national coat of arms or any other official symbol of the Republic of Estonia, or defames the national anthem, shall be punished by a pecuniary punishment or up to one year of imprisonment.”

§ 247. Defamation and insulting of persons enjoying international immunity

(1) “Defamation or insulting of a person enjoying international immunity or of a family member of such person is punishable by a pecuniary punishment or up to 2 years’ imprisonment.

(2) The same act, if committed by a legal person, is punishable by a pecuniary punishment.”

§ 275. Defamation or insult of representative of state authority or other person protecting public order

“Defaming or insulting a representative of state authority or any other person protecting public order, if committed in connection with the performance of his or her official duties by such person, is punishable by a pecuniary punishment or up to 2 years’ imprisonment.”

§ 305. Defamation and insulting of court or judge

“Defamation or insulting of a court or judge in connection with their participation in administration of justice is punishable by a pecuniary punishment or up to 2 years’ imprisonment.”

(17.12.2003 entered into force 01.01.2004 - RT I 2003, 83, 557)

Civil Code

§ 23. Defamation

“(1) A person has the right to demand the termination of defamation, the refutation of defamatory information concerning this person and compensation for moral and proprietary damage caused by the defamation by a court proceeding, unless the defamer proves the accuracy of the information.

(2) If inaccurate information is disseminated through a mass medium, it shall be refuted in the same mass medium.

(3) A document which contains inaccurate information shall be replaced.

(4) If defamatory information is disseminated in a manner different from that provided for in subsections (2) and (3), a court shall specify the manner in which the information is to be refuted.”

§ 42. Defamation

“(1) A legal person has the right to demand the termination of defamation, the refutation of defamatory information concerning this person and compensation for proprietary damage caused by the defamation by a court proceeding, unless the defamer proves the accuracy of the information.

(2) Defamatory information shall be refuted pursuant to the procedure provided for in subsections 23 (2)-(4).

(3) The provisions of subsection (1) do not apply to the state or local governments or in other cases prescribed by law.”

Law of Obligations Act

Paragraph 2 of section 134 of the Obligations Act (*Võlaõigusseadus*) provides:

“In the case of an obligation to compensate for damage arising from ... violation of a personality right, in particular from defamation, the obligated person shall compensate the aggrieved person for non-pecuniary damage only if this is justified by the gravity of the violation, in particular by physical or emotional distress.”

Section 1045 of the Obligations Act stipulates that the causing of damage is unlawful if, *inter alia*, the damage is caused by violation of a personality right of the victim. The Obligations Act further provides:

Section 1046 – Unlawfulness of damaging personality rights

“(1) The defamation of a person, *inter alia* by passing undue judgment, by the unjustified use of the name or image of the person, or by breaching the inviolability of the private life or another personality right of the person, is unlawful unless otherwise provided by law. Upon the establishment of unlawfulness, the type of violation, the reason and motive for the violation and the gravity of the violation relative to the aim pursued thereby shall be taken into consideration.

(2) The violation of a personality right is not unlawful if the violation is justified considering other legal rights protected by law and the rights of third parties or public interests. In such case, unlawfulness shall be established on the basis of the comparative assessment of different legal rights and interests protected by law.”

Section 1047 – Unlawfulness of disclosure of incorrect information

“(1) The violation of personality rights or interference with the economic or professional activities of a person by way of disclosure of incorrect information or by incomplete or misleading disclosure of

information concerning the person or the activities of the person, is unlawful unless the person who discloses such information proves that, upon the disclosure thereof, the person was not aware and was not required to be aware that such information was incorrect or incomplete.

(2) The disclosure of defamatory matters concerning a person, or matters which may adversely affect the economic situation of a person, is deemed to be unlawful unless the person who discloses such matters proves that the statement is true.

(3) Regardless of the provisions of subsections (1) and (2) of this section, the disclosure of information or other matters is not deemed to be unlawful if the person who discloses the information or other matters or the person to whom such matters are disclosed has a legitimate interest in the disclosure, and if the person who discloses the information has checked the information or other matters with a thoroughness which corresponds to the gravity of the potential violation.

(4) In the case of the disclosure of incorrect information, the victim may demand that the person who disclosed such information refute the information or publish a correction at the person's expense, regardless of whether the disclosure of the information was unlawful or not."

Section 1055 – Prohibition on damaging actions

"(1) If unlawful damage is caused continually or a threat is made that unlawful damage will be caused, the victim or the person who is threatened has the right to demand that behaviour which causes damage be terminated or the making of threats of such behaviour be refrained from. In the case of bodily injury, damage to health, violation of inviolability of personal life or any other personality rights, it may be demanded, *inter alia*, that the tortfeasor be prohibited from approaching others (restraining order), the use of housing or communication be regulated, or other similar measures be applied.

(2) The right to demand that behaviour which causes damage as specified in subsection (1) of this section be terminated does not apply if it is reasonable to expect that such behaviour can be tolerated in human coexistence or due to significant public interest. In such a case the victim has the right to make a claim for compensation for damage caused unlawfully.

..."

Information Society Services Act (*Infoühiskonna teenuse seadus*) provides as follows:

Section 8 – Restricted liability upon mere transmission of information and provision of access to public data communications network

"(1) Where a service is provided that consists of the mere transmission in a public data communication network of information provided by a recipient of the service, or the provision of access to a public data communication network, the service provider is not liable for the information transmitted, on condition that the provider:

- 1) does not initiate the transmission;
- 2) does not select the receiver of the transmission;
- 3) does not select or modify the information contained in the transmission.

(2) The acts of transmission and of provision of access in the meaning of paragraph 1 of this section include the automatic, intermediate and transient storage of the information transmitted, in so far as this takes place for the sole purpose of carrying out the transmission in the public data communication network, and provided that the information is not stored for any period longer than is reasonably necessary for the transmission."

Section 9 – Restricted liability upon temporary storage of information in cache memory

"(1) Where a service is provided that consists of the transmission in a public data communication network of information provided by a recipient of the service, the service provider is not liable for the automatic, intermediate and temporary storage of that information, if the method of transmission concerned requires caching for technical reasons and the caching is performed for the sole purpose of making more efficient the information's onward transmission to other recipients of the service at their request, on condition that:

- 1) the provider does not modify the information;

- 2) the provider complies with conditions on access to the information;
- 3) the provider complies with rules regarding the updating of the information, specified in a manner widely recognised and used in the industry;
- 4) the provider does not interfere with the lawful use of technology, widely recognised and used by the industry, to obtain data on the use of the information;
- 5) the provider acts expeditiously to remove or to disable access to the information it has stored upon obtaining actual knowledge of the fact that the information at the initial source of the transmission has been removed from the network, or access to it has been disabled, or that a court, the police or a state supervisory authority has ordered such removal.”

Section 10 – Restricted liability upon provision of information storage service

“(1) Where a service is provided that consists of the storage of information provided by a recipient of the service, the service provider is not liable for the information stored at the request of a recipient of the service, on condition that:

- 1) the provider does not have actual knowledge of the contents of the information and, as regards claims for damages, is not aware of facts or circumstances from which the illegal activity or information is apparent;
- 2) the provider, upon obtaining knowledge or awareness of the facts specified in subparagraph 1 of this paragraph, acts expeditiously to remove or to disable access to the information.
- (2) Paragraph 1 of this section shall not apply when the recipient of the service is acting under the authority or the control of the provider.”

Section 11 – No obligation to monitor

“(1) A service provider specified in sections 8 to 10 of this Act is not obliged to monitor information upon the mere transmission thereof or provision of access thereto, temporary storage thereof in cache memory or storage thereof at the request of the recipient of the service, nor is the service provider obliged to actively seek information or circumstances indicating illegal activity.

(2) The provisions of paragraph 1 of this section do not restrict the right of an official exercising supervision to request the disclosure of such information by a service provider.

(3) Service providers are required to promptly inform the competent supervisory authorities of alleged illegal activities undertaken or information provided by recipients of their services specified in sections 8 to 10 of this Act, and to communicate to the competent authorities information enabling the identification of recipients of their service with whom they have storage agreements.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

Questions concerning an information published by a journalist can be solved by an independent body established by the Estonian Newspaper Association called Pressinõukogu (Estonian Press Council).

Finlande

La diffamation est une infraction pénale. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement au drapeau finlandais. La loi énonce que l'intérêt général peut être invoqué comme moyen de défense en cas d'accusations de diffamation.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

In Finland, the libel of State authorities and symbols as such has not been established as a criminal offence. Under section 8 of the Act concerning the Finnish flag (Statutes of Finland 380/1978), a person who ruins or disrespectfully uses the Finnish flag will be sentenced with a fine.

Criticism against politicians and public servants is only punishable subject to certain conditions. Under chapter 24, section 9, subsection 1, paragraph 1 of the Criminal Code (Statutes of Finland 531/2000), a person who spreads false information or a false insinuation about another person so that the act is conducive to causing damage or suffering to that person, or subjecting that person to contempt, shall be sentenced for defamation. Under paragraph 2, a person who makes a derogatory comment on another person otherwise than in a manner referred to in subparagraph 1 shall also be sentenced for defamation. Under section 9, subsection 2, criticism that is directed at a person's activities in politics, business, public office, public position, science, art or in a comparable public position and that does not obviously overstep the limits of correctness shall not constitute defamation under paragraph 2 of section 1.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

The number of persecutions, convictions and fines imposed on media companies and journalists have reportedly increased in defamation cases over the past 10 years (FH-FP, 2004; IPI-AR, 2003).

France

La diffamation est une infraction pénale. Les peines encourues se limitent à des amendes (une peine d'emprisonnement et / ou une amende est/sont possible(s) dans les seuls cas de diffamation à raison de l'origine, de l'appartenance ou de la non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée et à raison du sexe, de l'orientation sexuelle ou du handicap d'une personne ou d'un groupe de personnes. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires. Depuis 2004, la diffamation des chefs d'états étrangers n'est plus une infraction pénale. La loi énonce que la vérité et la bonne foi peuvent être invoquées comme moyen de défense en cas d'accusations de diffamation.⁸³

⁸³ L'idée, issue des travaux de la commission Guinchard et évoquée en 2008 par le président de la République de dépénaliser la diffamation en droit français pour en faire une infraction civile n'a finalement eu aucune suite. Ce délit figure toujours dans la loi de 1881 (articles 29 à 32) et aucune mesure législative récente n'est intervenue pour le modifier. Le projet de nouveau code de procédure pénale en préparation au ministère de la justice ne prévoit pas de modifier le champ des délits commis par voie de presse.

Information on relevant legal provisions on defamation

In French law, defamation is both a tort (a civil wrong) and a criminal offence. It consists of any allegation of fact which constitutes an attack on the honour or reputation of a person (Article 29 of the 1881 Press Act). If found guilty, the editor, publisher or author may be ordered to pay a criminal fine to the State in addition to civil damages to the aggrieved party.

The major amendment under the Law dated 9 March 2004 was the abrogation of such a crime as insult against the head of a foreign state. The amendment was enacted pursuant to the relevant ruling of the European Court of Human Rights .

Under the Law dated 15 June 2000 most terms of imprisonment for libel or insult were repealed.

Penal Code

Article R. 621.1 du Code pénal

« La diffamation non publique envers une personne est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 1^{re} classe.

La vérité des faits diffamatoires peut être établie conformément aux dispositions législatives relatives à la liberté de la presse. »

Article R. 624-3 du Code pénal (modifié par le Décret n°2005-284 du 25 mars 2005)

« La diffamation non publique commise envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe.

Est punie de la même peine la diffamation non publique commise envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap. »

Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse

Article 23 (modifié par la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004)

« Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, images ou tout autre support de l'écrit, de la parole ou de l'image vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou des affiches exposés au regard du public, soit par tout moyen de communication au public par voie électronique, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet. »

Article 24 (modifié par la Loi n°2004-1486 du 30 décembre 2004)

« (...) Ceux qui, par l'un des moyens énoncés à l'article 23, auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, seront punis d'un an d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement.

Seront punis des peines prévues à l'alinéa précédent ceux qui, par ces mêmes moyens, auront provoqué à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap ou auront provoqué, à l'égard des mêmes personnes, aux discriminations prévues par les articles 225-2 et 432-7 du Code pénal. (...) »

Article 26

« L'offense au Président de la République par l'un des moyens énoncés dans l'article 23 est punie d'une amende de 45.000 euros. (...) »

Article 29

« Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation. La publication directe ou par voie de reproduction de cette allégation ou de cette imputation est punissable, même si elle est faite sous forme dubitative ou si elle vise une personne ou un corps non expressément nommés, mais dont l'identification est rendue possible par les termes des discours, cris, menaces, écrits ou imprimés, placards ou affiches incriminés.

Toute expression outrageante, termes de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une injure. »

Article 30

« La diffamation commise par l'un des moyens énoncés en l'article 23 envers les cours, les tribunaux, les armées de terre, de mer ou de l'air, les corps constitués et les administrations publiques, sera punie d'une amende de 45.000 euros. »

Article 31

« Sera punie de la même peine, la diffamation commise par les mêmes moyens, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, envers un ou plusieurs membres du ministère, un ou plusieurs membres de l'une ou de l'autre Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, un ministre de l'un des cultes salariés par l'Etat, un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public temporaire ou permanent, un juré ou un témoin, à raison de sa déposition.

La diffamation contre les mêmes personnes concernant la vie privée relève de l'article 32 ci-après. »

Article 32 (modifié par la Loi n°2004-1486 du 30 décembre 2004)

« La diffamation commise envers les particuliers par l'un des moyens énoncés en l'article 23 sera punie d'une amende de 12.000 euros.

La diffamation commise par les mêmes moyens envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée sera punie d'un an d'emprisonnement et de 45.000 euros d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sera punie des peines prévues à l'alinéa précédent la diffamation commise par les mêmes moyens envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap. (...) »

Article 35

« La vérité du fait diffamatoire, mais seulement quand il est relatif aux fonctions, pourra être établie par les voies ordinaires, dans le cas d'imputation contre les corps constitués, les armées de terre, de mer ou de l'air, les administrations publiques et contre toutes les personnes énumérées dans l'article 31.

La vérité des imputations diffamatoires et injurieuses pourra être également établie contre les directeurs ou administrateurs de toutes entreprises industrielles, commerciales ou financière, faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit.

La vérité des faits diffamatoires peut toujours être prouvée, sauf :

- a) lorsque l'imputation concerne la vie privée de la personne ;
- b) lorsque l'imputation se réfère à des faits qui remontent à plus de dix années ;
- c) lorsque l'imputation se réfère à un fait constituant une infraction amnistiée ou prescrite, ou qui a donné lieu à une condamnation effacée par la réhabilitation ou la révision .

Les deux alinéas a et b qui précèdent ne s'appliquent pas lorsque les faits sont prévus et réprimés par les articles 222-23 à 222-32 et 227-22 à 227-27 du Code pénal et ont été commis contre un mineur.

Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, la preuve contraire est réservée. Si la preuve du fait diffamatoire est rapportée, le prévenu sera renvoyé des fins de la plainte. Dans toute autre circonstance et envers toute autre personne non qualifiée, lorsque le fait imputé est l'objet de poursuites commencées à la requête du ministère public, ou d'une plainte de la part du prévenu, il sera, durant l'instruction qui devra avoir lieu, sursis à la poursuite et au jugement du délit de diffamation. »

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

Following the ECtHR's judgment in the *Colombani* case (judgment of 25 June 2002), the offence of insulting a foreign Head of State was repealed and Article 36 of the Press Law was abrogated in March 2004.

No progress can be noted concerning the specific offences of protecting public institutions and authorities against defamation, provided in the Press Law of 1881.

On 22 December 2004, the Senate passed legislation creating a council against discrimination and for equality (HALDE). Organisations fighting sexism and homophobia will be able to bring complaints for insult or defamation if they took place within the last five years. The new law, that carries penalties of prison sentences, brings legislation into line with that on racism and anti-Semitism. (RSF 23/12/04)

Following a judgment of the Court of Cassation of 11.06.2002, in the course of court proceedings in a libel case, journalists are now allowed, for their defence, to provide documents which would normally be covered by the rule of secrecy of preliminary

investigations pending in other cases (such as information from preliminary investigations) (*Cour de Cassation*, appeal n° 01-85.237, 11.06.2002).

In 2003, 422 people were convicted on cases of insult and defamation.

Géorgie

La diffamation a été dépénalisée en 2004.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal liability for libel was revoked by the Parliament of Georgia on 26 June 2004.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

Adopted on 15 July 2004, the Law on Freedom of Speech and Expression introduced a new approach to the defamation cases. Under the Law, the burden of proving that information is incorrect lies with the plaintiff. It also draws a distinction between defamation of a private person (Article 13) and defamation of a public person (Article 14), setting stricter requirements for proving the defendant's guilt in the latter case. By the earlier legislative amendments of 26 June 2004, the Parliament of Georgia repealed Article 148 of the Criminal Code (defamation) and reformulated Article 18 § 2 of the Civil Code (lifting the defendant's burden of proof in defamation cases).

Allemagne

La diffamation est une infraction pénale, la peine maximale d'emprisonnement étant de cinq ans. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires. La loi énonce que l'intérêt général et (dans certains cas) la bonne foi peuvent être invoqués comme moyen de défense en cas d'accusations de diffamation.⁸⁴

Information on relevant legal provisions on defamation

Defamation is both a criminal offence and a tort.

Insults and defamation in the narrower sense are defined in Sections 185ff. of the German Criminal Code (Strafgesetzbuch) (StGB). The wording is as follows:

⁸⁴ Voir la décision d'irrecevabilité CEDH, *Metzger c. Allemagne*, n°. 56720/00, 17 Novembre 2005.

Section 185 Insult

“Insult shall be punished with imprisonment for not more than one year or a fine and, if the insult is committed by means of violence, with imprisonment for not more than two years or a fine.”

Section 186 Malicious Gossip

“Whoever asserts or disseminates a fact in relation to another, which is capable of maligning him or disparaging him in the public opinion, shall, if this fact is not demonstrably true, be punished with imprisonment for not more than one year or a fine and, if the act was committed publicly or through the dissemination of writings (Section 11 subsection (3)), with imprisonment for not more than two years or a fine.”

Section 187 Defamation

“Whoever, against his better judgment, asserts or disseminates an untrue fact in relation to another, which maligns him or disparages him in the public opinion or is capable of endangering his credit, shall be punished with imprisonment for not more than two years or a fine, and, if the act was committed publicly, in a meeting or through dissemination of writings (Section 11 subsection (3)), with imprisonment for not more than five years or a fine.”

Section 188 Malicious Gossip and Defamation Against Persons in Political Life

(1) “If malicious gossip (Section 186) is committed publicly, in a meeting or through dissemination of writings (Section 11 subsection (3)) against a person involved in the political life of the people with a motive connected with the position of the insulted person in public life, and the act is capable of making his public work substantially more difficult, then the punishment shall be imprisonment from three months to five years.

(2) A defamation (Section 187) under the same prerequisites shall be punished with imprisonment from six months to five years.”

Section 189 Disparagement of the Memory of Deceased Persons

“Whoever disparages the memory of a deceased person shall be punished with imprisonment for not more than two years or a fine.”

Section 190 Judgment of Conviction as Proof of Truth

“If the asserted or disseminated fact is a crime, then the proof of the truth thereof shall be considered to have been provided, if a final judgment of conviction for the act has been entered against the person insulted. The proof of the truth is, on the other hand, excluded, if the insulted person had been acquitted in a final judgment before the assertion or dissemination.”

Section 191 (Deleted)**Section 192 Insult Despite Proof of Truth**

“The proof of the truth of the asserted or disseminated fact shall not exclude punishment under Section 185, if the existence of an insult results from the form of the assertion or dissemination or the circumstances under which it occurred.”

Section 193 Safeguarding Legitimate Interests

“Critical judgments about scientific, artistic or commercial achievements, similar utterances which are made in order to exercise or protect rights or to safeguard legitimate interests, as well as remonstrances and reprimands of superiors to their subordinates, official reports or judgments by a civil servant and similar cases are only punishable to the extent that the existence of an insult results from the form of the utterance of the circumstances under which it occurred.”

Section 194 Application for Criminal Prosecution

(1) “An insult shall be prosecuted only upon complaint. If the act was committed through dissemination of writings (Section 11 subsection (3)) or making them publicly accessible in a meeting or through a presentation by radio, then a complaint is not required if the aggrieved party was persecuted as a member of a group under the National Socialist or another rule by force and decree, this group is a part of the population and the insult is connected with this persecution. The act may not, however, be prosecuted *ex officio* if the aggrieved party objects. The objection may not be withdrawn. If the aggrieved party dies, then the right to file a complaint and the right to object pass to the relatives indicated in Section 77 subsection (2).

(2) If the memory of a deceased person has been disparaged, then the relatives indicated in Section 77, par. 2, are entitled to file a complaint. If the act was committed through dissemination of writings (Section 11 subsection (3)) or making them publicly accessible in a meeting or through a presentation by radio, then a complaint is not required if the deceased person lost his life as a victim of the National Socialist or another rule by force and decree and the disparagement is connected therewith. The act may not, however, be prosecuted *ex officio* if a person entitled to file a complaint objects. The objection may not be withdrawn.

(3) If the insult has been committed against a public official, a person with special public service obligations, or a soldier of the Federal Armed Forces while discharging his duties or in relation to his duties, then it may also be prosecuted upon complaint of his superior in government service. If the act is directed against a public authority or other agency, which performs duties of public administration, then it may be prosecuted upon complaint of the head of the public authority or the head of the public supervisory authority. The same applies to public officials and public authorities of churches and other religious societies under public law.

(4) If the act is directed against a legislative body of the Federation or a *Land* or another political body within the territorial area of application of this law, then it may be prosecuted only with authorization of the affected body.”

In the wider sense, Section 166 of the German Criminal Code also covers insults and defamation. This Section protects public peace and is worded as follows:

Section 166 Insulting of Faiths, Religious Societies and Organizations Dedicated to a Philosophy of Life

(1) “Whoever publicly or through dissemination of writings (Section 11 subsection (3)) insults the content of others’ religious faith or faith related to a philosophy of life in a manner that is capable of disturbing the public peace, shall be punished with imprisonment for not more than three years or a fine.

(2) Whoever publicly or through dissemination of writings (Section 11 subsection (3)) insults a church, other religious society, or organization dedicated to a philosophy of life located in Germany, or their institutions or customs in a manner that is capable of disturbing the public peace, shall be similarly punished.”

These legal norms have not been amended for quite some time.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

According to the German authorities freedom of opinion and expression, which is also emphasised by the European Court of Human Rights, is protected by and large by Section 193 of the German Criminal Code cited above. They advance that the latter, in respect of the category relating to the consideration of legitimate interests, requires thorough consideration of values and interests in individual cases, which, based on the precedents set by the Federal Constitutional Court, must take into account the fundamental importance of freedom of opinion and expression for the constitution of a democratic body politic. That particularly applies to all matters of public interest and in a political battle of opinions. In this area, the Federal Constitutional Court accepts an assumption in favour of freedom of opinion and expression. Based on this precedent, derogatory utterances may be permissible in this area and, in view of the overexposure, catchy, even strong wording must be accepted unless it appears excessive in a particular case based on the facts and circumstances. This precedence accorded to the freedom of opinion and expression may, however, be limited depending on the individual circumstances of the case if so-called malicious insult is involved where the focus is not on the matter itself but rather on the defamation of a person or if claimed facts are clearly, or in the offender's view, untrue. Based on this jurisdiction, freedom of expression, freedom of the press and freedom of artistic expression are afforded extensive protection in the interpretation and application of penal provisions relating to insult and defamation.

In 2003 15,311 people were convicted for insult, 142 for malicious gossip, 145 for defamation; 1 person was convicted for malicious gossip and defamation against a person in political life, and 5 for the disparagement of the memory of a deceased person.

Grèce

La diffamation est une infraction pénale, la peine maximale d'emprisonnement étant de deux ans. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques, aux fonctionnaires et aux des chefs d'Etat étrangers. La loi énonce que la vérité et la bonne foi peuvent être invoquées comme moyen de défense en cas d'accusations de diffamation. Ces derniers temps, il a été fait état de nombreuses actions en diffamation intentées contre des journalistes.

Information on relevant legal provisions on defamation

Penal Code

The law provides for criminal liability for insult and defamation.

Pursuant to Art.361(1) of the Penal Code ("PC") "insult" is a criminal offence punished with a maximum one-year imprisonment and/or a pecuniary penalty of 150 - 15,000 Euro (Art.57 PC). "Unprovoked criminal insult" is punished with a minimum three-month imprisonment

(Art.361A(1) PC) and when it is committed by two or more persons the penalties are higher - minimum six-month imprisonment (Art.361A(2) PC).

Defamation is punished with a maximum two-year imprisonment and/or a pecuniary penalty (Art.362 PC). Aggravated defamation is punished with imprisonment of at least three months (Art. 363 PC), to which a pecuniary penalty can be added. The offender can also be punished with deprivation of his/her civil rights.

Defamation of a public limited company (“anonymi eteria” – “AE”) is punished with imprisonment of up to a year or with a pecuniary penalty (Art.364(1) PC), while aggravated defamation of an AE is necessarily punished with imprisonment (Art.364(3)).

Defamation of deceased persons is punished with imprisonment of up to six months (Art.365 PC)

Charges for the aforementioned crimes can be brought only if there is a prior complaint filed by the victims (Art.368 (1) PC). There are limitations to the defendant’s right of appeal against a criminal court decision which are set out in Art.489 Criminal Procedure Code and are relative to the severity of the punishment and the type of court involved. These limitations apply to all criminal court decisions regardless of whether the crime concerned was defamation or insult.

The law provides for more severe sentences in cases of libel and defamation of public officials than of ordinary citizens. Defamation of the President of the Republic and of the Parliament is punished with imprisonment of not less than three months (Arts.157(3) and 168(2) PC). Insult to local authority council members is punished with imprisonment of up to two years (Art.157(3) PC). These punishments may also be accompanied by dismissal from public office where applicable (Art.157(4) PC). Defamation of a foreign Head of State is punished with imprisonment (Art.153(1)b PC).

Journalists can invoke the notions of proof, good faith and public interest in their defence against charges of insult or defamation. According to the Art.366(1) PC, defamation is not punished where it is based on true information, though punishment for insult is not excluded even if the intent to insult is proven beyond reasonable doubt (Art.366(3) PC).

Disapproving criticism of scientific, artistic or professional work, or criticism as part of the fulfilment of lawful duties, the exercise of lawful authority or the protection of a right or some other justified interest, do not constitute an unlawful act (Art.367(1) PC), unless they contain aggravating elements of aggravating defamation or an apparent intention to insult. (Art.367(2)b PC).

Civil Code

Provisions dealing with Defamation are also contained in the Civil Code (“CC”).

Art.920 CC (“Defamatory rumours”) provides that persons who intentionally disseminate false information which can be damaging to someone else are liable to compensate the person harmed (plaintiff).

In addition, pursuant to Art.57 CC (“right to personality”) a person whose personality is unlawfully offended has the right to demand the withdrawal of the offensive act and it’s non-repetition in the future. Compensation may also be sought cumulatively.

Art.59 CC (“Damages for Mental Distress”) provides that based on a claim by the plaintiff the court may also award damages for mental distress or order the public revocation of the offensive material. The defendant’s obligation to compensate the plaintiff is also prescribed in Arts.919 (“offence to public decency”) and 932 (“damages for mental distress” in cases of unlawful acts) CC. Moreover, pursuant to the Law 1178/1981 on Civil Liability of the Press (as amended) media

owners and chief editors may be held liable to compensation as well as for damages for mental distress for injury inflicted to the plaintiff's personality, irrespective of whether that was done knowingly or whether the editor of the offensive publication was known to them. The minimum sum for mental distress damages in this case is 29,347 Euro.

Finally, Art.681D of the Civil Procedure Code ("CPC") provides a special procedure for all disputes concerning offensive publications or broadcasts, which is much speedier than the standard civil procedure – the court hearing must take place within a maximum of 30 days from the filing of the complaint and the decision must be issued within a maximum of one month from the day of the hearing.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

According to RSF, the number of cases brought against journalists for libel was still rather high and sometimes resulted in very heavy fines (RSF-AR, 2004).

There have been some recent instances where the provisions concerning the crimes of defamation and insult were examined by the ECtHR in the light of Arts.6 and 10 ECHR.

For instance, on 27.05.2004, in the *Rizos and Daskas* case, concerning newspaper publications containing allegations about certain prosecutors, the ECtHR reviewed the special civil procedure followed pursuant to Art.681D CPC and held that there was no violation of Art.6 EHCR. However, in this case Greece was found in violation of Art.10 ECHR, because the ECtHR considered that there had not been a reasonable balance between the restrictions on the applicants' right to freedom of expression and the legitimate aim pursued (ECtHR, Press Release, 27.05.2004).

The Greek authorities also draw attention to the case of *Pasalaris and Idryma Typou S.A.*, which was declared inadmissible by the ECtHR. The case involved the defamation of a public prosecutor and in the decision reference was made inter alia to the fact that the fine involved was not considered disproportionate and to the need to preserve the credibility of the judiciary.

Finally, concerning the decriminalization of offences of defamation and insult, it should be mentioned that until today there hasn't been any relevant legislative initiative, nor is it envisaged for the near future.

Hongrie

La diffamation est une infraction pénale, la peine maximale d'emprisonnement étant de deux ans. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires et aux symboles de l'Etat. La loi énonce que la vérité peut être invoquée comme moyen de défense en cas d'accusations de diffamation.⁸⁵

⁸⁵ Voir arrêt CEDH Uj c. Hongrie, n° 23954/10, 19 juillet 2011.

Information on relevant legal provisions on defamation

Libel and defamation – based on Articles 179 (and 180) of Act IV of 1978 on the Criminal Code – are currently criminal offences in Hungary.

Criminal Code

Libel (Article 179):

(1) “The person who states or rumours a fact likely to harm the honour, or uses an expression directly referring to such a fact, about somebody, before somebody else, commits a misdemeanour, and shall be punishable with imprisonment of up to one year.

(2) The punishment shall be imprisonment of up to two years, if the defamation is committed for a base reason or purpose, before big publicity, or causing considerable harm.”

“Rumouring” means the transmission of facts stated by someone else. The facts transmitted are not known by the transmitter himself. This crime can be committed by question form as well.

“An expression directly referring to a fact” means the transmission of a characteristic element of the facts from which the whole event can be deduced or reconstructed.

Defamation (Article 180):

(1) “The person who, apart from the case set forth in Article 179, uses an expression which may harm the honour or commits another act of such a type, in connection with the job, performance of public mandate or in connection with the activity of public concern of the injured party, before big publicity, shall be punishable for a misdemeanour with imprisonment of up to one year.

(2) The officer who commits slander with assault shall be punishable in accordance with subsection (1).”

Libel and defamation are punishable upon a private motion. Defamation or slander committed to the detriment of a person enjoying diplomatic or other personal immunity based on international law is punishable upon the so-called “wish” of the injured party declared through diplomatic channels.

The legal object of defamation is identical with the object of libel (human dignity, honour and social respect). The law regards defamation less serious crime than libel. The two provisions are subsidiary in nature therefore the judge shall first determine whether the conduct complained of constitutes libel.

Similarly to libel, if the factual content of the impugned piece of criticism or expression of opinion proves to be true then the conduct shall not constitute defamation. However, defamatory statements violating human dignity may amount to defamation even in cases when the statements have formally been brought to publicity in the form of criticism.

Impiety (Article 181)

“Whosoever outrages a dead person or his memory in a way defined under Article 179 or 180 shall commit an offence and shall be punishable with the punishment specified there.”

The conduct incriminated under this Article (outraging a dead person or his memory) constitutes gross violation of honour therefore what has been said in connection with libel and defamation shall apply to this conduct as well.

Violation of national symbols (Article 269A)

“Whosoever uses an expression outraging or humiliating the national anthem, the flag or the coat of arms of the Republic of Hungary or commits any other similar act before great publicity shall, unless a graver crime has been committed, be punishable for an offence with imprisonment of up to one year.”

The national symbols of the Republic of Hungary are regulated under Section I of the Constitution (new Constitution in force since 1 January 2012).

In its ruling of 12/2000 (V.12) the Constitutional Court interpreted the meaning and significance of the national symbols. It held that these symbols are, on the one hand, the outer representations of the state and the sovereignty of the state and, on the other hand, they manifest the fact of belonging to the nation as a community.

This crime is of subsidiary nature which means that it can be established only in that case if no heavier crime has been committed. If the conduct performed outrages the Hungarian nation and incites to hatred against the Hungarian nation it shall be determined on the basis of Article 269 governing the crime of incitement against a community.

Defamation is also regulated as petty offence under Article 134 of Act nr. 2 of 2012 on petty offences (in force since 15 April 2012):

Article 134

1. “Anyone who uses an expression suitable for impairing honour or commits another act of such a type commits a petty offence.”

Punishments in the new Petty Offences Act are listed in section 7, and include confinement, fine and community service, and the most appropriate form of punishment is chosen.

On the basis of this legal provision, the responsibility of those perpetrators shall be established who perform invective, rude and tactless conduct or make indecent gestures which do not amount to gross violation of honour, but infringe it.

Verbal acts motivated by racism and xenophobia that offend or humiliate a given social group, may be currently punished on the basis of Article 269 of the Criminal Code governing incitement against the community.

The Hungarian authorities would like to call attention to the fact that the legal circumstances of libel and defamation determine the sanction of imprisonment only as an alternative to imposing a fine and community service, and the duration of imprisonment may be no more

than one year. Surveying the relevant parts of the Criminal Code it is obvious that the period of no more than one year is the sanction of the shortest duration amongst the penal framework of the Criminal Code. Exceptions to this are the three qualified cases of libel (libel with vicious intent, public libel and causing considerable harm by libel), when the Criminal Code stipulates imprisonment of up to two years.

On June 24 1994, the Hungarian Constitutional Law Court declared unconstitutional Art. 232 of the Criminal Code, which had made publication of statements likely to damage the reputation of a public official or the honour of a public authority a criminal offence punishable by up to two years imprisonment.

Civil Code

The system of civil liability is more complicated. The most likely infringement of inherent rights in connection with freedom of expression is defamation under Article 78 of Act IV of 1959 on the Civil Code: “The protection of inherent rights shall also include protection against defamation. The statement, publication, or dissemination of an injurious untrue fact pertaining to another person or a true fact with an untrue implication that pertains to another person shall be deemed defamation”. However, other inherent rights (such as human dignity, right to the individual’s likeness or recorded voice) might also be concerned. The general redress for the infringement of inherent rights is provided for by Article 84 of the Civil Code:

(1) “A person whose inherent rights have been violated may have the following options under civil law, depending on the circumstances of the case:

- a) demand a court declaration of the occurrence of the infringement;
- b) demand to have the infringement discontinued and the perpetrator restrained from further infringement;
- c) demand that the perpetrator make restitution in a statement or by some other suitable means and, if necessary, that the perpetrator, at his own expense, make an appropriate public disclosure for restitution;
- d) demand the termination of the injurious situation and the restoration of the previous state by and at the expense of the perpetrator and, furthermore, to have the effects of the infringement nullified or deprived of their injurious nature;
- e) file charges for punitive damages in accordance with the liability regulations under civil law.”

(2) “If the amount of punitive damages that can be imposed is insufficient to mitigate the gravity of the actionable conduct, the court shall also be entitled to penalise the perpetrator by ordering him to pay a fine to be used for public purposes.”

The most effective of these measures is the institution of punitive damages. The maximum sum of such damages is between one and two million Forints (4000-8000 USD), while the average is between 100 and 500 thousand Forints (400-2000 USD). There is another legal institution specially designed for infringements committed via the press. This is “publication of a correction in the press” regulated by Article 79. Detailed rules of the latter remedy are to be found in Act No. 104 of 2010 on Media Liberty.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

IFEX reported that, for the first time since the restoration of democracy, an editor-in-chief of a weekly magazine was sentenced, on 21.01.2004, to ten months of imprisonment for libelling a member of Parliament ([IFEX](#), 23.01.04). On 09.07.04, with reference to the same sentence, the OSCE Representative on Freedom of the Media asked the authorities to remove prison sentences from libel law ([OSCE-FOM](#), 09.07.04).

The Hungarian authorities would like to remark in connection with the above that the circumstances of both cases protect human dignity and Hungary is not the only state in Europe in which the provisions of criminal substantive law enable the imposing of sanctions against these. Examples are the German, Austrian and Swiss Criminal Codes, which have had a substantial influence on the development of Hungarian criminal law. All three Criminal Codes order the punishment of defamation and libel using degrees and types of punishment similar to those imposed by Hungarian regulations (mainly by imprisonment and imposing fines).

According to the EU-MR 2003, the Constitutional Court (CC) declared disproportionate a draft legislation which would have restricted the freedom of the print media to publish critical opinions about public persons ([EU-MR Hungary](#), 2003).

Statistical information on the practice is not at the disposal of the Hungarian Government.

Islande

La diffamation est une infraction pénale avec une peine maximale d'emprisonnement d'une année.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

According to Article 234 and 235 of the Criminal Code from 1940, libel and insult are punishable with up to one year imprisonment. As a matter of principle, cases can only be brought by natural or legal persons who claim that they have been victims of libel or insult. An exception is provided in Article 242 for public officials, if the libel or insult concerns their conduct of public office.

In that case, the public prosecutor brings a case upon demand by the public official concerned.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

Prison sentences have not been handed down by the courts on the basis of these provisions for decades. The most widely used remedy is to declare “improper statements null and void”, as provided for in Article 241, and to grant damages for tort.

Recently, the national courts, influenced by the European Court of Human Rights case law, have also accepted good faith defence and granted special protection to value judgments.

Courts have generally acquitted the defendant if he or she proves the truth of the statement; this is, however, not stipulated in law.

Between 15 October 2003 and 15 October 2005, judgments have been rendered in three defamation cases by the District Court of Reykjavik. The Supreme Court of Iceland has rendered one judgment during the period.

The courts did not make direct reference to the case-law of the European Court of Human Rights in these defamation cases.

Irlande

L’Irlande a dépénalisé la diffamation, la « diffamation séditeuse » ainsi que la « diffamation obscène » en abolissant ces délits de droit commun dans la loi sur la diffamation 2009 (section 35). La loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Information on relevant legal provisions on defamation

Defamation Act 2009: <http://www.attorneygeneral.ie/eAct/2009/a3109.pdf>

Italie

La diffamation est une infraction pénale avec une peine maximale d'emprisonnement de cinq ans (en cas de diffamation du Président). Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires. Ces derniers temps, il a été fait état de plusieurs affaires de diffamation concernant des journalistes qui ont été condamnés à une peine de prison.⁸⁶

Information on relevant legal provisions on defamation

⁸⁶ Pour plus de détails, voir l’arrêt CEDH Onorato c. Italie, n° 26218/06, § 24, 24 mai 2011. Voir également l’arrêt CEDH (Grande Chambre) Perna c. Italie, n° 48898/99, 6 mai 2003.

Criminal code

Articles 278, 290, 290 bis and 291 of the Criminal Code provide for protection of the dignity and honour of the President of the Republic, the Italian nation, the Republic, legislature and other public officials. Defamation of the President is punishable by imprisonment of up to five years.

Les délits prévus par le Code pénal afin de sauvegarder l'honorabilité et la réputation d'une personne sont l'injure et la diffamation.

L'injure consiste dans le fait d'offenser l'honorabilité d'une personne présente (article 594 c.p.) et la diffamation consiste en l'offense à la réputation d'une personne absente (article 595 c.p.).

Aux termes de l'article 595 du code pénal, en cas de diffamation par voie de presse, consistant à attribuer un fait donné (diffamation aggravée), la peine maximale prévue est une peine alternative à la réclusion jusqu'à trois ans ou une amende non inférieure à 516 euros.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

L'exigence de sauvegarder l'honorabilité et la réputation de la personne doit très souvent se confronter à l'exercice du droit de chronique et de critique, manifestations de la liberté d'expression garantie par l'article 21 de la Constitution italienne.

La Cour de Cassation s'est plusieurs fois exprimée sur la question des limites du droit de chronique et de critique face à la sauvegarde de l'honorabilité de la personne. En ce qui concerne le droit de chronique [c'est-à-dire cette manifestation de la liberté d'expression propre au journaliste et qui consiste non seulement à diffuser des informations mais aussi à les commenter], la Cour de Cassation considère qu'il est légitime lorsque les conditions suivantes sont réunies : 1. utilité sociale 2. Vérité des faits exposées 3. Forme civile de l'exposition (arrêt 3999/2005). En ce qui concerne le droit de critique, la Cour de Cassation considère qu'il doit s'exercer dans les limites suivantes : 1. langage correct 2. Respect des droits d'autrui (arrêt 10135/2002). Selon les autorités italiennes il est évident que pour la critique politique et syndicale les limites sont appliquées avec une plus grande souplesse.

Dans ce contexte les autorités italiennes tire l'attention sur le fait que la Cour européenne des droits de l'homme, dans l'affaire Perna c. Italie (requête n.48898/99, arrêt de la Grande chambre du 6/5/2003), s'est prononcée sur une allégation de violation de l'article 10 de la CEDH, en concluant à la non violation dudit article. Dans cette affaire, qui concernait des prononciations diffamatoires sans preuve, contre un juge et pour lesquelles l'auteur fut condamné à une amende inférieure et à payer des dommages substantielles (60,000,000 ITL), la Cour a estimé que l'ingérence dans la liberté d'expression était prévue par les dispositions du code pénal et de la loi du 8 février 1948 sur la presse, qu'elle poursuivait un but légitime de protection de la réputation et des droits d'autrui et qu'elle pouvait raisonnablement passer pour nécessaire dans une société démocratique.

Un projet de loi (A.S.3176) relatif aux « Normes en matière de diffamation, de diffamation par voie de presse ou par un autre moyen de diffusion, d'injure (...) » qui modifie la loi 8

février 1948, n.47, a été approuvé par la Chambre des Députés le 26 octobre 2004 et il est actuellement en cours de discussion au Sénat.

Ce projet de loi modifie l'article 595 du code pénal et prévoit qu'en cas de diffamation par voie de presse, consistant à attribuer un fait donné (diffamation aggravée), la peine maximale sera une amende de 5.000 jusqu'à 10.000 euros.

Par ailleurs, la norme transitoire (article 4 du projet de loi) prévoit que « Dans les cas où la condamnation à une peine privative de liberté pour les délits visés par la présente loi doit être encore exécutée avant l'entrée en vigueur de la loi même, ou si à cette date elle est en cours d'exécution, la peine privative de la liberté personnelle est convertie en peine pécuniaire aux termes de l'article 135 du code pénal ».

En Août et Septembre 2012, trois journalistes travaillant pour des quotidiens italiens ont été condamnés pour diffamation à des peines de prison.

Lettonie

L'article 156 du code pénal intitulé « la diffamation » ainsi que l'article 158 intitulé « diffamation et atteinte à la réputation dans le Mass Media ont été abolis le 23 décembre 2009. L'article 157 intitulé « atteinte à la réputation » a été modifié. D'autres instruments, tels que la loi sur la presse et autres mass media, la loi sur les mass media électroniques régulent également, entre autres, les questions d'atteinte à la réputation, à l'honneur et à la dignité.⁸⁷

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

Section 156 titled "defamation" was deleted and section 157 was last amended on 23.12.2009 and currently reads as follows.

Section 157. Bringing into Disrepute

(1) The deliberate public dissemination of invented falsehoods defamatory of another person in printed form or otherwise reproduced material, or orally, knowing them to be untrue (bringing into disrepute) is punishable by community service or a fine of up to sixty times the minimum monthly wage.

(2) Bringing into disrepute in the mass media is punishable by custodial arrest or community service, or a fine of up to eighty times the minimum monthly wage.

Section 158 titled "defamation and bringing into disrepute in Mass Media was deleted as from 23.12.2009

⁸⁷ L'arrêt CEDH A/S Diena et Ozolins c. Lettonie, n° 16657/03, qui constate une violation de l'article 10 sur la base d'une condamnation civile, semble avoir eu un effet pour les amendements législatifs en Lettonie, de par le principe de proportionnalité qui sous-tend le constat.

Law on the Press and Other Mass Media⁸⁸

Section 7 Information that cannot be published

It is prohibited to publish information that is a state or other secret specially protected by law, information that incites violence and the overthrow of the existing order, propagandises war, cruelty, racial, national or religious supremacy, intolerance or incites the commission of other crimes.

[..]

It is prohibited to publish information that injures the honour and dignity of natural and legal persons or brings them into disrepute.

Electronic Mass Media Law⁸⁹

Section 66. Programmes of the Public Electronic Mass Media

(3) In the creation of their programmes, the public electronic mass media shall take into account the diversity of society in Latvia in social, economic, regional, educational, cultural and religious terms while respecting human rights and fundamental freedoms, the equality of all before the law, the freedom of opinion and expression, the right to receive and distribute information freely, the presumption of innocence, inviolability of personal life, honour and dignity.

Civil Code

II Right to Compensation for Offences against Personal Freedom, Reputation, Dignity and Chastity of Women

Article 2352a.

“Each person has the right to bring court action for retraction of information that injures his or her reputation and dignity, if the disseminator of the information does not prove that such information is true.

If information, which injures a person’s reputation and dignity, is published in the press, then where such information is not true, it shall also be retracted in the press.

If information, which injures a person’s reputation and dignity, is included in a document, such document shall be replaced. In other cases, a court shall determine the procedures for retraction.

If someone unlawfully injures a person’s reputation and dignity orally, in writing or by acts, he or she shall provide compensation (financial compensation). A court shall determine the amount of the compensation.”

Sub-chapter 4 Exclusion from Inheritance

428. “An ascendant may exclude a descendant if the latter:

1) has perpetrated a criminal act against the life, health, liberty or honour of the testator, his or her spouse or his or her ascendant.”

⁸⁸ The Law on the Press and Other Mass Media was amended on 22.09.2011 (entry into force on 20.10.2011). An Internet website can now be registered as a mass medium. (Section 2). The first part of Section 7 is also relevant.

⁸⁹ The Electronic Mass Media Law replaced the Radio and Television Law on 12 August 2010.

Administrative Offences Code

Article 201.4 states that if somebody uses the mass media to interfere with a person's private life he can be charged a fine of up to 250 LVL .

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

Criminal Law

For the period 2003 – 2004 two people were convicted and fined under Article 156; two people were convicted and fined under Article 157 but there were no convictions under Article 158.

Civil Law

Court of first instance – 57 actions in 2003, 58 in 2004 and 25 in the first half of 2005.

Appeal court – 38 actions examined in 2003, 43 in 2004 and 18 in the first half of 2005.

Administrative Offences Code

Between 2003 and the first half of 2005 no cases were heard by the courts under Article 201.4 of the Administrative Offences Code.

On 12.06.2003, Article 91 of the Criminal Code providing for the protection from defamation of candidates to the Parliament was repealed with effect on 15.07.2003. On 29.10.2003, the Constitutional Court decided on the incompatibility of Article 271 of the Criminal Code with the Constitution. Article 271 provided for the protection of state officials from defamation and conferred upon them a privileged status, which reportedly had encouraged self-censorship. The Court declared the provision null and void as of 01.02.2004 if up to that time a legislative amendment had not specified the range of state officials who need the protection of the Criminal Law (Constitutional Court, case No. 2003-05-01, 29.10.2003). As from 01.02.2004, Article 271 is no longer in force.

In its judgment of 27.05.2004 in the case of *Vides Aizsardzibas Klubs v. Latvia*, the ECtHR found a violation of Article 10 ECHR. The applicant, an NGO named the *Club for the Protection of Environment*, adopted a resolution and published it in the regional newspaper *Talsu Vestis*, in which it denounced the irresponsible and illegal activities of the administration of the municipality Mersrags and the decisions taken by the mayor. The applicant NGO was successfully sued for defamation and ordered to publish an official apology and pay damages to the mayor. The Strasbourg Court decided that public authorities were, as a rule, exposed to permanent scrutiny by citizens and, subject to acting in good faith, everyone had to be able to draw the public's attention to situations considered unlawful. Also, the Court held that criticism of the mayor for the policy of an entire local authority could not be regarded as an abuse of the freedom of expression (ECtHR, Press Release, 27.05.2004).

Liechtenstein

La diffamation est une infraction pénale. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires.

Information on relevant legal provisions on defamation

Penal Code

Articles 111-117 of the Penal Code make slander, libel, and defamation punishable offences. Criminal offences against honour are in general only prosecuted on request of the person whose honour has been violated. The right to legal redress and damages is governed by the Law on Persons and Companies (Personen- und Gesellschaftsrecht, PGR), LGBI. 1926 No. 4. Article 40(3) of the PGR states in this connection that the judge may, in case of malice, award non monetary damages in addition to or instead of monetary damages, such as a public apology by order of the court, publication of the judgment at the expense of the losing party, contribution of a sum of money to a charitable foundation or institution designated by the injured party or to a poverty alleviation fund, and so on.

The Law on Persons and Companies

The Law on Persons and Companies also governs the right of counterstatement. Natural persons, legal entities, and authorities thereby have the right of counterstatement if they are immediately affected in their personality by factual presentations in periodic media, in particular the press, radio, and television. Factual presentations are information that can be verified with regard to accuracy and completeness and the essential message of which does not consist in an expression of personal opinion, a judgment, or a warning about the behaviour of another person. The counterstatement shall be published as soon as possible in a manner that reaches the same circle as the presentation of facts complained about. The counterstatement must have the same publication value as the publication it refers to.

Lituanie

La diffamation est une infraction pénale avec une peine maximale d'emprisonnement de deux ans. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement au Président. Il a été fait état d'un certain nombre d'affaires où des hommes politiques ont demandé que des poursuites pénales soient engagées contre des journalistes.⁹⁰

Information on relevant legal provisions on defamation

⁹⁰ Voir l'arrêt CEDH *Balsytė-Lideikienė c. Lituanie*, n° 72596/01, 4 novembre 2008, constat de non-violation sur la base d'une sanction administrative pour des propos considérés comme incitation à la haine. Voir également la décision d'irrecevabilité CEDH *Lietuvos radijas ir televizija...* (n° 27930/05), 6 juillet 2010.

Criminal Code

Article 154. Libel

1. "Any person who spreads false information about another person or a group of people, which could arouse contempt for that person or persons, undermine trust or humiliate them, shall be punished by fine or restriction of liberty, or imprisonment for a term for up to 1 year.
2. Any person who defamed another person about felony through the use of the mass media or the press, shall be punished by a fine, or detention, or imprisonment for a term of up to 2 years.
3. Prosecution for the acts specified in paragraphs 1 and 2 of this Article shall be instituted subject to a complaint being filed by the victim."

Insult

Article 155 provides for liability for the public humiliation of another person by action, word or in print. This offence is punishable by fine, custodial arrest or imprisonment up to one year.

Code of Administrative offences

Article 214 (6) provides for liability for the defamation or insult of the President of the Republic, which is punishable up to three thousand litas.

Civil Code

Article 2.24 of the Civil Code regarding the protection of honour and dignity reads as follows:

"1. A person shall have the right to demand the refutation, in judicial proceedings, of publicised data which abase his honour and dignity and which are erroneous, as well as the redress of pecuniary and non-pecuniary damage incurred by the public announcement of the said data. Data which has been made public shall be presumed to be erroneous unless the publisher proves the opposite to be true.

2. Where erroneous data have been publicised in the mass media (press, television, radio, etc.) the person about whom those data were published shall have the right to file a correction and demand that the media publish the said correction free of charge, or make it public in some other way...

...

4. Where the mass media refuse to publish the correction or to make it public in some other way ... the [aggrieved] person has the right to apply to a court in accordance with the procedure established in paragraph 1 of the given Article. The court shall establish the procedure and the terms of the refutation of the erroneous data which prejudiced that person's reputation.

5. The mass media which have publicised erroneous data prejudicing a person's reputation shall provide redress for any pecuniary and non-pecuniary damage incurred by that person only in cases when they knew, or should have known, that the data were erroneous, including those cases where the data were made public by their employees or ... anonymously, and the media refuse to name their source.

...

6. The person who publicly disseminates erroneous data shall be exempted from civil liability in cases when the publicised data relate to a public person and his State or public activities and the person who made them public can demonstrate that his actions were in good faith and intended to introduce the person and his activities to the public."

The relevant sections of the Law on the Provision of Information to the Public read as follows:

Article 45. Refutation of published information

“1. The producers and/or disseminators of public information must correct published, false information which prejudices the honour and dignity of a physical person or damages the legitimate interests of a legal person, in particular their reputation.

2. A request to correct information shall be submitted to the producer or disseminator of the publicised information in writing not later than two months after the publication ... The request shall specify the false information which requires correction, when and where it was published, and which statements ... are degrading to the honour and dignity of the person concerned ...

3. After receiving a reasoned request to correct published false information prejudicing the honour and dignity of a person, the producer or disseminator of that information must publish the correction free of charge and without comment, in an equivalent place, of an equivalent size and in the same form, in the nearest possible publication, television or radio broadcast, or in any other media where such information was published. A subsequent refutation shall not release the producer of that information from liability.”

Article 55. Exemption from compensation for damage

“1. A producer of public information shall not be liable for the publication of false information if he indicates his source ... and that the information has been: ...

3) published previously in other mass media, if the information has not been corrected by the mass media in which it was published. ”

Law on the Provision of Information to the Public

On 29 August 2000, the Law on Amending the Law on the Provision of Information to the Public of 1996 was adopted. This law provides responsibility for violations of the procedure of dissemination of public information. Article 54 states that a producer and (or) disseminator of public information who publishes information about an individual's private life without the natural person's consent, as well as the producer who publishes false information degrading the honour and dignity of the person, shall pay a compensation for moral damage to that person, in the manner set forth by law.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

A number of cases were reported of politicians calling for criminal charges to be brought against journalists.

According to information by the National Court Administration 95 criminal cases on crimes and misdemeanours to honour and dignity were considered in 2004. 34 natural persons were convicted, 43 natural persons and 1 juridical person were acquitted, 35 criminal cases were suspended.

In a cassation complaint (Criminal Code Article 154 part 2, Case number 2K-295/2005) the Lithuanian High Court *inter alia* referred to Article 10 of the European Convention of Human Rights and to cases of *Lingens v. Austria* and *Castells v. Spain*.

Luxembourg

La diffamation est une infraction pénale. Aucune modification n'est prévue dans les dispositions pertinentes du code pénal.

Information on relevant legal provisions on defamation

Penal Code

The provisions of the Penal Code are still in force.

Law on freedom of expression in the media

On June 8, 2004, the law on freedom of expression in the media was enacted. This law abolished the law dated 20 July 1869 concerning the press and offences committed by other means of publication, which featured specific provisions with respect to insult, outrage, defamation and slander against the Grand Duc and his family as well as against foreign Heads of State. The law of 2004 does not contain specific criminal provisions.

Malte

La diffamation est une infraction pénale avec une peine maximale d'emprisonnement de six mois. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires. La loi énonce que la vérité qui présente un intérêt pour le public peut être invoquée comme moyen de défense en cas d'accusations de diffamation.⁹¹

Information on relevant legal provisions on defamation

Press Act 1996

Part 2 press offences:

3. "Means whereby offences under this Act are committed

The offences mentioned in this Part of this Act are committed by means of the publication or distribution in Malta of printed matter, from whatsoever place such matter may originate, or by means of any broadcast."

5. Imputation of ulterior motives to acts of the President of Malta

(1) "Whosoever, by any means mentioned in section 3 of this Act, shall impute ulterior motives to the acts of the President of Malta or shall insult, revile or bring into hatred or contempt or excite disaffection against, the person of the President of Malta, shall be liable on conviction to imprisonment for a term not exceeding three months and to a fine (multa) not exceeding two hundred liri."

⁹¹ Voir les arrêts CEDH Aquilina et autres c. Malta, n° 28040/08, 14 juin 2011. ; John Anthony Mizzi c. Malta, n° 17320/10, 22 novembre 2011.

11. Defamatory libel

“Save as otherwise provided in this Act, whosoever shall, by any means mentioned in section 3 of this Act, libel any person, shall be liable on conviction:

- a. if the libel contains specific imputations against such person tending to injure his character and reputation, or to expose him to public ridicule or contempt, to imprisonment for a term not exceeding three months or to a fine (multa) or to both such imprisonment and fine;
- b. in any other case, to imprisonment for a term not exceeding one month or to a fine.”

12. Plea of justification

(1) “In any action for a defamatory libel under section 11 of this act, the truth of the matters charged may be enquired into if the accused, in the preliminary stage of the proceedings, assumes full responsibility for the alleged libel and declares in his defence that he wishes to prove the truth of the facts attributed by him to the aggrieved party:

Provided that the truth of the matters charged may be enquired into only if the person aggrieved:

- a. is a public officer or servant and the facts attributed to him refer to the exercise of his functions; or
- b. is a candidate for a public office and the facts attributed to him refer to his honesty, ability or competency to fill that office; or
- c. habitually exercises a profession, an art or a trade, and the facts attributed to him refer to the exercise of such profession, art or trade; or
- d. takes an active part in politics and the facts attributed to him refer to his so taking part in politics; or
- e. occupies a position of trust in a matter of general public interest;

Provided further that the truth of the matters charged may not be enquired into if such matters refer to the domestic life of the aggrieved party.

(2) Where the truth of the matters charged is enquired into in accordance with the foregoing provisions of this section:

(a) if the truth of the matters charged is substantially proved, the defendant shall not be liable to punishment if the court is satisfied that the proof of the truth has been for the public benefit and he shall be entitled to recover from the complainant or plaintiff the costs sustained by him in any criminal or civil proceedings:

Provided that the proof of the truth of the matters charged shall not exempt the defendant from punishment for any insult, imputation or allegation which the court shall consider to have been unnecessary in attributing to the person aggrieved the facts the proof of the truth whereof shall have been allowed;

(b) if the truth of the matters charged is not substantially proved, the accused shall be liable to imprisonment for a term not exceeding six months or to a fine (multa) not exceeding five hundred liri or to both such imprisonment and fine.”

Section 28 of the Press Act, Chapter 248 of the Laws of Malta, relates to damages for defamatory libel. Subsection 2 reads as follows:

“In any case to which this article applies, the defendant may, in mitigation of damages, prove that he made or offered to make an apology to the plaintiff for such defamation before the commencement of the action for damages or, as soon afterwards as he had an opportunity of doing so where the action commenced before there was an opportunity of making or offering such apology:

Provided that the defendant shall not be allowed to adduce such proof in mitigation of damages if he has raised a plea of justification in terms of section 12.”

2. According to section 33 (d) of the Press Act, in so far as relevant, the following are privileged publications, in that no action shall lie in respect of them:

“Publications of reports of any proceedings in a court of justice in Malta provided such reports are fair reports of the proceedings and the publication of such reports or proceedings is not prohibited by law or by the court...”

Section 3

“The offences mentioned in this Part of this Act are committed by means of the publication or distribution in Malta of printed matter, from whatsoever place such matter may originate, or by means of any broadcast.”

Section 11

“Save as otherwise provided in this Act, whosoever shall, by any means mentioned in section 3, libel any person, shall be liable on conviction to a fine (*multa*).”

Section 23

“Criminal proceedings for any offence under Part II and civil proceedings under Part III of this Act may be instituted against each of the following persons:

- (a) the author, if he shall have composed the work for the purpose of its being published, or if he shall have consented thereto;
- (b) the editor; or, if the said persons cannot be identified,
- (c) the publisher.”

Section 27

“Criminal proceedings are independent of civil proceedings. Both proceedings may be instituted at the same time or separately.”

Section 28

“(1) In the case of defamation, ... , the object of which is to take away or injure the reputation of any person, the competent civil court may, in addition to the damages which may be due under any law for the time being in force in respect of any actual loss, or injury, grant to the person libelled a sum not exceeding eleven thousand six hundred and forty-six euros and eighty-seven cents (EUR 11,646.87).”

3. Articles 255 and 256 of the Criminal Code, Chapter 9 of the Laws of Malta, read as follows:

Article 255

“No proceedings shall be instituted for defamation except on the complaint of the party aggrieved:

Provided that where the party aggrieved dies before having made the complaint, or where the offence is committed against the memory of a deceased person, it shall be lawful for the husband or wife, the ascendants, descendants, brothers and sisters, and for the immediate heirs, to make the complaint.”

Article 256

“(1) In cases of defamation committed by means of printed matter, the provisions contained in the Press Act shall apply.

(2) Where, according to the said Act, proceedings may only be instituted on the complaint of the party aggrieved, the provisions contained in the proviso to the last preceding article shall also apply.”

Moldova

La diffamation a été dépénalisée en 2004, exception faite pour les autorités ou les symboles de l'Etat avec une peine d'emprisonnement maximale de sept ans.

Information on relevant legal provisions on defamation

Classic calumny was decriminalised on 7 May 2004. Criminal legislation in force since 12 June 2003 does not sanction classic insult, except the insult of the military by another military. The sanctions for calumny of a judge or other person who contributes to the achievement of justice in the Criminal Code in force since 12 June 2003 increased in terms of pecuniary fine (from up to 480 MDL to up to 10000 MDL), but decreased in terms of imprisonment term (from no more than three to no more than two years).

The Code of administrative contraventions still allows imprisonment for insult or calumny for up to 30 days.

A penalty of up to seven years imprisonment is foreseen in cases of defamation of state symbols.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

There has been no progress concerning the provisions of the Criminal Code designed to protect national and state symbols (Article 347) and making defamation of judges and investigating authorities (Article 304) and insult of a member of the armed forces by another member of the armed forces (Article 366) criminal offences (A19, Moldova repeals criminal defamation provision, 23.04.2004). However, significant progress has been noted regarding the decriminalisation of defamation: on 07.05.2004, Article 170 of the new Criminal Code, which punished “slander” (knowingly spreading false information alleging serious and particularly serious crimes) with a prison sentence, was repealed. According to A19, criminal proceedings for defamation have, however, been fairly uncommon in Moldova (A19, Moldova Bulletin, 01-04.2004).

As regards civil-law aspects, the introduction of a right to denial in the new Civil Code in 2003 could reduce the number of actions brought for defamation, which are particularly frequent against independent newspapers such as *Flux*, *Accente*, *Chisinau Journal* and, more recently, *Timpul* (A19, Moldova Bulletin, 01-04.2004 ; RSF, 09.02.2004). In this context, the lack of any upper limit on damages leads journalists to practice self-censorship, given the economic fragility of Moldovan media outlets. In this connection, the President’s proposal at the end of March 2004 concerning the reintroduction of a ceiling is to be welcomed (A19, Statement on Moldovan Defamation Law and proposed amendments, 20.04.2004).

The obligation on journalists to prove the accuracy of their information (Article 34-4 of the Constitution and Article 1 of the 1994 Law on the Press), without being able to distinguish between facts and value judgments, remains highly controversial

On 20.04.04, the ECtHR found a violation of Article 10 of the Convention in the case of *Amihalachioaie v. Moldova*. The applicant, President of the Union of Lawyers of Moldova, had criticised in an interview a decision by the Constitutional Court relating to the profession of lawyer. The Constitutional Court imposed an administrative fine on him for being disrespectful towards it (see *Amihalachioaie v. Moldova*, ECtHR, Press Release, 20.04.2004).

Monaco

La loi n° 1.299 du 15 juillet 2005 sur la liberté d'expression publique prévoit dans ses articles 24, 25 et 26 des peines d'emprisonnement d'un mois à un an ainsi que de l'amende pour la diffamation et l'injure.

Information on relevant legal provisions on defamation

Critical reporting as regards the ruling family is forbidden.

Pays-Bas

La diffamation est une infraction pénale ; la peine maximale d'emprisonnement étant de six mois (cinq ans en cas de diffamation du Roi et quatre ans de la famille royale). Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires. La loi énonce que la bonne foi et l'intérêt public peuvent être invoqués comme moyen de défense en cas d'accusations de diffamation.

En 2011, un projet de loi tendant à abolir la pénalisation de la diffamation n'a pas obtenu le soutien nécessaire.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

Title XVI of the Second Book of the Criminal Code contains provisions on defamation (articles 261, 262, 266, 267, 268, 270, 271). The specific subject of these different articles is as follows:

Libel (art. 261 and 262), 'simple defamation' (art. 266), defamation of public authorities or the head of a friendly state (art. 267), defamatory written false complaint or declaration reported to the government (art. 268), defamation of a deceased person (art. 270), libel inflicted upon a deceased person (art. 271).

A charge may only be brought by a private party filing a complaint with the prosecutor, who then has the discretion to dismiss frivolous complaints.

Crimes under Title XVI can be punished with a prison sentence of between 3 months and 2 years, or alternatively with fines of different categories.

Apart from the provisions under Title XIV, Defamation, the Second Book of the Criminal Code also contains provisions on crimes against Royal dignity (Title II), crimes against heads of friendly nations and other internationally protected persons (Title III) and crimes against public order (discrimination) (Title V).

Public figures. Public figures, including politicians, are often expected to accept more criticism than private persons. They are, however, protected against rash accusations. The concept of "public figure" is applied by both the courts and the Press Council.

Insults to government institutions or officials. The Criminal Code penalises the "deliberate insult" of the King or Queen or other members of the Royal Family as well as the insulting behaviour toward the friend of a friendly nation or ambassadors of such nations, while that person is staying in the Netherlands in an official capacity. However, there have been no recent cases concerning the press under any of these charges.

Defence. Journalists do not need to prove the truth of their accusations; it is sufficient that they have assumed the accuracy of their statements in good faith and that they made them in the public's interest (Articles 261 (3) and 271).

Civil Code

Defamation is covered by the Civil Code, Book 6, Title 3, Article 162: tort (wrongful act).

- Under the civil code, the defendant can equally call to his defence that disclosure of the defamatory statements was in the general interest. This happens particularly frequently when it concerns statements expressed through the media.
- In the case-law of the Supreme Court it is explicitly recognized that a judgement debt in cases concerning statements expressed via the media constitutes an interference in the right the freedom of expression, and therefore the case law of the ECHR on legitimate grounds for this interference (Art. 10.2 ECHR) needs to be taken into account.
- When the defamatory statement in question is not a fact but a publicly expressed opinion, the Court will be particularly reserved about demanding a sentence.

Possible sanctions for defamation under civil law are:

- 1) compensation of material or immaterial damages
- 2) declaration of the wrongful or defamatory nature of the statements (by publication of the Courts judgement)
- 3) prohibition of the expression of the statements or repetition of the statements
- 4) publication of the verdict or a rectification

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

According to information provided by the Dutch authorities, a person will only be prosecuted and sentenced on the basis of defamation offences, if such a prosecution or sentence is compatible with the case-law of the European Court of Human Rights; this applies in particular with regard to the right to freedom of expression.

No progress has been reported concerning the fact that journalists may face up to 5 years imprisonment for intentional defamation of the Monarch and the royal family (FH-FP, 2004).

In the period between 2002 and 2004, a total of 4276 defamation cases were dealt with by criminal courts. In 104 of these cases, a prison sentence was imposed, of which the average duration was 13 days. The maximum prison sentence imposed was 2 months. In 3217 cases, a fine was imposed (average € 206, maximum € 1000).

It is not possible to distinguish an exact separate figure for defamation cases against journalists or media professionals, as this is not separately registered. However, the Ministry of Justice has indicated that this figure is very low and that prison sentences in these type of cases are extremely rare.

Monténégro

La diffamation a été dépénalisée au Monténégro en 2011. ⁹²

Norvège

La diffamation est une infraction pénale ; la peine maximale d'emprisonnement étant de trois ans (cinq ans en cas de diffamation de la famille royale). Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires. Des modifications des dispositions juridiques pertinentes sont à l'étude. ⁹³

La Norvège est en processus de dépénalisation de la diffamation. Les amendements y afférentes ont été adoptés par le Parlement mais pas encore entrés en vigueur.

Information on relevant legal provisions on defamation

With the Human Rights Act of 21 May 1999 no. 30, several international human rights instruments were incorporated into Norwegian domestic law. Provisions in these instruments are now part of the domestic law – and will prevail in case of a conflict with another provision in the domestic law. Among the incorporated human rights instruments are the *European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms* and the *International Covenant on Civil and Political Rights*. Both of them protect the freedom of expression and through this, also set limits for criminalization and punishment for defamation, libel and insult. In a case from 2003, the Norwegian Supreme Court stated that another case from 2002 marks that it is the European Convention and the case law of the European Court of Human Rights that today is the primary source of law when Norwegian courts are deciding how far defamatory statements can be subjected to criminal punishment or other reactions.

In 2000, chapter 19 relating to sexual felonies in the Penal Code was revised. In this process, a provision was amended stating that any person who accuses any other person of having committed some specified sexual offences, cannot be held liable pursuant to the provisions about defamation, if the accusations are made in a formal report to the police or in a confidential conversation.

A completely revised version of Section 100 of the Norwegian Constitution concerning freedom of speech was adopted by the Parliament 30 September 2004 and entered into force the same day. The general aim of this revision has been to strengthen the constitutional

⁹² Voir l'arrêt CEDH Sabanovic c. Monténégro et Serbie, n° 5995/06 relative à la période avant la dépénalisation, 31 mai 2011. Voir également l'affaire pendante communiquée Koprivica c. Monténégro, n° 41158/09.

⁹³ Voir l'arrêt CEDH Tonsbergers Blad As et Haukom c. Norvège, n° 510/04, §§ 41-47, 1er mars 2007.

protection for freedom of speech, including in the area of defamatory statements. This will enhance the effect of the developments that have already taken place in Norwegian case law.

The Penal Code is currently under revision – which also comprises the penal provisions for defamation, libel and insult. In a report to the Parliament 19 March 2004 that was presented in connection with the revision of Section 100 of the Constitution, the Government has announced that it will also propose a complete revision of the penal provisions on defamation with the aim of getting an updated legal framework. Thus the Penal Code will better express the changes that have already taken place in Norwegian case law. The Government also intends to revise the provisions concerning the protection of the security of the state, including those related to freedom of expression.

In this report, the Government is also of the opinion that criminal sanctions should be given a less prominent role in the law of defamation. In general, Norwegian criminal law is based on the view that other, less serious reactions should be considered before provisions on criminal liability are introduced or maintained. In addition, criminal liability is not considered to be an appropriate reaction when it comes to defamatory statements in particular (except for the most serious defamations). Other sanctions are considered to be more appropriate (e.g. compensation for economic losses caused by unlawful defamatory statements).

In the same report, the Government states that the possibility that individuals today have to institute criminal proceedings in defamation cases should be repealed, so that only the Public Prosecutor can institute criminal proceedings in defamation cases.

The Articles of the **General Civil Penal Code** which apply to the press include provisions prohibiting:

Defamation (including libel): Even if a statement is true, it may be punishable if the court finds that it was made without respectable intent or was otherwise improper. Sentences can be severe: in one case a newspaper was obliged to pay NOK 6 million in damages, fines and legal costs. Please refer to question 2 for statistics on recent developments.

Insults to government institutions or officials: Although this provision has not been applied for a great many years, it has not been repealed.

General Civil Penal Code

Chapter 23. Defamation

§ 246. “Any person who by word or deed unlawfully defames another person, or who is accessory thereto, shall be liable to fines or imprisonment for a term not exceeding six months.”

§ 247. “Any person, who by word or deed behaves in a manner that is likely to harm another person's good name and reputation or to expose him to hatred, contempt, or loss of the confidence necessary for his position or business, or who is accessory thereto, shall be liable to fines or imprisonment for a term not exceeding one year. If the defamation is committed in print or in broadcasting or otherwise under especially aggravating circumstances, imprisonment for a term not exceeding two years may be imposed.”

These provisions generally apply without regard to the position of the aggrieved person. The Norwegian Supreme Court has ruled that the right to freedom of expression is particularly important where public officials are concerned, and has stressed the importance of the mass media focusing on possible abuses of public authority and other unlawful acts committed by persons exercising such authority (Supreme Court Report 1999 p. 1541, 1995 p. 1127 and 1993 p. 537). The same principles have been applied when the aggrieved person is a politician, (cf. Supreme Court Report 1990 p. 257.)

§ 248. “If an offender under section 247 has acted against his better judgment, he shall be liable to imprisonment for a term not exceeding three years.

Under especially extenuating circumstances, fines may be imposed.”

§ 249.

1. “No penalty pursuant to sections 246 and 247 shall be imposed if the allegation is proved to be true.

2. Even if the truth is proved as stated in subsection 1, the allegation is criminal if it is made without any respectable reason for doing so, or if it is otherwise unwarranted because of the form or manner in which it is made or for other reasons.

3. No penalty pursuant to sections 246 and 247 shall be on any person who is under a duty or obligation to express his opinion or who has expressed his opinion in legitimately taking care of his own or another's interests if it is established that he has shown proper care in all respects.

4. Evidence of the truth of an allegation may not be given

a) for a criminal act of which the accused has been acquitted by a final Norwegian or foreign judgment,

b) if the court unanimously finds that the allegation is undoubtedly unwarranted regardless of its truth and that refusal to admit such evidence is desirable in the interests of the aggrieved person. Admission of such evidence must never be refused if the prosecuting authority or the plaintiff has indicated in advance that a penalty pursuant to section 248 will be demanded or that only civil legal claims will be pursued.

5. When evidence of the truth of an allegation is not admitted, evidence concerning whether the person indicted (the defendant) believed in or had reason to believe in the truth of the allegation is also inadmissible.”

§ 250. “If the defamation is provoked by improper conduct on the part of the aggrieved person himself, or retaliated with bodily assault or defamation, any penalty may be waived.”

§ 251. “Felonies dealt with in this chapter shall be subject to public prosecution only when the aggrieved person so requests and it is so required in the public interest. The prosecution may be limited to the submission of a demand that the defamatory statement be declared null and void (cf. section 253).

Public authorities may, however, without a request from any aggrieved person prosecute a defamatory statement that is directed against an indefinite group or a large number of persons if it is so required in the public interest.

The same applies when the defamation is committed against any person during the performance of a public service or in connection with any public service, or when any person who is or was at the time in question a public servant is accused of an act or matter which might make him liable to a penalty or loss of office.”

§ 252. “The acts that are defined as criminal in sections 247 and 248 are also punishable when committed against the memory of a deceased person. The penalty shall, however, in the cases referred to in section 247 be reduced to fines and in the cases referred to in section 248 to fines or imprisonment for a term not exceeding three months.

The spouse, parents, children, siblings, and heirs of the deceased person are entitled to request and institute a prosecution.”

§ 253.

1. “When evidence of the truth of an allegation is admissible and such evidence has not been produced, the aggrieved person may demand that the allegation be declared null and void unless it is otherwise provided by statute.

2. A claim that the allegation be declared null and void shall be summarily dismissed when the person who has made the allegation withdraws it before the main hearing in a manner that the court finds satisfactory to the aggrieved person.

3. A claim that the allegation be declared null and void shall also be summarily dismissed:

a) when the allegation is made in a judgment, order, judicial decision or other judicial act,

b) when the allegation is made by a witness during a statement in a court sitting or to the police or the prosecution authority, or by a party, legal representative, prosecutor, defence counsel, appointed expert or social inquirer or by an official employed by the prosecuting authority or the police during legal proceedings or investigation. In these cases the claim that the allegation be declared null and void shall, nevertheless, not be summarily dismissed when the court finds that the aggrieved person should have the truth of the allegation tried in declaration proceedings against the defendant or that the statement falls outside the limits of the case.

c) when the allegation is made in a written statement from the Storting's ombudsman for the public administration.

4. When a penalty for the allegation has been demanded, a claim that a statement be declared null and void cannot be summarily dismissed pursuant to subsection 2 or 3 unless the demand for a penalty is summarily dismissed or rejected.”

§ 254. “Liability for any defamation committed in a magazine or periodical printed in the realm shall not extend to any person who has only taken part in the technical production or distribution of the publication. The same applies to broadcasting.”

The two following provisions from the General Civil Penal Code concern defamatory statements against the King and the royal family, however they are dormant.

§ 101. “Any person who commits violence or any other assault against the King or the Regent, or is accessory thereto, shall be liable to imprisonment for a term of not less than two years. If serious injury to body or health is caused or attempted, imprisonment for a term not exceeding 21 years may be imposed.

Any person who defames the King or the Regent shall be liable to detention or imprisonment for a term not exceeding five years.”

§ 102. “If any felony mentioned in chapters 19,20,21,22 or 23 is committed against any member of the royal family, the custodial penalty prescribed for such felony may be doubled and imprisonment for a term not exceeding 21 years may be imposed if the usual penalty is as high as eight years' imprisonment.”

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

The Media Archive of the Norwegian Institute of Journalism has recorded 20 court decisions involving defamation the last 24 months. The defendants have won all of these cases. In 16 of the cases, media enterprises (including broadcasting companies) have been among the defendants. In two of the cases, a politician was sued, and in another two cases a journalistic source was sued. Among the alleged victims have been politicians (twice), public employees, various business people or business enterprises or private individuals.

According to oral information obtained from The Norwegian Press Association, it is likely that none of the abovementioned cases involved criminal sanctions, but rather claims for declaring the statements null and void (“mortifikasjon” in accordance with Section 253 of the General Civil Penal Code) or economic compensation for pecuniary or non-pecuniary loss.

Today it is common practice among Norwegian courts to refer to the case law of the European Court, or they refer to the recent case law of the Supreme Court that is based on the case law of the European Court. Case law from the European Court of Human Rights has thus been decisive for the state of recent Norwegian law on defamation.

Pologne

La diffamation est une infraction pénale. Une requête (Jürgen Hösl-Daum et autres c. Pologne n° 10613/07), a été communiquée le 30 janvier 2012 au Gouvernement polonais par la CEDH, avec une question spécifique⁹⁴ relative à la qualité de prévisibilité de l'article 133 du code pénal, qui prévoit une peine allant jusqu'à trois ans d'emprisonnement pour quiconque insulte publiquement la Nation ou la République polonaise.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

The Penal Code provides for criminal responsibility for defamation, which is an offence prosecuted upon motion of the injured person, although the prosecutor may join the proceedings if an important social interest so requires (Article 212.1. Whoever accuses another person, a group of persons, an institution, a legal person or an organisational unit without legal personality, of such conduct or characteristics as may degrade them in public opinion, or expose them to the loss of confidence necessary for a given position, occupation, or type of activity, shall be subject to a fine, limitation of liberty, or imprisonment for up to 1 year.) The penalty is more severe if the offence has been committed through the media (Article 212.2)

⁹⁴ “Did Article 133 of the Criminal Code meet the “quality of the law” requirements established in the Court’s case-law (cf. *Dink v. Turkey*, nos. 2668/07, 6102/08, 30079/08, 7072/09 and 7124/09, §§ 112-116, 14 September 2010; and *Altuğ Taner Akçam v. Turkey*, no. 27520/07, § 85-96, 25 October 2011)”?

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

Criminal Code

The offence of defamation (Article 212 of the Criminal Code of 1997, Chapter XXVII) is still on the books. The Criminal Code was amended on 8 June 2010 and the penalties for the offence of defamation were reduced, but the offence as such remains. For example, now there is no possibility to impose a prison sentence in case of standard defamation; this however is still possible if defamation was effected by the mass-media (up to 1 year of imprisonment). There is a campaign lead by some NGOs (supported by the Ombudsman) to decriminalise this offence but recently the Minister of Justice responded that he was in favour of maintaining it. The Constitutional Court reviewed the constitutionality of this provision but found by a significant majority that it was compatible with the Constitution (judgment of 30 October 2006, case no. P 10/06; the summary should be available in the database of the Venice Commission). Thus, currently the chances of decriminalisation of defamation are rather slim.

There are provisions in the Criminal Code which deal with the defamation of the State institutions.

Article 133 of the Criminal Code

“Anyone who insults the Nation or the Republic of Poland in public shall be subject to deprivation of liberty for up to three years.”

Article 135 § 2 of the Criminal Code

“Anyone who insults the President of the Republic of Poland in public shall be subject to the penalty of the deprivation of liberty for up to 3 years.

This provision was reviewed by the Constitutional Court on 6 July 2011 (case no. P 12/09) which found that it was compatible with the Constitutional and Article 10 of the Convention.

Article 136 § 3

Article 136. §1. Anyone who, on the territory of the Republic of Poland, commits an active assault upon the head of a foreign State, upon the head of the diplomatic representation of a foreign State, who is accredited to the Republic of Poland, or upon a person enjoying similar protection by virtue of law, treaty or generally accepted international custom, shall be subject to the penalty of deprivation of liberty for a term of between 3 months and 5 years.

§ 2. Whoever on the territory of the Republic of Poland, commits an active assault upon a person belonging to the diplomatic personnel of a mission of a foreign country to Poland, or on a consular official of a foreign country in connection with the performance of their official duties

shall be subject to the penalty of the deprivation of liberty for up to 3 years.

§ 3. The punishment specified in § 2 shall be imposed on anyone, who, on the territory of the Republic of Poland, insults the person referred to in § 1, in public,

Art. 226

Paragraph 1 penalises defamation of a public official or a person called upon to assist him, in the course of and in connection with the performance of official duties and provides a fine, restriction of liberty or deprivation of liberty for up to one year for this offence.

Paragraph 3 penalises public defamation or humiliation of the constitutional authority of the Republic of Poland and provides a fine, restriction of liberty or deprivation of liberty for up to two years for this offence.

Art. 236: “Insulting a public official or one assisting a public official in the course of and in connection with the performance of official duties,” shall be punishable by up to two years imprisonment or a fine.

Art. 270: “Publicly insulting, ridiculing and deriding the Polish nation, the Polish Republic, its political system or its principal organs,” shall be punishable by six months to eight years imprisonment.

Art. 273: If the acts prohibited in Art. 270 are committed in print or through the mass media, the punishment is one to ten years imprisonment.

Portugal

La diffamation est une infraction pénale ; la peine maximale d'emprisonnement étant de six mois (deux ans si l'infraction est commise par le moyen de la presse) Les peines peuvent être augmentées de moitié en cas de diffamation à l'encontre d'un représentant de l'Etat. La loi énonce que la vérité et l'intérêt public peuvent être invoqués comme moyen de défense en cas d'accusations de diffamation.⁹⁵

Information on relevant legal provisions on defamation

Penal Code

Article 180 of the Penal Code stipulates a penalty for defamation of up to six months of imprisonment (no minimum limit) or of a fine of up to 240 days (no minimum limit). Defamation is defined as a judgment about someone or the imputation to a person of a fact that is offensive of her honour or consideration when the perpetrator is addressing a third party. Suspicion and the reproduction of one offensive imputation or judgement are also considered defamation.

The aforementioned conduct shall not, however, be punished when the imputation is made in order to fulfil legitimate interests and the author proves the veracity of such imputation or if he has a serious basis to believe, in good faith, this imputation to be truthful (180 nr 2). Is the assertion however related to a fact concerning the intimacy of private and family life, legitimate interest and truth are not considered adequate defences, unless the defendant made

⁹⁵ Voir, par exemple, les arrêts CEDH *Conceição Leria c. Portugal*, no 4049/08, 12 avril 2011, *Azevedo c. Portugal*, n° 20620/04, 27 mars 2008.

the assertion in the exercise of a right, in the accomplishment of a duty imposed by law or legitimate order of authority or with the consent of the envisaged person (Article 180 nr 3 conjugated with Article 31 al. b) c) and d)).

Legal provisions concerning defamation are established under the assumption that the author who addresses a third party with a conscientious intention to harm, imputes facts or suspicions to another person with prejudice of her honour or consideration. The author can claim good faith as a defence, except in those cases where he did not accomplish the information duty about the truth of the imputation imposed by the circumstances (Article 180 nr 4).

Article 184 in connection with Article 132 nr 2 j of the Penal Code, establishes that the penalty may be increased to the double of its maximum and minimum limits whenever the victim is a member of a body that exercises sovereign power, of the State's Council, Minister of the republic, magistrate, member of an organ of the government of one of the Autonomous Regions, Justice Purveyor, civil governor, member of an organ of the local autarchies or of an organ or service of public authority, commander of a public force, member of a court's jury, witness, lawyer, agent of security forces or security services, public officer civil or military, public forces agent or a citizen in charged of public service, teacher or examiner or a minister of religious cult, and the claim relates to the victim, being in the exercise of his/her functions or the offence is made because of them. The same applies if the author is a public officer and acts with serious abuse of authority (Article 184 coordinated with Article 132 nr 2 j).

Article 183, nr 1 states that if the defamation is committed through means or in circumstances that facilitate its public diffusion or when the defamation is about the imputation of facts, and it is determined that the author knew that those facts where not true, the penalty shall be increased by 1/3 of its minimum and maximum limits. If the crime is committed through the media, the author may be punished with an imprisonment penalty of up to 2 years or with a fine never inferior to 120 days (Article 183 nr 2).

The court, nevertheless, may refrain from a penalty if the author explains the offensive claim before the court and the claimant considers it as satisfactory. The court refrain from a penalty if the offence was provoked by an illicit or a reprehensible act by the offended claimant.

Article 328 nr 1 provides a penalty of a maximum imprisonment of up to 3 years or a fine for offending the President of the Republic or the person who constitutionally replaces him. If the insult or defamation against the head of state are made through public speech, published writing or drawing, or through any technical public communication method (technical means that allows communication with the public), the author may be punished with an imprisonment penalty from 6 months up to 3 years or with a fine never inferior to 60 days.

In the Portuguese legal framework, defamation is considered a private crime. This means that in order to the alleged crime be submitted to trial a private accusation is required⁹⁶ (Article 188 nr 1). Such requirement does not, however, exist in those cases in which the victim is a member of a body that exercises sovereign power, of the State's Council, Minister of the republic, magistrate, member of an organ of the government of one of the Autonomous Regions, Justice Purveyor, civil governor, member of an organ of the local autarchies or of an organ or service of public authority, commander of a public force, member of a court's jury,

⁹⁶ In general, when there is a crime, the responsibility to persecute its author lies on a public prosecutor.

witness, lawyer, agent of security forces or security services, public officer civil or military, public forces agent or a citizen in charged of public service, teacher or examiner or a minister of religious cult in the exercise of his/her functions or because of those functions (Article 188 nr 1 a)).

Civil Code

Article 483 of the Civil Code imposes civil liability on the authors of illicit facts. If a person violates someone else's rights or any legal rule that protects the interests of others with prejudicial intention or negligently illicitly is obliged to compensate the harmed person for the damage caused. Article 484 of the Civil Code also foresees liability for an offence against somebody else's reputation or good name.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

In 2003, 3 971 cases of defamation, injury and other crimes against a person's honour were brought before courts and 1 494 defendants were convicted.

Currently the question of decriminalisation of defamation is still under consideration by the Portuguese authorities.

Roumanie

La diffamation a été dépénalisée en Roumanie en 2006.

Par ailleurs, le nouveau code pénal, adopté en 2010 mais pas encore en vigueur, ne contient aucune disposition incriminant l'insulte ou la diffamation.⁹⁷

Constitution

Art. 30: "6. Freedom of expression shall not be prejudicial to the dignity, honour, privacy of person, and the right to one's own image. 7. Any defamation of the country and the nation, any instigation to a war of aggression, to national, racial, class, or religious hatred, any incitement to discrimination, territorial separatism, or public violence, as well as any obscene conduct contrary to morality shall be prohibited by law."

Civil Code

Defamation, libel and insult are also civil offences. However, there are no fines for civil defamation and insult, the injured party may be granted a compensation for moral and material damages.

⁹⁷ Pour plus d'informations, voir la résolution finale du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe dans l'affaire Dalban c. Roumanie :

<http://cmiskp.echr.coe.int/tkp197/view.asp?item=3&portal=hbkm&action=html&highlight=dalban&sessionid=94975550&skin=hudoc-fr>)

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

MMA refers to statistics of the Ministry of Justice with respect to the existence, at the end of 2003, of hundreds of pending criminal cases involving journalists, mostly sued on the basis of previous Articles 205 and 206 referring to slander and insult (FreeEx Program, MMA, Annual Report, 2003). FH evaluates this number to more than 400 cases (FH-FP, 2004).

The ECtHR decided in its judgment *Cumpana and Mazare v Romania* of 10.06.2003 that the interference with the applicants' (journalists) freedom of expression was not disproportionate to the legitimate aims pursued, i.e. the protection of rights of others, especially the private life and the authority of the judiciary and concluded to the non-violation of Article 10 ECHR. A request to refer the case to the Grand Chamber was accepted on 03.12.2003 and the case was heard on the merits on 01.09.2004 (ECtHR, Press Release, 01.09.2004).

Fédération de Russie

La Fédération de Russie a dépénalisé la diffamation ainsi que l'insulte en 2011.⁹⁸

Un projet de loi visant à repénaliser la diffamation a été adopté en troisième lecture par la chambre basse du Parlement russe le 13 juillet 2012. Le projet de loi a été adopté et est entré en vigueur en Août 2012 (l'article 128 § 1 du code pénal).

Information on relevant legal provisions on defamation

Constitution

Article 23:

1) Each person has the right to the inviolability of his private life, individual and family privacy, and defence of his honour and good name.

Federal Criminal Code

Article 128_1 of the Criminal Code reintroduce defamation as a felony punishable by fines in an amount equal to approximately US\$170,000 or by forced correctional labor for a period of up to 12 weeks. The original bill, which was not passed by the legislature in that form, had provided for a five-year term of imprisonment.

The Law defines defamation as "knowing dissemination of false information hurting one's dignity and reputation" and lists four situations in which the crime is considered more serious: defamation contained in public speech, defamation conducted by an official who used his/her position, false information about one's health, and false accusations of committing a serious crime.

⁹⁸ Pour exemple d'arrêt CEDH contre la Russie en matière de diffamation, voir Aleksey Ovchinnikov c. Russie, n° 24061/04, 16 décembre 2010. ; Chemodurov c. Russie, n° 72683/01, 31 juillet 2007.

Civil Code

Article 152

Defamation and Business Reputation

- (1) "A citizen can demand in a court trial the refutation of the information denigrating his honour and dignity and business reputation, if the person responsible for disseminating this information does not prove that it corresponds to reality. On request of interested persons, the protection of a deceased person's dignity and honour can be admitted.
- (2) If information denigrating a citizen's honour, dignity and business reputation was disseminated by means of mass media, it shall be refuted in the same means of mass media. If this information is contained in a document which is sent out by an organisation, this document should be changed or withdrawn. In other cases, the court shall determine the way in which this information shall be refuted.
- (3) A citizen, whose rights or other interests protected by law have been denigrated by a means of mass media, has the right to reply in the same means of mass media.
- (4) If the court decision is not executed, the court can impose a fine on the responsible person to be paid to the State. The amount of the fine is determined by procedural legislation. The fine does not waive the responsible person's duty to carry out the court decision.
- (5) A citizen, whose honour, dignity and business reputation as protected by law have been denigrated by a means of mass media can demand not only the refutation of the information but also compensation of his/her moral damages.
- (6) If the person who disseminated the information denigrating the plaintiff's honour, dignity and business reputation cannot be identified, he has the right to file a law suit to determine that the information does not correspond to reality.
- (7) The provisions of this Article about the protection of a citizen's business reputation apply correspondingly to the protection of the business reputation of a legal entity."

Resolution of the Plenum of the Supreme Court of the Russian Federation

"About some questions arising in the court practice dealing with the defamation cases"

- (2) The term "disseminating information", denigrating honour, dignity and business reputation of the citizen or organisations ... shall be defined as publishing such information in print media, broadcast media, documentary programmes and other mass media, and as contained in employment references, public speeches, statements addressed to officials, or information disclosed, including orally, to several or even one person. If such information is addressed only to the person it concerns, it shall not be considered as dissemination.

The term "discrediting" information shall be considered as information that does not correspond to reality, denigrates a citizen's honour and dignity, contains statements which accuse a citizen or an organisation of violating the law or moral principles (such as dishonest act, improper behaviour at work, at home, and other information discrediting business or public activity, reputation, etc.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

In August 2003, the Secretary General of the Council of Europe and the OSCE Representative on Freedom of the Media called on the Russian authorities to reconsider the provisions concerning libel contained in the Criminal Code (SG / OSCE-FOM, 29.08.2003). No information is available on initiatives taken by the authorities in this context.

Articles 151 and 152 of the Civil Code and Articles 129 and 130 of the Criminal Code are still being used by public figures in order to intimidate or silence hostile media. They are a serious impediment to the practice of investigative journalism, with its potential to publicise and thus to reduce incidents of corruption and wrongdoing in public life.

On 24 February 2005 the Plenary Supreme Court of the Russian Federation adopted Resolution no. 3, which required the courts examining defamation claims to distinguish between statements of facts which can be checked for veracity, and value judgments, opinions and convictions which are not actionable under Article 152 of the Civil Code because they are expressions of a defendant's subjective opinion and views and cannot be checked for veracity (paragraph 9). Furthermore, it prohibited the courts from ordering defendants to extend an apology to a claimant, because that form of redress had no basis under Russian law, including Article 152 of the Civil Code (paragraph 18).

Saint-Marin

La diffamation est une infraction pénale ; la peine maximale d'emprisonnement étant d'une année. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques et aux fonctionnaires.

Information on relevant legal provisions on defamation

Defamation is a criminal offence, with maximum imprisonment of one year. The relevant provisions make specific reference to political figures and public officials.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

According to HRP, the law provides for freedom of speech and of the press, and the authorities generally respect these rights. An independent press, an effective judiciary, and a functioning democratic political system to ensure freedom of speech and of the press (HRP, 2003).

Serbie

En Serbie la diffamation est une infraction pénale avec une peine maximale de trois mois. La peine de prison ne s'applique que dans certains cas (par exemple la diffamation de l'Etat et de ses symboles). Il est fait état de très nombreuses poursuites pénales engagées contre des journalistes.⁹⁹

⁹⁹ Voir arrêt CEDH Filipovic c. Serbie, 20 décembre 2007 et Lepojic c. Serbie, 6 novembre 2007.

Information on relevant legal provisions on defamation

Many of the provisions in the repressive 1998 Public Information Law were found to be unconstitutional and the law was repealed in February 2001.

Criminal defamation laws remain in force.

Criminal Code

Defamation remains a criminal offence in Serbia, although following the promulgation of the new Serbian Criminal Code on 29 September 2005, prison sentences can no longer be imposed in defamation and insult cases. Imprisonment for up to three months is, however, still foreseen in cases of exposure to ridicule of the State and State symbols, foreign States and their symbols, selected international organisations, and national and ethnic groups (Articles 173 and 175).

Under the previous Criminal Code, penalties in defamation cases involved imprisonment for up to six months for insult (Article 170) and for up to three years for defamation (Article 171). The relevant changes were brought about following a long campaign by journalists and civil society groups for the replacement of prison sentences with monetary fines.

Slovaquie

La diffamation reste une infraction pénale avec une peine maximale d'emprisonnement de cinq ans même si les peines applicables ont été réduites de manière importante en 2003. Des modifications aux dispositions relatives à la diffamation ont été adoptées en 2006, avec l'entrée en vigueur du « nouveau code pénal » (loi n°300/2005).

Ainsi, l'article 154 qui prévoyait le délit d'insulte et de diffamation contre un fonctionnaire pendant l'exercice de ses fonctions a été aboli.

Le 1^{er} septembre 2009 est entrée en vigueur un nouvel amendement du code pénal, qui prévoit le nouveau délit d'incitation, de diffamation et de menace sur la base de la race, nation, nationalité, couleur de la peau, genre ou appartenance à une origine ethnique. Ce délit est passible d'une sanction d'emprisonnement allant de un à cinq ans.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

In 2005 the new Criminal Code (Act No. 300/2005) had been adopted, which came into effect on 1st January 2006 and cancelled former Criminal Code (Act No. 140/1961). New Criminal Code has brought decriminalization of defamation in following aspects:

- According to Section 154, sub. 3 of Criminal Code No. 140/1961 as amended “*Gross insults or defamation of a public officer in the exercise of his/her functions or in connection with his/her function are punishable by up to one year imprisonment or by pecuniary punishment*”. This provision had not been transposed to the new criminal legislation.
- In Section 206 of Criminal Code No. 140/1961 as amended was crime of Defamation regulated as follows:

“(1) Dissemination false information about another person, able to jeopardize his/her reputation among another citizens, namely to discredit him/her in occupation or disturb his/her family relations or cause other serious damage is punishable by up to two years imprisonment.

(2) By imprisonment from one to five years or by pecuniary punishment or by disqualification shall be punished the perpetrator, if the act stipulated under paragraph 1 has committed through press, film, radio, television or other similarly effective way.”

New definition of Defamation in Section 373 of Criminal Code No.300/2005 provides:

“(1) Dissemination false information about another person, able to jeopardize his/her reputation among another citizens, namely to discredit him/her in occupation or disturb his/her family relations or cause other serious damage is punishable by up to two years.

(2) By imprisonment from one to five years shall be punished the perpetrator, if he/she has committed act stipulated under paragraph 1

a) and causes substantial damage,

b) of a special motive,

c) publicly or

d) in the business by serious misconduct.

(3) By imprisonment from three to eight years shall be punished the perpetrator, if he/she has committed act stipulated under paragraph 1

a) and causes large scale damage or

b) and causes another person loss of employment, decline in business or divorce.”

It means that according to new legislation the pecuniary punishment and disqualification are not applicable for defamation any more. According to new Criminal Code defamation committed via media does not fall into special category, the court does not examine the means by which the act was committed but its consequences.

On the other hand new Criminal Code brought stricter measures in regards to Defamation of a nation, race or conviction. While Section 198 of former Criminal Code (No. 140/1961) provided: *“Public defamation of*

a) a nation, its language, race or an ethnic group or

b) a group of inhabitants of the republic on the grounds of their religion or because they are without any religion

is punishable by up to one year imprisonment or by pecuniary punishment.

(2) By imprisonment by up to one year shall be punished the perpetrator, if he/she has committed act stipulated under paragraph 1 with at least two other people”, new Criminal Code (No. 300/2005) in its Section 423 states:

“(1) Public defamation of

c) a nation, its language, race or an ethnic group or

d) an individual or a group of inhabitants of the republic on the grounds of their race, nation, nationality, skin colour, ethnic group, origin of a genus, religion or because they are without any religion

is punishable by imprisonment for from one to three years.

(2) By imprisonment from two to five years shall be punished the perpetrator, if he/she has committed act stipulated under paragraph 1

a) with at least two other people,

b) in conjunction with a foreign power or foreign actor,

c) as a public official

d) in a crisis situation or

b) of a special motive.”

New criminal codex extends subject matter of Defamation of a nation, race or conviction and also sets stricter punishments. Not only the group of inhabitants but also an individual is protected by law against this crime.

On 1st September 2009 came into effect the amendment of Criminal code which inter alia brought new subject matter “Incitement, defamation and menace of person on the ground of their race, nation, nationality, skin colour, ethnic group or origin of a genus”. This crime is punished by imprisonment from one to five years.

Civil Code

Law No. 40/1964 of the Official Gazette.

Protection of personality

Article 11

“Any natural person has the right to protection of his or her personality, in particular of his or her life and health, civil and human dignity, privacy, name and personal characteristics.”

Article 13

(1) “any natural person has the right to request that unjustified infringement of his or her personal rights should be stopped and the consequences of such infringement eliminated, and to obtain appropriate satisfaction.”

(2) “In cases when the satisfaction obtained under Article 13 (1) is insufficient, in particular because a person’s dignity and position in society has been considerably diminished, the injured person is entitled to compensation for non-pecuniary damage.”

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

In April 2003, Parliament repealed a controversial section in the Criminal Code that allowed public officials to press criminal charges for defamation, which ended an ongoing case against a journalist (HRP, 2003). According to the authorities, Article 154/2 of the Code is now the only provision of the Criminal Code, among those criticised on this subject, which remains in force (INDEX, 02.2002).

A new draft Criminal Code is currently being elaborated in Parliament and should enter into force by April 2005. This reform should fully integrate European standards.

On 20.07.2004, the ECtHR found a violation of Article 10 ECHR in the *Hrico v. Slovakia* case. The applicant was a publisher and editor-in-chief of a newspaper which, in 1994 and 1995, published three articles concerning an action in defamation that had been brought before the Slovak courts by a Minister against a writer who had published a statement alleging, among other things, that the Minister had a fascist past. The applicant expressed in his articles the view that the judge, who presided over the Supreme Court in the defamation case, had reached his decision in the case well before judgment was delivered. Reference was also made to the fact that the name of the judge was on the list of candidates of a political party, which had specific views on the period with which the case was concerned. The domestic courts held that the terms used clearly showed that the purpose of the statements had

been to offend, humiliate and discredit the person criticised. The ECtHR noted that the regional court expressly recognised that where a judge failed to withdraw from a case in which the decision was linked to his political views, he deliberately exposed himself to the threat of criticism by the public. The ECtHR considered that it could not be said that the purpose of the statements in question had been to offend, humiliate and discredit the person criticised.

Slovénie

La diffamation est une infraction pénale. Dans certains cas, le défendeur peut invoquer comme moyen de défense la vérité et la bonne foi. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement au Président, à la République et aux symboles de l'Etat ainsi que des chefs d'Etat étrangers.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

Chapter 18 of the Criminal Code (Ur. I. RS., Nos. 63/94, 70/94 – amendments, 23/99) is devoted to criminal offences against the honour and reputation. The object of the legal protection against criminal offences provided in this chapter is the honour, good name and reputation of various subjects.

Five basic criminal offences involving various types of attack against the honour and reputation are defined (Articles 169 to 173 of the Criminal Code). Two alternative penalties of a fine or a prison sentence (of varying lengths) are always provided for. All criminal offences listed below are committed against individuals; however, the criminal offences of insult, slander or defamation can be committed against legal entities or bodies which are not legal entities (for example, state authorities) as well. For any of the five offences prosecution is instigated upon the filing of a private motion. When such actions are committed against a state body or official or a military official in connection with the performance of their office in an individual body, prosecution is instigated at the initiative of the injured party in the case in question. In these cases, prosecution is carried out ex officio, but only provided the injured party has filed a complaint.

Art. 169: Insult

An insult may be verbal, real or symbolic and must be directed against a specific person. It is committed either verbally or expressed through action and is not supported by fact, which is why it is not permitted to ascertain the truth in the procedure. The second paragraph of Article 169 of the Criminal Code defines so-called “qualified insult”, which is an insult committed through the press, radio, television or other means of mass media; the third paragraph defines exclusion of unlawfulness under certain conditions.

Art. 170: Libel

The criminal offence of libel is committed by making assertions or circulating false information about events, characteristics, relationships or situations when the perpetrator is aware that these are false. A prison sentence is prescribed for libel of such a nature when it

can have grave consequences for the victim (no alternative penalty of a fine is provided for here).

Art. 171: Slanderous accusations

This criminal offence relates to making false assertions and circulating untruths when the perpetrator is unaware that they are false. The perpetrator may during the procedure prove either that the assertions he made were true or that he had justified reasons for believing that what he was asserting or circulating was true.

Art. 172: Gossiping

The criminal offence of gossiping encroaches on the most personal sphere of human beings, i.e. their intimate and family lives. With the exception of cases from the fifth paragraph of this Article, it is not permitted to ascertain the truth in the procedure. The fifth paragraph of the Article 172 provides that whoever asserts or circulates any matter concerning the personal or family affairs of another person in the exercise of an official duty, political or other public activity, at the defence of any right or the protection of justified benefits, shall not be punished, provided he proves either the truth of his assertions or that he had reasonable grounds for believing in the truthfulness of what was asserted or circulated.

Art. 173: Reproaching of a criminal offence

As indicated, these criminal offences can also be committed against legal entities and state authorities, which is why there should be no need to define special criminal offences to protect the honour and reputation of specific individuals or legal entities. However, the Slovenian Criminal Code defines as criminal special offences committed against the honour and reputation of the Republic of Slovenia, its symbols and the President of the Republic, as well as against the presidents of other countries, their representatives and symbols. The protection provided by the provisions cited herein is narrower in its scope, since criminal offences under Articles 174 to 176 of the Criminal Code need to be committed publicly to be an offence.

Art. 174: Disparagement of the Republic of Slovenia

In addition to the Republic of Slovenia, protection against this type of criminal offence is enjoyed by the President of the Republic only and not by other high-ranking bodies or their representatives – these are guaranteed protection within the provisions on basic criminal offences. If a criminal offence under Article 174 of the Criminal Code has been committed, the prosecution is instigated ex officio.

Art. 175: Disparagement to a foreign country or international organisation

Foreign countries, international organisations and their representatives and symbols are afforded the same protection as the Republic of Slovenia and its President; prosecution for such criminal offences can only be instigated by the public prosecutor with the permission of the minister of justice.

Art. 176: Disparagement of the Slovene people or national communities

This Article provides that whoever publicly commits any of the offences under Articles 169 to 173 against the people of Slovenia or against the Hungarian or Italian national communities living in the Republic of Slovenia, shall be punished by a fine or prison sentence of not more than one year.

Espagne

La diffamation (sous l'intitulé "injures" et "calomnies") est une infraction pénale ; la peine maximale d'emprisonnement étant de deux ans. La loi énonce que le défendeur peut invoquer comme moyen de défense la vérité et la bonne foi.

Le code pénal espagnol prévoit le délit d'injures dans les articles 208-210 et le délit de calomnies dans ses articles 205-207. L'article 211 dispose que lorsque ces délits sont commis par voie de presse, de diffusion télévisuelle ou tout autre moyen du même ordre, la peine sera aggravée. L'injure au Roi est également un délit, il est prévu à l'article 490 du code pénal espagnol.¹⁰⁰

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

In Spain, defamation is regulated in the Criminal Code of 1995, in its XI Title, under the heading of "Crimes against honour".

The code distinguishes between calumny (Article 205 - 207) and insult (Article 208 - 210).

Calumny (slander) is attributing a crime to another knowing that it is false or with reckless disrespect for the truth. It can be punished with prison sentences between six months and two years or fines.

The defence for a person accused of slander will be proving that the crime was committed. In such cases, the person will be exempted from any penalty.

Insult is harming another person's dignity, fame or damaging his/her self-esteem. Insult is only considered as a crime when by its nature, effects and circumstances, it is considered as serious. Insult will not be considered serious unless it is committed with knowledge of its falsehood or reckless disrespect for truth.

Serious insult committed with publicity will be punished with fines (of varying amounts).

The person accused of insult will be exempted from all responsibility by proving the truth of the accusations when these were made against civil servants concerning the exercise of their functions or related to administrative infractions.

The general provisions on defamation, applicable to both calumny and insult, appear in Articles 211-216. In these provisions it is inter alia stipulated that calumny/insult will be considered public when the accusation was disseminated via the press, broadcasting or similar means. In the latter circumstances, the owner of the media entity can be made jointly responsible (civil responsibility).

¹⁰⁰ Pour plus de détails, voir l'arrêt CEDH Otegi Mondragon c. Espagne, n° 2034/07, §§27-29, 15 mars 2011. Cet arrêt contient également des références aux textes pertinents du Conseil de l'Europe dans ses paragraphes 30-31.

Les dispositions pertinentes du code pénal (tel que modifié par la loi organique n° 10/1995 du 23 novembre 1995) sont les suivantes :

Article 208

« Constitue une injure l'action ou l'expression qui blesse la dignité d'autrui en portant atteinte à sa réputation ou à son estime de soi.

Seule est constitutive d'un délit l'injure qui, par sa nature, ses effets et son contexte, est selon le sens commun considérée comme étant grave (...) »

Article 209

« L'injure grave à caractère public est punie d'une amende de six à quatorze mois et, dans un autre cas, d'une amende de trois à sept mois ».

4. Pour le délit d'injure au roi, l'article 490 du code pénal prévoit les peines indiquées ci-après :

Article 490

« (...) 3. Quiconque calomnie ou injurie le roi ou l'un quelconque de ses ascendants ou descendants, la reine consort ou le consort de la reine, le régent ou un membre quelconque de la régence, ou le prince héritier de la Couronne, dans l'exercice de ses fonctions ou en raison ou à l'occasion de celles-ci, est puni d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans, si la calomnie ou l'injure sont graves, et d'une amende de six à douze mois si elles ne le sont pas ».

Cette disposition figure dans le titre XXI du livre II du code pénal (« Délits contre la Constitution ») et dans le chapitre II de ce titre (« Délits contre la Couronne »).

5. Les articles 496 et 504 du code pénal prévoient le délit d'injure grave au Parlement, au Gouvernement ou à d'autres institutions de l'État. Ces textes figurent dans le titre XXI du livre II du code pénal (« Délits contre la Constitution ») et dans le chapitre III de ce titre (« Délits contre les institutions de l'État et la séparation des pouvoirs »).

Article 496

« Quiconque injurie gravement les *Cortes Generales* [Congrès des députés et Sénat] ou une assemblée législative d'une Communauté autonome (...) sera puni d'une amende de douze à dix-huit mois (...) »

Article 504

« Quiconque calomnie, injurie ou menace gravement le Gouvernement de la nation, le Conseil général du pouvoir judiciaire, le Tribunal constitutionnel, le Tribunal suprême, le Conseil du gouvernement ou le Tribunal supérieur de justice d'une Communauté autonome est passible d'une amende de douze à dix-huit mois (...) »

Civil Code

En plus du régime pénal, en Espagne il y a une protection civil face à la diffamation au travers de la Loi Organique 1/1982, de Protection civil du droit à l'honneur, à l'intimité personnelle et familial et à la propre image (Ley Orgánica 1/1982, de 5 de mayo, de Protección civil del derecho al honor, a la intimidad personal y familiar y a la propia imagen).

Cette Loi protège civilement ce droit face à toutes les intromissions illégitimes, dont l'article 7 mentionne spécifiquement : l'imputation des jugements de valeur à travers d'actions ou expressions que de toute façon lèsent la dignité d'autre personne, en amoindrissant sa réputation ou en attendant contre son amour-propre.

Selon l'article 9.2, cette protection civile consiste en la condamnation à indemniser les préjudices occasionnés; et l'article 9.3 dit qu'il y a présomption de l'existence d'un préjudice chaque fois qu'on accrédite une intromission illégitime, et on élargira l'indemnisation au dommage moral, compte tenu des circonstances du cas et la gravité de la lésion effectivement produite. Pour cela on tiendra en compte, en tout cas, la diffusion ou l'audience du média par le biais duquel on l'a produit.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

La Loi Organique 15/2003, de 25 de novembre, a modifié le Code Pénale en introduisant quelques modifications de ces type de délits, dont on peut remarquer la modification de l'article 206 CP: augmentation du montant minime de l'amende applicable au délit de calomnie avec publicité et les montants minimes et maximes de celles applicables au délit de calomnies sans publicité. On a introduit la persécution commis d'office de ces types de délits quand les lésés fussent des fonctionnaires publiques ou autorités en l'exercice de leurs places.

Dans l'ordre civil on peut remarquer que la Disposition finale 4^a de la Loi Organique 10/1995, de 23 de novembre, qu'a adopté le Code Pénale, a donné une nouvelle rédigée à l'article 7.7 de la Loi Organique 1/1982 : on considère comme une intromission illégitime à l'honneur les imputations des faits ou manifestation des jugements de valeur que lèsent la dignité d'outre personne, en amoindrissant sa réputation ou en attentant contre son amour-propre.

Il s'agit d'une modification pour adapter l'intromission illégitime au nouveau type délictueux des injures établie dans l'article 208 CP.

RSF and IPI reported (IPI, 21.07.2004; RSF, 21.07.2004) that, in June 2004, the Supreme Court upheld the conviction of a daily newspaper for insulting the former King of Morocco. The daily had written that the former King had been involved in drug-trafficking and although the court recognised that the accusations were truthful, it convicted the daily for having harmed the former King's reputation. Reference has to be made to the ECtHR judgment *Colombani and others v. France* of 26.02.2002, in which a violation of Article 10 ECHR was found on similar grounds.

Suède

La diffamation est une infraction pénale qui figure dans la Loi sur la liberté d'expression, disposition constitutionnelle. La loi énonce que la vérité et l'intérêt public peuvent être invoqués comme moyen de défense en cas d'accusations de diffamation.

Information on relevant legal provisions on defamation

The Freedom of the Press Act (Constitutional provision)

Chapter 7 on offences against the freedom of the press

Art. 4. "With due regard to the purpose of a universal freedom of the press as set forth in Chapter 1, the following acts shall be regarded as offences against the freedom of the press if they are committed by way of printed matter and if they are punishable under law:

14. libel, whereby a person alleges another is a criminal or is blameworthy in his way of life, or otherwise communicates information liable to expose the other to the contempt of others, and, if the person libelled is deceased, to cause offence to his survivors or which might otherwise be considered to violate the sanctity of the grave except, however, in cases in which it is justifiable having regard to the circumstances, or in order to provide information in the matter concerned, and proof is presented that the information was correct or that there were reasonable grounds for it; and

15. insulting words or behaviour, whereby a person insults another by means of offensive invective or allegations or by any other insulting behaviour towards him.”

Both criminal and civil actions may be brought under the law on libel. Criminal actions may be brought by either public or private prosecution. Public prosecutions are rare and must be conducted by the Chancellor of Justice. Normally, public prosecutions are only brought when the injured party is a civil servant in this capacity. For example, the Chancellor has prosecuted cases where police officers were libelled in the line of duty. Individuals normally sue jointly for criminal liability and civil damages.

Opinions. Opinions or value judgements about a person can never be libellous. If formulated in a very insulting way, they may be judged as an affront (although there are few cases to illustrate this). If an opinion is based on implicitly expressed facts, it may thereby constitute a libel.

Defence: Truth, Public Interest and Public Figures

The key issue in many libel actions is whether the publication was "justifiable". A publication is justifiable when the public interest in the information (not to be confused with the interest of the public or general curiosity) overrides the interest in protecting the person concerned. For example, it would be considered justifiable to publish information about a minor tax fraud committed by a politician, whereas it would be considered unjustifiable to publish the same information concerning a person with no public record.

Institutions. Companies, organisations and government authorities have no rights under the law on libel. As a result, the press enjoys great freedom in scrutinizing and criticizing government, business corporations, unions and other institutions.

Insults to government institutions or officials. There is no criminal law protecting government institutions from insults or libellous statements.

The last remnant of such legislation disappeared in the mid-1970s when a provision which prohibited the "belying of state authority" was abolished on the grounds that, in a democratic society, government institutions should be open and responsive to all criticism, even when based on lies. Although government officials enjoy protection under the law on libel, actions on their behalf are rarely brought.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

According to HRP, the independent media remained active and expressed a wide variety of views without restriction (HRP, 2003).

Suisse

La diffamation est une infraction pénale passible d'une peine maximale de 180 « jour-amende ». Jusqu'en 2007, le code pénal prévoyait une peine d'emprisonnement de six mois (article 173 du code pénal). La loi énonce que la vérité et la bonne foi ne peuvent être invoquées comme moyen de défense que dans le cas où l'intérêt général est prouvé.

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Code

21 December 1937 (as amended at 24 September 2002)

Livre deuxième: Dispositions spéciales

Titre troisième: Infractions contre l'honneur et contre le domaine secret ou le domaine privé

Art. 173

1. « Celui qui, en s'adressant à un tiers, aura accusé une personne ou jeté sur elle le soupçon de tenir une conduite contraire à l'honneur, ou de tout autre fait propre à porter atteinte à sa considération, celui qui aura propagé une telle accusation ou un tel soupçon, sera, sur plainte, puni de l'emprisonnement pour six mois au plus ou de l'amende.
2. L'inculpé n'encourra aucune peine s'il prouve que les allégations qu'il a articulées ou propagées sont conformes à la vérité ou qu'il avait des raisons sérieuses de les tenir de bonne foi pour vraies.
3. L'inculpé ne sera pas admis à faire ces preuves et il sera punissable si ses allégations ont été articulées ou propagées sans égard à l'intérêt public ou sans autre motif suffisant, principalement dans le dessein de dire du mal d'autrui, notamment lorsqu'elles ont trait à la vie privée ou à la vie de famille.
4. Si l'auteur reconnaît la fausseté de ses allégations et les rétracte, le juge pourra atténuer la peine ou exempter le délinquant de toute peine.
5. Si l'inculpé n'a pas fait la preuve de la vérité de ses allégations ou si elles étaient contraires à la vérité ou si l'inculpé les a rétractées, le juge le constatera dans le jugement ou dans un autre acte écrit. »

Art. 174

- 1.134 « Celui qui, connaissant la fausseté de ses allégations, aura, en s'adressant à un tiers, accusé une personne ou jeté sur elle le soupçon de tenir une conduite contraire à l'honneur, ou de tout autre fait propre à porter atteinte à sa considération, celui qui aura propagé de telles accusations ou de tels soupçons, alors qu'il en connaissait l'inanité, sera, sur plainte, puni d'emprisonnement ou d'amende.
2. La peine sera l'emprisonnement pour un mois au moins si le calomniateur a, de propos délibéré, cherché à ruiner la réputation de sa victime.
3. Si, devant le juge, le délinquant reconnaît la fausseté de ses allégations et les rétracte, le juge pourra atténuer la peine. Le juge donnera acte de cette rétractation à l'offensé. »

Art. 175

- 1 « Si la diffamation ou la calomnie vise une personne décédée ou déclarée absente, le droit de porter plainte appartient aux proches du défunt ou de l'absent.

2 Toutefois, aucune peine ne sera encourue s'il s'est écoulé plus de trente ans depuis le décès ou la déclaration d'absence. »

Art. 176

« A la diffamation et à la calomnie verbale sont assimilées la diffamation et la calomnie par l'écriture, l'image, le geste, ou par tout autre moyen. »

Art. 177

1 « Celui qui, de toute autre manière, aura, par la parole, l'écriture, l'image, le geste ou par des voies de fait, attaqué autrui dans son honneur sera, sur plainte, puni d'emprisonnement pour trois mois au plus ou à une amende.

2 Le juge pourra exempter le délinquant de toute peine si l'injurié a directement provoqué l'injure par une conduite répréhensible.

3 Si l'injurié a riposté immédiatement par une injure ou par des voies de fait, le juge pourra exempter de toute peine les deux délinquants ou l'un d'eux. »

Art. 178

1 « Pour les délits contre l'honneur, l'action pénale se prescrit par quatre ans

2 L'article 29 demeure applicable en ce qui concerne la plainte. »

"L'ex-République yougoslave de Macédoine"

La diffamation est une infraction pénale passible d'une peine d'emprisonnement maximale de trois ans. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement à la nation, à son drapeau, à son blason ou à son hymne national et à son peuple, ou portant offense à la réputation d'un Etat étranger ou d'une organisation internationale. De nombreuses actions en diffamation continuent d'être intentées contre des journalistes.

Information on relevant legal provisions on defamation

The latest legislative changes concerning defamation were made in September 2009. According to the amendments of the Criminal Code as of May 2006 ("Official Gazette of the Republic of Macedonia" No. 60/2006), prison sentence could no longer be imposed for plain libel and insult. However, imprisonment could be ordered for aggravated form of libel, namely in case it causes severe consequences for the life or health of the damaged or a person close to him and for an insult via a computer system, mocking a person or a group on the basis of race, skin colour, national or ethnic background. The Criminal Code provides for a three-year maximum prison sentence for libel and for insult, a year. There are no specific provisions protecting government officials and/or public figures, but imprisonment is provided in case of defamatory statements made against the State, the Macedonian people and members of other ethnic communities, against judiciary and a foreign State and its symbols, as well as against an international organisation and its representatives.

Defamation is regulated by the Criminal Code (the criminal aspects) and the Law on Obligations (the civil aspects, namely compensation of damages).

The 1996 Criminal Code (“Official Gazette of the Republic of Macedonia” No. 37/96) has so far been amended on several occasions. For instance, the 1999 amendments (“Official Gazette of the Republic of Macedonia” No. 80/99) reduced the fine, the amount of which remained considerably high compared to the average salary (twice to six times the average salary). According to the 2004 amendments of the Criminal Code (“Official Gazette of the Republic of Macedonia” No. 19/2004), a fine may be imposed and its amount is determined by a court.

Criminal Code

Crimes against honour and reputation are regulated in Chapter 18 (Articles 172 - 185). Articles 172-177 were amended in 2004, 2006 and 2009. Articles 178-183 have not been changed in substance since 1996 (Insult of the reputation of the state, mockery of the nation and the ethnic communities; insult to the reputation of the court and the judge; insult of the reputation of the foreign state, its flag, coat of arms, anthem or a foreign state leader or diplomatic representative; insult of an international organisation).

18. Crimes against honour and reputation

Defamation

Article 172

(1) “A person who expresses or spreads some untruth about another, which could damage his honour and reputation, shall be punished with a fine.”

(2) “If the untruth that is expressed or spread is of such significance that it caused or could have caused severe consequences for the life and health of the damaged, the offender shall be punished with imprisonment of three months to three years.”

(3) “If the accused proves the truth of his statement, or if he proves that he had founded reason to believe in the truthfulness of what he had stated or spread, he shall not be punished for defamation.”

(5) “A person who falsely expresses or spreads about another that he has committed a crime which is prosecuted in the line of duty, shall be punished for defamation, even though he had had founded reason to believe in the truthfulness of what he expressed or spread, if the expression or spreading is not done under the conditions from article 176, item 2. The truthfulness of the fact that another has committed a crime for which he is prosecuted in line of duty may be proved only with a sentence that has come into effect and with other evidence only if the prosecution of the trial is not possible or is not allowed.”

Insult

Article 173

(1) “A person who insults another shall be punished with a fine.”

(2) A person who exposes another to a public mockery, by means of information system, because of his belonging to a group different in its race, skin colour, national or ethnic background, or exposes the group of persons characterized with one of these features to mockery, shall be punished with a fine or with imprisonment of up to one year.”

Expressing personal or family circumstances

Article 174

(1) “A person who expresses or spreads something from the personal or family life of some person which could harm the reputation of that person, shall be punished with a fine.”

(2) “If what is expressed or spread is of such significance that it caused or could have caused severe consequences for the damaged, the offender shall be punished with imprisonment of three months to three years.”

(3) “The truthfulness or falsehood of what is being expressed or spread in regard to the personal or family life of some person cannot be proven, except in the case of article 176, item 3.”

Slight with reproach about a crime

Article 175

(1) “A person who intending to slight another, reproaches him that he has committed some kind of crime, or that he has been sentenced for some kind of crime, or he expresses this to another with the same intention, shall be punished with a fine, or with imprisonment of up to three months.”

No punishment of crimes from articles 172 to 175

Article 176

(1) “A person shall not be punished who expresses himself insultingly about another in a scientific, literary or artistic work, in a serious piece of critics, in performing an official duty, journalist vocation, political or some other social activity, in defence of the freedom of public expression of opinion or other rights or during protection of public interest or other justified interest, if it can be concluded from the manner of expression or from other circumstances, that it does not have the meaning of insult and has not caused significant damage to the honour and reputation of the person”

(2) In the cases from item 1 of this Article, a person reporting about something publicly announced by another, as well as a person prevented from exercising the right to access to information of public character against the provisions on free access to information, which he calls upon in his defence, shall not be sentenced for defamation.

(3) In the cases from item 1, no sentence shall be imposed to a person expressing or spreading that another has committed a crime being *ex officio* prosecuted, although lacking final judgment (Article 172, paragraph 4), if he/she proves to have firm grounds to believe in the truthfulness of what was expressed or spread.

(4) The offender shall not be sentenced for expressing or spreading personal or family conditions, as referred to in the cases of paragraph 1, if he proves the truthfulness of his claim or if he proves to have firm grounds to believe in the truthfulness of what he has expressed or spread.

(5) No sentence shall be imposed for slight with reproach for crime to a person who reproaches another to have committed a crime or to have been convicted for crime in defence of a right or protection of the public interest."

Pronouncing a court reprimand for crimes from articles 172 to 175

Article 177

(1) “The court may pronounce a court reprimand to the perpetrator of a crime from articles 172 to 175, especially if the offender was provoked with an indecent or rude behaviour by the damaged.”

(2) “If the insulted person returned the insult, the court may punish both or one side or it may pronounce a court reprimand.”

(3) If the offender apologizes to the damaged at court, in cases regarding the acts stipulated in Articles 172 item 1, 173 item 1, 174 item 1 and 175, and in cases of acts stipulated in the

Article 172 item 1 and 174 item 1 if at court he recalls the expressed and spread, his punishment shall be acquitted."

Offending the reputation of the Republic of Macedonia

Article 178

"A person, who with the intention to ridicule shall publicly make a mockery of the Republic of Macedonia, its flag, arm or anthem, shall be punished with imprisonment of three months to three years."

Ridiculing the Macedonian people and the nationalities

Article 179

"A person, who with the intention to ridicule shall publicly make a mockery of the Macedonian people and the nationalities, shall be punished with imprisonment of three months to three years."

Offending the reputation of the court

Article 180

"A person who in a procedure before the court ridicules the court, the judge or the jury-judge, or who commits this in a written submitted paper to the court, shall be punished with a fine, or with imprisonment of up to one year."

Offending the reputation of a foreign state

Article 181

"A person, who with the intention to ridicule shall publicly make a mockery of a foreign state, its flag, arm or anthem, or the head of a foreign state or a diplomatic representative of a foreign state in the Republic of Macedonia, shall be punished with a fine, or with imprisonment of up to three years."

Offending the reputation of an international organization

Article 182

"A person, who with the intention to ridicule shall publicly make a mockery of an international organization, or its representatives, shall be punished with a fine, or with imprisonment of up to three years."

Prosecution for crimes against the reputation of a foreign state and an international organization

Article 183

"The prosecution of crimes from articles 181 and 182 is undertaken upon request from the foreign state, respectively the international organization, and after permission from the Minister of Justice."

Prosecution of crimes against the honour and reputation

Article 184

- (1) "The prosecution of crimes from articles 172 to 175 is undertaken upon private suit.
- (2) If the crimes from articles 172, 173 and 174 are committed against a deceased person, the prosecution is undertaken upon private suit from the marital partner, the children, parents, brothers or sisters of the deceased person, adopter, adoptee or another person with which the deceased person lived in a common household with the deceased person."

Publication of a court sentence

Article 185

“When sentencing a crime perpetrated through the public media, the court shall decide, upon the request from the complainant, that the court sentence or an excerpt from it to be published, for the account of the condemned, through the same media or in other appropriate manner if the publication through that media is not possible.”

Current situation (May 2012)

- The liability of companies and editors for defamation/insult is excluded or extremely restricted. This means that journalists, rather than media owners or editors in chief, are **personally liable** in defamation cases relating to media. According to statistics from the Ministry of Justice, the average fine imposed in 2010 was € 320 in cases not involving journalists and € 1,000 in cases involving journalists. In October 2011 the editor of Fokus magazine was ordered to pay €15,000 to Mr Milososki, former Minister of Foreign Affairs, for insulting him in a headline.
- According to Ministry of Justice figures, 13 prison sentences were pronounced for defamation/insult in 2009, 9 in 2010 and 1 in the first half of 2011. These did not involve journalists. We have no information on what types of cases would have been so aggravated as to warrant a prison sentence.
- The number of defamation/insult cases raised in court every year is around 500-600, with a steady proportion of around 20-25% of such proceedings being initiated against journalists. Around 40-50% are dismissed. Only a small proportion result in penalties of fines/damages against journalists.
- One way of reducing the number of (unsuccessful) defamation/insult cases clogging up the criminal courts would be to strengthen other means for injured parties to get a remedy (eg. through "right to reply or correction", complaint to a regulatory body, civil litigation etc).
- The Association of Journalists and NGOs claim that most defamation actions against journalists (up to 90%) are filed by politicians or persons representing them. The authorities claim that most actions against journalists are filed by other journalists.
- The Ministry of Justice has been working with the Association of Journalists to discuss concrete proposals including either amending the Criminal Code to make the definitions more precise or shifting them to the civil legislation; as well as discussing issues like the high level of fines, the need for courts to apply ECtHR principles and the unreasonable length of court proceedings.

Turquie

D’après le code pénal de 2005, la diffamation est une infraction pénale: la peine maximale d’emprisonnement étant de deux ans pour l’insulte et de trois ans pour la diffamation (quatre ans en cas de diffamation et insulte au Président). Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux hommes politiques, aux fonctionnaires, aux

symboles de l'Etat ainsi qu'à la nation et la République turque. Un certain nombre de journalistes demeurent emprisonnés ou sont actuellement poursuivis au pénal pour diffamation.¹⁰¹

Information on relevant legal provisions on defamation

Criminal Law

The Turkish Criminal Law No. 5237 was adopted by the Turkish Grand National Assembly on 26 September 2004. The Law came into force on 1 June 2005.

Article 125 of the new Criminal Law, which is part of the section of crimes against persons, regulates acts of defamation and libel. Paragraph 1 of the Article foresees a penalty of a maximum of 2 years imprisonment for defamation. If the act is committed publicly, the penalty will be increased by 1/6.

On 8 July 2005, Law No. 5377 was introduced and deleted a provision in the Criminal Law which had foreseen an increase in a penalty for defamation and libel made via the press and electronic media by 1/3.

Article 299 of the new Criminal Law stipulates increased criminal liability (from 1 to 4 years imprisonment) for defaming, libelling and insulting the President of the Republic.

Article 300 of the new Criminal Law stipulates from one to three years imprisonment for publicly insulting state symbols.

Former Article 301 of the Turkish Criminal Code reads as follows:

- “1. A person who publicly denigrates Turkishness, the State of the Republic of Turkey or the Grand National Assembly of Turkey shall be sentenced to a penalty of imprisonment for a term of six months to three years.
2. A person who publicly degrades the Government of the Republic of Turkey, the judicial bodies of the State or the military or security organisations of the State shall be sentenced to a penalty of imprisonment for a term of six months to two years.
3. In cases where denigration of Turkishness is committed by a Turkish citizen in another country the punishment shall be increased by one third.
4. The expression of an opinion for the purpose of criticism does not constitute an offence.”

The new text of Article 301 of the Turkish Criminal Code, as amended on 29 April 2008, reads as follows:

- “1. A person who publicly degrades the Turkish nation, the State of the Republic of Turkey, the Grand National Assembly of Turkey, the Government of the Republic of Turkey or the judicial bodies of the State, shall be sentenced to a penalty of imprisonment for a term of six months to two years.
2. A person who publicly degrades the military or security organisations of the State shall be sentenced to a penalty in accordance with paragraph 1 above.
3. The expression of an opinion for the purpose of criticism does not constitute an offence.

¹⁰¹ Voir arrêts CEDH *Firat Dink c. Turquie*, n°s 2668/07, 6102/08, 30079/08, 7072/09 et 7124/09, 14 septembre 2010 ; *Altug Taner Akcam c. Turquie*, n° 27520, 25 octobre 2011 ; *Artun et Güvener c. Turquie*, n° 75510/01, 26 juin 2007, où il est également fait référence aux textes du Conseil de l'Europe relative à la dépénalisation de la diffamation (§ 16).

4. The conduct of an investigation into such an offence shall be subject to the permission of the Minister of Justice.”

Law of Obligations

The Law of Obligations gives a person the right to request material and / or moral compensation for damages arising from defamation. A new Law of Obligations will enter in force on 1st July 2012.

Law No. 3984 on the Establishment of Radio and Television Enterprises and their Broadcasts (“RTÜK”) has been modified on 15 february 2001 (law no 6112).

A person who is a victim of defamation can request the right of reply or a rectification.

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

Ukraine

La diffamation a été dépénalisée en 2001¹⁰². Un certain nombre d'actions ont cependant été intentées au civil (en 2003) pour diffamation du Président ou de fonctionnaires qui ont débouché sur l'octroi de dommages et intérêts excessivement élevés. Les dispositions pertinentes se réfèrent spécifiquement aux symboles de l'Etat. La loi sur la radio et télé-diffusion a été révisée le 12 janvier 2006.¹⁰³

Information on relevant legal provisions on defamation

Constitution (1996)

Chapter II: *Human and Citizens' Rights, Freedoms and Duties*

Article 32

“Everyone is guaranteed judicial protection of the right to rectify incorrect information about himself or herself and members of his/her family, and of the right to demand that any type of information be expunged, and also the right to compensation for material and moral damages inflicted by the collection, storage, use and dissemination of such incorrect information.”

¹⁰²En juillet 2012, un projet de loi visant à amender le code pénal et le code de procédure pénale de la république d'Ukraine en matière de diffamation a été présenté au Parlement. Le projet qui prévoyait la repénalisation de la diffamation a été rejeté en Octobre 2012.

¹⁰³ Voir l'arrêt CEDH Editorial Board of Pravoye Delo et Shtetel c. Ukraine, n° 33014/05, 5 mai 2011, avec les références à la Recommandation CM/Rec(2007)16 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les mesures visant à promouvoir la valeur de service public de l'Internet.

Article 338. *Outrage against state symbols*

1. "Public outrage against the National Flag of Ukraine, the National Coat of Arms of Ukraine or the National Anthem of Ukraine, shall be punishable by a fine up to 50 tax-free minimum incomes, or arrest for a term up to six months.
2. public outrage against an officially installed or raised flag or coat of arms of a foreign state, shall be punishable by a fine up to 50 tax-free minimum incomes, or arrest for a term up to six months."

Civil Code

Article 277. Disproof of Untruthful Information

1. "A natural person, whose personal non-property rights were violated due to dissemination of untruthful information about him/her and his/her family members, shall have the right to response and to disprove this information.
2. The right to response and disprove the untruthful information about the person who is dead shall belong to his/her family members, relatives and other concerned persons.
3. Disseminated negative information about the person shall be considered untruthful.
4. Disproof of untruthful information shall be realised by the person who disseminated such information.

Disseminator of the information submitted by an official person performing his/her official duties shall be a legal entity, for which such an official person works.

If the person who disseminated untruthful information is unknown, the natural person whose right is violated may go to court to ascertain the fact of untruthful information and to disprove it.

5. If a document issued by a legal entity contains untruthful information, such document must be withdrawn.

6. A natural person whose personal non-property rights were violated in the press or other mass media shall have the right to response, as well as to disprove such information in the same mass medium by the procedure stipulated by the law.

If the response and disproof in the same mass medium is impossible due its termination, such response and disproof must be promulgated in the other mass medium at the expense of the person who disseminated the untruthful information.

Disproof of untruthful information shall be realized irrespective of the blame of the person who disseminated it.

7. Disproof of untruthful information shall be made in the same manner as its dissemination."

Article 302. The Right to Information

1. "A natural person shall be entitled to freely collect, store, use and disseminate information. Collecting, storage and dissemination of information on private life of a natural person without his/her consent shall be inadmissible, except for the cases established by the law and only to the benefit of the national security, economic welfare and human rights. It is also inadmissible to collect information that is state secret or confidential information of a legal entity.

2. A natural person disseminating information shall be obliged to make sure in its reliability.

3. It is presumed that information presented by an official performing his/her official duties, as well as information contained in official sources (reports, shorthand records, mass media reports) founded by the respective state bodies and self-governments is reliable.

A natural person disseminating such information shall not be obliged to verify its reliability and shall not be liable in case of its refuting."

Law on Television and Radio Broadcasting was rewarded completely on 12 January 2006.¹⁰⁴

Article 64. Right of retraction

1. Any citizen or legal person shall have the right to demand that the broadcasting organisation retract any information distributed in its program or transmission which does not represent the facts and/or is degrading to honour and dignity of the person.
2. The same right shall be enjoyed by official representatives of a citizen if the citizen is unable to demand such retraction.
3. A written complaint with the demand to retract may be lodged with the broadcasting organisation within 14 days from the date of distribution of such information, of which a written notice should be served on the National Council.
4. The broadcasting organisation must consider such application within seven day of its receipt, unless otherwise provided for by the legislation of Ukraine.
5. The broadcasting organisation shall be under the obligation, if so requested by the applicant, to afford him free-of-charge an opportunity to listen in to (preview) the relevant portion of the program or transmission or to provide for a fee a copy of such fragment.
6. If a broadcasting organisation lacks sufficient evidence that the information which it has distributed represented the facts, it shall be obliged to promptly retract such.
7. The retraction must be distributed by the same broadcasting organisation and in the same program or transmission, as the information which does not represent the facts, or at such other time as may agreed upon with he aggrieved person.
8. The retraction must indicate which information does not represent the facts, and also when and in which program or transmission it was distributed by the broadcasting organisation.
9. If the citizen or legal person has submitted the text of retraction, it shall be subject to distribution provided that it conforms to the requirements of this Law. Reductions or other changes in the text of the retraction submitted by the complainant shall only be made with his consent.
10. Where a broadcasting organisation is under the obligation to distribute the text of a retraction, it must, if so requested by the citizen or a representative of the legal person, grant him an opportunity to present such text and broadcast it in record.
11. The broadcasting organisation must notify the complainant on the tentative time of distribution of such retraction or text.

¹⁰⁴ official web-site of the National Television and Radio Broadcasting Council of Ukraine:
<http://www.nrada.gov.ua/en/medialegislation/1289837604.html>)

12. The broadcasting organisation must promptly notify the complainant of its refusal to publish a retraction.

13. In the event that a retraction is ordered by a court decision, the text of the retraction shall be distributed by the broadcasting organisation in a manner set down in this Law.

14. A broadcasting organisation may refuse a person to retract information disseminated if the request for retraction has been made in breach of the requirements of this Law.

Article 65. Right of reply

1. A physical or legal person in whose respect a broadcasting organisation has distributed in its program or broadcast any information which does not represent the facts or violates any rights or legitimate interests of such person, notwithstanding any request for retraction that such person may have lodged, shall be entitled to a reply (comment or own interpretation of the case) in a program or broadcast of such broadcasting organisation.

2. The procedure of filing a request claiming the right of reply (commentary or interpretation of the facts) shall be governed by article 64 of this Law.

Article 66. Compensation of moral damages

1. Any moral (non-property) damages shall be compensated in conformity with the Civil Code of Ukraine.

Article 67. Exemption from liability for distribution of information which is contrary to facts

1. Broadcasting organisations and their personnel shall not be liable for distribution of any information which is contrary to facts where:

- a) such information was contained in an official communication or was received in writing from a public authority or body of local government.
- b) such information is a verbatim quotation of any statement or speech (oral or printed) of any public official, of officer of local self-government, or a People's Deputy of Ukraine, candidate for the office of the President of Ukraine, candidate for a People's Deputy of Ukraine or a deputy of any assembly or council, or a candidate for a mayor;
- c) such information was contained in a personalised statement broadcast without prior recording or in a statement made by a person other than members of the broadcasting organisation's personnel.
- d) such information is a verbatim reproduction of any material distributed by another media outlet or news agency, where a clear reference to such is made;
- e) exemption from liability is provided for by another law.

The Law on Printed Mass Communication Media (Press)

Article 42 Exemption from Liability

“The editorial staff and journalists shall not be liable for publishing information that is untruthful, abasing for the honour and dignity of citizens and organisations, infringes the rights and lawful interests of citizens or abuses the freedom of printed mass communication media and the rights of journalists if such information:

- 1) was received from news agencies or the founder (co-founders);
- 2) is contained in a reply to a request for access to official documents and request for written or oral information provided in accordance with the requirements of Law Ukraine on Information;
- 3) is a word-for-word reproduction of official statements by functionaries of state bodies, organisations and associations of citizens;
- 4) is a word-for-word reproduction of materials published in another printed mass communication medium and contains a reference thereto;
- 5) discloses a secret protected by law but was not obtained illegally by the journalist.”

The Law on Information

Article 31 Citizens' Access to Information Relating to these Citizens

“All organisations collecting information relating to the person shall, prior to handling this information, have the relevant databases officially registered, in keeping with procedures established by the Cabinet of Ministers of Ukraine.

The required amount of information relating to the person that can be legally obtained shall be reduced to a minimum and used only for reaching a lawfully set target.

Denial of access to such information, its concealment, or its unlawful collection, use, storage or dissemination may be appealed to the law court.”

Developments in the application of criminal and civil law provisions concerning defamation at domestic level

A cause of concern has been found in respect of Articles 277 and 302 of the Civil Code, which could lead journalists to engage in self-censorship in order to avoid prosecution (doc. SG/Inf(2004)12; see also IHF-AR, 2004, A19, Ukraine Bulletin, January – April 2004).

According to IHF, the wide use of civil defamation provisions is of serious concern (IHF-AR, 2004); 46 civil lawsuits were brought against journalists and media outlets in 2003 (FH-FP, 2004). Reportedly, disproportionate sentences have been imposed for the protection of the President and public officials (see IHF-AR, 2004).

Law on Information - new wording starting from 13 January 2011:

"Article 11. Information about a private person.

... 2. It is prohibited to collect, store, use or spread confidential information about a person without his/her consent, save in cases defined by law and only in the interests of the national security, economic welfare and protection of human rights. Confidential information about a person includes, in particular, the information about his/her nationality, education, family

status, religious beliefs, health condition, as well as the address and the place and date of birth.

Any person shall have free access to information concerning him/herself personally except in cases defined by law."

Another law, On Access to Public Information, was adopted on 13 January 2011.¹⁰⁵

Royaume-Uni

La diffamation a été dépenalisée au Royaume-Uni en 2009.

Le 12 novembre 2009, le Parlement du Royaume Uni a adopté une nouvelle loi sur la diffamation qui couvre l'Angleterre, le Pays de Galle et l'Irlande du Nord ¹⁰⁶. Cette loi est entrée en vigueur deux mois plus tard.

Information on relevant legal provisions on defamation

The Queen announced in the UK Parliament, 9 May 2012, a new defamation bill.

The bill proposes a test of "serious harm" to reputation for statements to be considered defamatory and places the common law defences of fair comment, justification and responsible publication on matter of public interest on a statutory footing. It also creates new statutory privileges for peer-reviewed scientific and academic publications and website operators. It introduces a single publication rule (abolishing the current rule, which was considered in *Times Newspapers Ltd v. the United Kingdom* (nos. 1 and 2), nos. 3002/03 and 23676/03, ECHR 2009). Finally, it seeks to address a perceived problem of libel tourism by providing that courts in England and Wales should not deal with defamation actions brought against people not domiciled in the UK or a European Union state unless it is satisfied that, of all the places in which the statement complained of has been published, England and Wales is clearly the most appropriate place in which to bring an action in respect of the statement.

¹⁰⁵ For more detailed information, see <http://merlin.obs.coe.int/iris/2011/3/article30.en.html>

¹⁰⁶ Voir arrêts CEDH *Mosley c. Royaume-Uni*, n° 48009/08, 10 Mai 2011. *Times Newspapers Ltd c. Royaume-Uni* (n°1 et 2), n° 3002/03 et 23676/03, 10 mars 2009.